



L'Abécédaire des propositions de Nicolas Sarkozy



www.u-m-p.org/propositions/

35 heures

Je veux d'abord vous convaincre que partager le travail n'a jamais été une solution contre le chômage. Les 35 heures ont-elles permis de créer des emplois? Nullement. Avec elles, vous avez plus de temps pour vous, mais vos salaires sont gelés. Vous avez moins de pouvoir d'achat, vous consommez moins. C'est toute l'économie qui s'est artificiellement réduite.

Depuis 2002, les 35 heures ont été assouplies deux fois. Pour ma part, je crois qu'il nous faut vraiment en sortir. Cela ne signifie pas qu'il faille revenir à 39 ou 40 heures pour tous. Ce serait faire la même erreur que le Parti socialiste, dont la candidate persévère puisqu'elle défend la "généralisation des 35 heures".

Notre réponse à la RTT, c'est la liberté de gagner plus, en travaillant plus. Que certains salariés soient heureux à 35 heures et souhaitent y demeurer est parfaitement respectable. D'autres veulent pouvoir gagner plus en travaillant plus longtemps. Au nom de quoi devrait-on le leur interdire ? Pour sortir des 35 heures, nous voulons une solution gagnant-gagnant : pour le salarié et pour l'entreprise. Nous proposons tout d'abord d'assouplir fortement le recours aux heures supplémentaires, tout en conservant les majorations de 25 et 50%. Surtout, nous proposons d'exonérer les heures supplémentaires de charges sociales et d'impôts, pour le patron comme pour le salarié. Concrètement, cela signifie une baisse de 25% du coût salarial horaire, ce qui incitera les entreprises à multiplier les heures supplémentaires. Pour le salarié au SMIC qui effectue 4 heures de plus par semaine, cela signifie un gain de 17% sur sa feuille de paye. J'ajoute que le même mécanisme doit s'appliquer au rachat de journées de RTT.

Sources(s)

Mon Projet

Interview dans le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

35 heures à l'hôpital

Je crois qu'il est possible de revoir les 35 heures à l'hôpital, mais je suis certain que la réforme est souhaitée et attendue par les personnels hospitaliers. Ils ont eu à souffrir de la désorganisation et de la surcharge de travail que les 35 heures ont créées dans les services. Je propose que les personnels volontaires aient la liberté de travailler plus pour gagner plus.

Sources(s)

Interview Panorama du médecin (mars 2007)

Accès à la propriété

Depuis des années, on vous dit qu'on ne peut rien contre la crise du logement, et on laisse s'aggraver une pénurie qui a rendu la propriété impossible pour beaucoup d'entre vous et la location de plus en plus difficile. Cette situation ne peut pas durer.

Je veux permettre à chaque ménage d'être propriétaire, parce que la propriété est le rêve de chacun d'entre nous. Je vous permettrai notamment de déduire de votre impôt sur le revenu les intérêts de votre emprunt immobilier. Ceux qui ne paient pas l'impôt sur le revenu recevront une aide de l'État pour emprunter.

Sources(s)

Mon projet

Administration

Je veux que nos grandes administrations deviennent de véritables partenaires de la réussite des entreprises. Il faut mettre un terme à la logique de défiance qui existe à l'égard des PME. Je le dis franchement : il est injuste que l'Administration traite à la même enseigne la grande majorité des entreprises de bonne foi et l'infime minorité de celles qui trichent sciemment. L'Administration ne peut plus se cantonner dans un pur rôle de contrôle et de sanction vis à vis d'entreprises toutes supposées fraudeuses. Pour opérer ce bouleversement dans nos habitudes, il est nécessaire que ces administrations, et leurs agents, soient demain évalués sur leur capacité à rendre à tous un service de qualité, sur la rapidité des réponses données aux entreprises, et non plus sur le seul montant des redressements opérés ou sur les procès-verbaux dressés.

Sources(s)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Adoption

Pour faciliter l'adoption des enfants à l'étranger, il faut structurer davantage nos liens de coopération avec les pays d'origine, à l'image de ce que font les autres pays. Nous devons aussi améliorer les règles des adoptions « intérieures », c'est-à-dire d'enfants nés en France et devenus pupilles de l'Etat. La France est devenue plus exigeante que d'autres pays avant de considérer qu'un enfant a été réellement abandonné par ses parents et est adoptable. Des solutions existent pour améliorer les choses. Je suis avec attention les travaux du Conseil Supérieur de l'adoption sur ce sujet. Ma conviction est que toute réforme doit être mûrement réfléchie et se faire dans l'intérêt de l'enfant.

Je veux que le mariage protège la filiation et le cadre naturel de la famille. Pour cette raison, je n'ouvrirai pas le mariage, ni l'adoption aux couples de même sexe.

Sources(s)

Interview à la revue Cotémômes

Discours Nantes (15/03/07)

Afrique

Je favoriserai le développement des pays pauvres, en cessant d'aider les gouvernements corrompus, en mettant en place une Union méditerranéenne avec les pays du Sud, en donnant la priorité à l'Afrique.

Je m'intéresse à l'Afrique et je la respecte. C'est pour cette raison que, par exemple, je prône l'exonération totale d'impôts sur le revenu pour tous les migrants africains résidant en France, lorsque leur argent est investi dans des micro-projets de développement sur place. Ce flux émanant de la diaspora permettra de décupler l'aide au développement, de pallier l'insuffisance du réseau bancaire et de contourner la corruption. Plus généralement, on ne fera pas bouger les choses par le seul tutoiement entre le chef de l'Etat français et

ses homologues du continent, mais par la conscience collective d'un intérêt commun.

L'Afrique compte huit cent millions d'habitants dont la moitié a moins de dix-sept ans. L'avenir de ces jeunes est donc une obsession pour tous ceux qui, comme moi, s'intéressent au développement. Parmi ces jeunes, il y a les étudiants et je pense qu'ils doivent être plus nombreux à venir se former en France. Mais à une condition : une fois leur formation achevée, on doit leur demander de mettre leurs compétences acquises en France - donc leur première expérience professionnelle - au service de leur pays d'origine. Afin de ne pas se retrouver par exemple dans la situation caricaturale du Bénin, dont les médecins sont plus nombreux à exercer en France que chez eux.

Sources(s)

Mon Projet

Interview Jeune Afrique (5/11/06)

Agriculteurs

L'agriculture française est un atout économique majeur. Si nous voulons qu'elle demeure forte et attractive, alors il n'est pas possible de ravalier les agriculteurs au rang de « jardiniers de la nature », ni d'accepter des baisses de revenus effarantes qui non seulement paupérisent les exploitants, mais les privent largement des moyens de s'adapter aux évolutions des marchés et de la consommation.

Il faut permettre aux agriculteurs de vivre davantage du fruit de leur travail. Aucun producteur, en effet, ne peut préférer vivre d'aides directes plutôt que du marché. Le niveau des aides dépendra donc du niveau des prix. Avec des prix plus hauts et plus rémunérateurs, les aides seront moins indispensables. (...)

Je suis favorable au maintien des outils d'aide à l'installation. Ces outils ont fait leur preuve, ils sont efficaces. Mais il ne faut pas vivre dans l'illusion : on n'installera pas un agriculteur pour un départ. L'objectif doit être de veiller au renouvellement des générations et de ne pas détourner les jeunes de ce métier. Il faut également veiller à appuyer les démarches des jeunes qui viennent d'autres milieux. (...)

L'aide à l'installation est primordiale, de même que les prêts bonifiés. Un effort pourrait sans doute être fait en direction du stage d'installation, afin de le rapprocher des besoins réels des futurs exploitants.

Sources(s)

Interview Midi Libre (octobre 2006)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

Agriculture

Je soutiendrai l'agriculture et l'industrie agroalimentaire. Elles sont indispensables à notre indépendance alimentaire et désormais énergétique, et sont une force économique de premier plan.

La compétitivité de l'agriculture française est une réalité. La France reste l'un des principaux pays producteurs dans le monde. Il n'y a aucune raison de céder notre place sur les marchés, ni d'ailleurs de craindre notre mise à l'écart. Maintenir cette productivité dépend d'abord de notre capacité à renouveler les générations. J'entends poursuivre et amplifier les efforts en matière d'installation.

Améliorer la productivité de notre agriculture passe également par le développement d'approches économes en matière d'intrants agricoles. C'est aussi faciliter la mise en commun du matériel d'exploitation : on peut aller beaucoup plus loin et apporter des réponses précises aux préoccupations des exploitants. C'est enfin se tourner résolument vers les nouveaux débouchés et mettre fin à une certaine forme de gaspillage. Je ne

peux me résoudre à voir des terres mises en jachère alors même qu'il y a des possibilités de cultiver, sur ces terres, des produits pour le marché des biocarburants ou de la chimie verte. Tout ceci est possible si l'on se donne la peine d'accompagner les exploitants. Il faut simplifier les structures d'appui aux exploitants et confier aux chambres d'agriculture, qui réalisent déjà un formidable travail, une véritable mission d'accompagnement des exploitants sur le terrain. (...)

L'arrivée de nouveaux États membres, dotés de secteurs agricoles puissants, ne doit pas susciter de craintes en France. Ces pays sont nos alliés et nous avons beaucoup à partager avec eux. La France s'est engagée très tôt dans des partenariats pour l'adhésion de ces pays, et elle n'a pas à le regretter. C'est ensemble que nous écrivons l'évolution de la Pac et de nos agricultures. De plus n'oublions pas une chose : avec la croissance de la population mondiale, les marchés vont s'élargir. (...)

Quand on est agriculteur, on travaille tous les jours à la préservation de l'environnement. Les efforts déjà réalisés ne doivent pas être oubliés, ni sous-estimés. Il faut toutefois aller plus loin. Même si beaucoup de chemin a été fait, il n'en reste pas moins vrai qu'il nous faut aller vers une meilleure prise en compte des ressources dans l'acte de production. Il nous faut développer une agriculture diversifiée, favoriser les modes de production naturels (l'herbe) et améliorer la gestion de l'eau (vis-à-vis de l'irrigation).

Sources(s)

Mon Projet

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

Aide au développement

Je favoriserai le développement des pays pauvres, en cessant d'aider les gouvernements corrompus, en mettant en place une Union méditerranéenne avec les pays du Sud, en donnant la priorité à l'Afrique.

La fraternité, c'est la solidarité avec les pays pauvres et l'engagement dans les grandes causes humanitaires, dans la lutte contre la faim, la misère, la maladie, dans le codéveloppement qu'il va bien falloir réussir si l'on ne veut pas que l'exode massif du Sud vers le Nord ne tourne au désastre.

Je veux que la France inscrive sa politique d'aide au développement dans le cadre de partenariats exigeants et responsables. Le principe de conditionnalité s'appliquera avec rigueur en prenant mieux en compte le respect de l'Etat de droit et de bonne gouvernance.

Sources(s)

Mon Projet

Discours Zénith (18/03/07)

Questionnaire Organisation -Transparence-Internatonal France (TI France - mars 2007)

Aides agricoles

La suppression des subventions est inenvisageable. Celles-ci sont nécessaires pour permettre une agriculture de qualité et la préservation de la vitalité de nos zones rurales. Mais la réalité à laquelle nous sommes confrontés, c'est que les aides à l'agriculture sont aujourd'hui équivalentes au revenu des exploitations. Elles sont même parfois supérieures à ce revenu d'exploitation.

Le premier chantier à engager, c'est celui de la simplification des régimes d'aide en place. Le second, c'est de permettre aux agriculteurs de vivre davantage du fruit de leur travail. Aucun producteur, en effet, ne peut préférer vivre d'aides directes plutôt que du marché. Le niveau des aides dépendra donc du niveau des prix. Avec des prix plus hauts et plus rémunérateurs, les aides seront moins indispensables.

Sources(s)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

Airbus

Des changements profonds sont nécessaires. Airbus et EADS ne peuvent plus fonctionner dans la gouvernance actuelle qui donne aux intérêts nationaux un pouvoir de blocage contraire à la bonne marche de l'entreprise. Il faut revoir la composition actuelle du capital et renégocier le pacte d'actionnaires pour que la direction d'Airbus soit mobilisée sur les intérêts industriels et eux seuls. L'entreprise a besoin d'investisseurs nouveaux et prêts à s'engager dans son développement, notamment pour financer le lancement de l'A350 et du successeur de l'A320. Pour Nicolas Sarkozy, il est logique, et c'est même là son devoir, que l'État se joigne s'il le faut à cette recapitalisation pour marquer sa confiance dans l'entreprise et l'aider à passer ce cap difficile.

L'Etat et les collectivités intéressées doivent également accompagner les sous-traitants et les territoires affectés par le plan Power8 pour consolider et développer leur activité. En particulier, la progression vers les technologies composites sur le site de Méaulte, gage de sa pérennité, doit faire l'objet de mesures de soutien de la part des pouvoirs publics et d'un engagement clair d'Airbus, voire d'autres acteurs industriels éventuels, sur l'avenir des activités et des emplois concernés.

Si les Français me font confiance, je ferai de l'avenir de EADS et d'Airbus des priorités de la politique industrielle volontariste qu'il s'emploiera développer en France et en Europe.

Sources(s)

Communiqué (03/04/07)

Allocation adulte handicapée

Les personnes handicapées doivent pouvoir vivre décemment, ce qui est actuellement impossible avec une allocation adulte handicapé (AAH) de 621 euros. Il n'est pas acceptable que le montant de l'AAH n'atteigne même pas le seuil de pauvreté de 788 euros. Plus de 700 000 personnes sont concernées. Afin de remédier à cette situation, je propose de revaloriser l'AAH de 25%.

Sources(s)

Le Parisien (23/03/07)

Allocations chômage

Comme souvent en France, en matière de chômage ou en matière de minima sociaux, on indemnise chichement, mais longtemps. Alors qu'il faudrait indemniser fortement, mais brièvement pour que chacun soit incité à reprendre rapidement un emploi.

Je propose que l'allocation chômage ne puisse pas être inférieure au salaire minimum, mais que nul ne puisse refuser plus de trois offres d'emploi correspondant à ses compétences

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Allocations familiales

J'aiderai les familles qui ont des difficultés à assumer leur mission éducative et responsabiliserai celles qui y renoncent par la mise sous tutelle des allocations familiales.

J'aiderai les familles à chacune des étapes de leur existence. En particulier, j'allouerai des allocations familiales dès le premier enfant.

Le regroupement familial ne sera possible que si la personne a un logement et un travail lui permettant de faire vivre sa famille sans prise en compte des allocations familiales.

Sources(s)

Mon Projet

Alstom

Tout le monde disait qu'il n'y avait rien à faire, qu'il fallait laisser tomber, qu'il fallait vendre à SIEMENS. (...) Je me suis battu, au nom de l'État. Nous avons même racheté 20 % d'ALSTOM, 800 millions d'euros. Deux ans plus tard, Thierry BRETON revendait 2 milliards 100 millions. ALSTOM est aujourd'hui une des entreprises les plus profitables de la bourse française. Alors les spécialistes qui disaient que c'était foutu, que c'était fichu, ils sont où aujourd'hui ? Les 25 000 emplois, on les a sauvés.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Aménagement du territoire

Rétablir la confiance est plus que jamais nécessaire pour ceux de nos concitoyens qui sont issus du monde rural. Depuis des décennies, certains de nos territoires ruraux les plus fragiles sont gagnés peu à peu par la désertification. Or je veux affirmer, une fois encore, qu'il n'y a pas de fatalité au dépeuplement ni à l'exode rural, pour peu que l'Etat poursuive et amplifie ce qui fut toujours une grande politique, une politique originale dans notre pays, celle de l'aménagement du territoire. Elle n'est d'ailleurs pas pour rien dans la qualité de vie et des services publics que nous reconnaissons les étrangers qui visitent et apprécient notre pays. Aménager le territoire, c'est refuser que l'Etat ne renforce encore les tendances, là, à la concentration, ailleurs, au dépeuplement, plutôt que de rechercher un équilibre dans le développement de nos territoires. Aménager le territoire, c'est finalement garantir une véritable égalité des chances pour chaque Français, en tout point du territoire.

L'accès au haut et très haut débit doit être reconnu comme une obligation de service public sur tout le territoire. La politique de couverture en haut débit d'ores et déjà engagée doit se poursuivre pour couvrir réellement la totalité du territoire, ce qui n'est pas le cas à ce jour. Un cadre réglementaire favorable aux investissements en très haut débit par les opérateurs sera mis en place.

Sources(s)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

Interview dans le magazine L'Ordinateur individuel (mars 2007)

Amérique latine

L'Amérique latine quant à elle a connu des progrès démocratiques majeurs, au travers d'élections qui se sont bien déroulées dans une quinzaine de pays ces derniers mois. Pour autant la démocratie reste fragile, car beaucoup lui attribuent les difficultés sociales persistantes de certains de ces pays. Nous devons donc être attentifs aux dérives autoritaires et populistes, qu'elles viennent de dirigeants de gauche ou de droite.

Sources(s)

Conférence de presse sur la politique internationale (28/02/07)

ANPE

L'ANPE, l'Unedic, les Maisons de l'emploi seront réunies en un seul service public de l'emploi, qui interviendra immédiatement et de manière personnalisée pour permettre à tous ceux qui le souhaitent de trouver ou retrouver un emploi beaucoup plus rapidement qu'aujourd'hui.

Sources(s)

Mon Projet

Appartement de fonction

La procédure actuelle est excessive, tous les ministres n'ont pas besoin d'un appartement de fonction. Qui est-ce qui a besoin d'un appartement de fonction ? Les ministres qui peuvent être appelés de jour et de nuit parce qu'il se passe toujours quelque chose. (...) Si je suis élu président de la République, je laisserais un appartement de fonction uniquement pour les ministres qui en ont besoin, pour dire les choses comme elles sont, je ne voudrais pas être vexant à l'égard de qui que ce soit, mais je ne suis pas persuadé que le ministre d'un domaine, par exemple celui de la communication, ait essentiellement besoin d'être présent à son ministère en pleine nuit.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Art contemporain

Il faut d'abord faire aimer et populariser l'art contemporain, et cela dès le plus jeune âge. C'est la mission principale de nos musées spécialisés et des fonds régionaux d'art contemporain. On doit ensuite aider les artistes. Il me semble que beaucoup se joue au niveau de la formation : notre dispositif d'enseignement de l'art manque sans doute de moyens pour se situer au meilleur niveau international. Il y a, je le crois, des cloisons à abattre entre les différentes disciplines (art industriel, design, nouvelles technologies) pour favoriser la polyvalence des artistes.

Sources(s)

Interview Arts Magazine (avril 2007)

ASSEDIC

L'ANPE, l'Unedic, les Maisons de l'emploi seront réunies en un seul service public de l'emploi, qui interviendra immédiatement et de manière personnalisée pour permettre à tous ceux qui le souhaitent de trouver ou retrouver un emploi beaucoup plus rapidement qu'aujourd'hui.

Sources(s)

Mon Projet

Associations

Je donnerai des avantages concrets à ceux qui donnent de leur temps à la société dans les associations.

Je veux transmettre la valeur de l'engagement et pour cela valoriser le bénévolat, un bénévolat régulier, qui n'est pas synonyme d'incompétence ou d'amateurisme. Je propose qu'une année de bénévolat dans une association ou dans un club donne droit à un stage de formation gratuit ; que 20 heures de bénévolat effectuées régulièrement chaque mois donne droit à 10% de points en plus aux examens ; que 10 ans de bénévolat donne droit à une année de cotisations de retraite. Je veux que la société valorise ceux qui se dévouent pour elle et sanctionne ceux qui ne respectent ni la loi, ni les autres, ni eux-même.

Le bénévolat est une vraie richesse pour nos quartiers. Je veux le valoriser en créant un livret d'épargne civique qui donnera aux bénévoles des avantages concrets: stages de formation gratuits, points supplémentaires aux examens, cotisation pour la retraite. Mais le recours au bénévolat ne remplace pas la présence de professionnels : on ne s'improvise pas éducateur ou aide-maternelle.

Je propose, dans chaque quartier, un responsable de la politique de la ville qui aura à orienter les crédits vers les associations qui ont le plus besoin de salariés qualifiés.

Sources(s)

Mon Projet

Discours Nantes (15/03/07)

Le Parisien version électronique (23/03/07)

Assurance maladie

Nous allons dépenser plus en matière de santé en raison de l'allongement de la durée de la vie, du progrès thérapeutique, des exigences croissantes et légitimes de nos concitoyens. Aussi faut-il dépenser mieux et créer les recettes nécessaires au financement des dépenses. Il faut d'abord s'attaquer aux abus, aux fraudes et aux gaspillages. Evalués entre 7 et 15 milliards d'euros, ils représentent plus que le déficit de l'assurance maladie. J'engagerai ensuite une plus forte politique de prévention, car elle est porteuse d'économies sur le long terme. Je souhaite créer une franchise raisonnable et juste afin de responsabiliser les patients. Je pense en outre que cela restaurera une conception moins consumériste de la santé. S'agissant des recettes, fondamentalement, la solution est évidemment le plein emploi. C'est parce que nous n'avons pas le plein emploi que nous avons des déficits sociaux.

Sources(s)

Interview Hôpitaux MAGazine (avril 2007)

Audiovisuel

La démocratisation de la culture passe par une télévision de qualité, parce que c'est le média que chacun regarde, qui pénètre dans tous les foyers. Trois à quatre heures par jour ! Près de 100 000 heures dans une vie ! L'enjeu est considérable, en termes de lien social, de transmission partagée, et bien sûr d'emploi culturel. Il faut être ambitieux pour notre télévision, et notamment pour les chaînes publiques. C'est un fait, l'audiovisuel public est actuellement sous financé. Nous devons trouver des solutions, sans tabous, car un financement convenable est indispensable si nous voulons mettre la barre de la création et de l'imagination

audiovisuelles à la hauteur qui devrait être les leurs. Les chaînes publiques doivent exprimer leur singularité, en diffusant à des heures d'écoute convenables des programmes de qualité.

Il s'agit aussi et surtout d'inventer une nouvelle culture audiovisuelle, avec des téléfilms, des fictions de qualité - et la diffusion récente de la série des Maupassant en est un très bon exemple -, des documentaires, des émissions de plateau ou s'échangent idées et contenus. Nous avons tout en main pour relever ce défi : des professionnels remarquables. Des maisons de production excellentes. Des spécialistes de fiction et de documentaires internationalement reconnus.

Là encore, les perspectives en matière d'emploi sont considérables. Sait-on que le doublement des fictions sur nos chaînes représenterait 400 000 journées de travail en plus pour les intermittents qui en vivent ? La télévision est vraiment partie prenante d'une économie de l'immatériel extrêmement prometteuse et encore trop balbutiante.

Sources(s)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Autonomie des établissements scolaires

Je donnerai plus d'autonomie aux établissements pour leur permettre de développer leur projet pédagogique spécifique.

Elle est une nécessité pour que chaque établissement s'adapte au contexte dans lequel il se trouve et pour que chacun se mobilise autour d'un projet dont il sera partie prenante. C'est la responsabilité. C'est l'incitation à faire le mieux possible. C'est la condition pour que le libre choix des parents devienne possible, pour que la carte scolaire un jour soit abolie et pour que la ségrégation urbaine et la ségrégation scolaire cessent de se nourrir l'une de l'autre.

Sources(s)

Mon Projet

Discours Maisons-Alfort (02/02/07)

Autorité

Je ne crois pas à la République sans un minimum d'ordre, l'ordre républicain, je ne crois pas qu'on peut tout faire, je crois à la justice, mais je crois aussi à la fermeté. Je crois aux droits, mais je crois aussi aux devoirs.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Autorité Parentale

Il faut bien sûr aider les parents qui n'arrivent pas à assumer leur mission éducative, mais aussi les responsabiliser. Je souhaite que les allocations familiales et l'allocation de rentrée scolaire soient placées sous tutelle lorsque les parents faillissent à leur mission : la société doit avoir la garantie que l'aide qu'elle accorde est bien utilisée dans l'intérêt de l'enfant.

Sources(s)

Interview à la revue Cotémômes

Banlieues

Il faut d'abord rétablir la loi républicaine et mettre fin à la loi des bandes. Ce travail demande de la maîtrise de soi, mais aussi de la résolution et du courage. C'est facile de revendiquer le calme dans les banlieues, mais cela dissimule souvent une loi du silence, de la peur, des trafics, de l'extrémisme. Il faut ensuite maîtriser l'immigration. Il faut enfin rétablir de l'activité. Les parents doivent avoir un emploi, les enfants doivent suivre une formation. Les quartiers ne demandent pas une situation à part. Ils demandent à devenir des quartiers comme les autres.

Les vrais drames de la banlieue sont ceux du quotidien. L'école qui devient un ghetto, le chômage dont on ne sort pas, les jeunes filles qui ne peuvent vivre librement, les incivilités qui empoisonnent la vie, la drogue qui devient source de l'économie. Je veux que la République se réapproprie les quartiers. Je poursuivrai le démantèlement des bandes organisées. Je conduirai un plan d'urgence pour l'éducation qui divisera par deux le nombre d'élèves des établissements les plus en difficulté. Services publics, transports en commun, commerces de proximité seront réinstallés dans les quartiers. Je permettrai aux habitants du parc HLM de racheter leur logement afin de se réapproprier la vie de leur quartier.

Si je suis élu je mettrai en oeuvre un grand plan Marshall de la formation pour tous les jeunes de nos quartiers, pour qu'aucun ne soit laissé de côté, pour que chacun puisse tenter sa chance, pour que chacun ait un emploi.

Depuis vingt-cinq ans, on a dépensé des milliards dans les quartiers difficiles, mais la situation n'a cessé de s'aggraver. Il faut changer de politique, changer de méthodes. Il faut d'abord rétablir la loi républicaine et mettre fin à la loi des bandes. Ce travail demande de la maîtrise de soi, mais aussi de la résolution et du courage. C'est facile de revendiquer le calme dans les banlieues, mais cela dissimule souvent une loi du silence, de la peur, des trafics, de l'extrémisme. Il faut ensuite maîtriser l'immigration. Il faut enfin rétablir de l'activité. Les parents doivent avoir un emploi, les enfants doivent suivre une formation. Les quartiers ne demandent pas une situation à part. Ils demandent à devenir des quartiers comme les autres. Je consacrerai beaucoup d'argent aux banlieues, dans l'éducation, la formation, la rénovation urbaine, les services publics, les transports, l'activité économique. Je n'accepte pas qu'on se soit résigné à laisser se développer tant de ghettos scolaires et urbains. Je n'accepte pas que toute une partie de nos enfants soit discriminée à cause de la couleur de leur peau ou de leur origine sociale. Ceux qui font des efforts recevront les meilleures conditions de travail et d'éducation. Nous susciterons des vocations pour le service public, qui sera un levier de promotion sociale pour les jeunes issus des quartiers. Mais je ne laisserai aucun jeune dans l'oisiveté. Chacun devra avoir un emploi ou suivre une formation qualifiante.

Ce que Jean Vilar voulait faire avec le TNP et ce que Malraux voulait faire avec les maisons de la culture, je voudrais que nous le fassions dans les banlieues. Je voudrais que dans les quartiers comme dans les collèges, les lycées comme dans les universités, il y ait des lieux de rencontre avec les artistes, de pratique artistique, de création. Je voudrais que toutes les institutions culturelles soient impliquées dans cette démarche. Je souhaite que cette démarche soit soutenue et encouragée par l'Etat, et contractualisées avec les villes, les départements et les régions.

Sources(s)

Mon Projet

Le Parisien (23/03/07)

Discours Zénith (18/03/07)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Beau-parent

Je veux reconnaître la réalité des liens affectifs qui peuvent se créer entre un enfant et le conjoint de son parent biologique, par la création d'un statut du beau-parent. Ce statut permettra de reconnaître des droits et des devoirs aux adultes qui élèvent dans le désintéressement, la générosité, la tendresse, des enfants qui ne sont pas les leurs. (...) Ce statut sera applicable aux couples de même sexe, mais aussi aux familles recomposées.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Bénévolat

Je veux transmettre la valeur de l'engagement et pour cela valoriser le bénévolat, un bénévolat régulier, qui n'est pas synonyme d'incompétence ou d'amateurisme. Je propose qu'une année de bénévolat dans une association ou dans un club donne droit à un stage de formation gratuit ; que 20 heures de bénévolat effectuées régulièrement chaque mois donne droit à 10% de points en plus aux examens ; que 10 ans de bénévolat donne droit à une année de cotisations de retraite. Je veux que la société valorise ceux qui se dévouent pour elle et sanctionne ceux qui ne respectent ni la loi, ni les autres, ni eux-même.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Biocarburants

Il faut résolument se tourner vers les bioénergies. L'agriculture a une carte à jouer, car les biocarburants sont de nouveaux marchés solvables. Il ne faut pas non plus oublier la forêt, pour son rôle dans la production de chaleur ou d'électricité, et la lutte contre l'effet de serre.

Les bioénergies, ce n'est pas une découverte pour les agriculteurs français. Cela fait longtemps qu'ils s'intéressent à cette question et qu'ils montent des projets. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est une volonté politique forte pour que l'usage des bioénergies se répande vite dans notre pays et pour que des filières innovantes et compétitives puissent se développer. Je propose notamment que la fiscalité sur les produits et comportements écologiques soit systématiquement moins élevée.

Les bioénergies sont un moyen pour les agriculteurs de pouvoir retrouver de la valeur ajoutée. Mais ils ne le pourront que s'ils s'investissent dans l'aval des filières et qu'ils obtiennent une juste répartition de la richesse produite.

Mon objectif, c'est que l'adoption de comportements respectueux de l'environnement ne coûte jamais plus cher aux ménages et aux entreprises, mais au contraire qu'elle leur coûte moins cher. C'est pour cette raison que je propose la mise en place d'un crédit d'impôt environnement, allant bien au-delà des dispositifs existants, au profit des ménages, des entreprises et de tous les autres organismes qui investissent dans la recherche, dans la formation et dans des équipements permettant de réduire la consommation énergétique et de favoriser l'utilisation d'énergies renouvelables. C'est pour cette raison également que je souhaite détaxer les biocarburants, mais aussi donner des avantages spécifiques aux propriétaires de véhicules propres, par exemple la gratuité du stationnement en ville.

Sources(s)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

Réponses CGPME

Biodiversité

Enfin, nous devons agir au niveau international pour que les grands pays s'engagent dans la réduction des gaz à effet de serre et la protection de la biodiversité.

Sources(s)

Mon Projet

Bioéthique

Le clonage thérapeutique reste pour le moment une théorie. Ne créons pas de faux espoirs à partir de prouesses scientifiques non réalisées à ce jour. La loi de 2004 permet concrètement la recherche sur les cellules souches embryonnaires à partir d'embryons surnuméraires. Il n'y a pas d'urgence - à ce jour - à modifier cette loi avant l'échéance de 2009. La recherche sur les cellules souches adultes doit par ailleurs être fortement encouragée.

Elle est prometteuse et constitue une vraie alternative au clonage thérapeutique et à l'utilisation d'embryons surnuméraires, car elle ne soulève pas les mêmes questions éthiques.

Sources(s)

Interview Hôpitaux MAGazine (avril 2007)

Biotechnologies

Il faut favoriser le développement des jeunes entreprises innovantes en biotechnologies, en dynamisant l'environnement fiscal et financier dans lequel elles évoluent.

Sources(s)

Interview Pharmaceutiques (mars 2007)

Bouclier antimissile américain

Je trouve quand même préoccupant de ne pas discuter ensemble, avec nos partenaires européens, du système de défense antimissile que les Etats-Unis sont en train de mettre en place. Je ne vois pas comment on peut dire que c'est simplement le problème de la République tchèque ou de la Pologne et que ce n'est pas du tout celui de l'Europe, sauf à renoncer à toute ambition d'une politique européenne de la défense.

Sources(s)

Le Monde (16/04/07)

Bouclier fiscal

Pour redonner confiance aux investisseurs, (...) il faut d'abord réconcilier la France avec la réussite. Or, au-delà de notre culture collective, nous savons que l'une des difficultés concrètes est fiscale. C'est pour cela que j'ai toujours défendu l'idée d'un bouclier fiscal qui limite à un pourcentage donné les prélèvements qui peuvent s'accumuler, une année donnée, sur le revenu d'un même contribuable.

Je crois à un bouclier fiscal à 50 % intégrant la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). Autrement dit, nul ne paiera au fisc plus que la moitié de ce qu'il a gagné.

Sources(s)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Brevets

Le respect de la propriété intellectuelle est indispensable pour inciter les entreprises à innover, à améliorer leur compétitivité et accroître leurs parts de marché. Or le dépôt d'un brevet auprès de l'office européen des brevets est aujourd'hui trop coûteux, beaucoup plus que ne l'est le dépôt d'un brevet au Japon ou aux Etats-Unis, la différence tenant en partie aux obligations de traduction. Depuis 2000, un protocole a été conclu à Londres entre les principaux pays européens. Il conduit à alléger les obligations linguistiques, tout en confortant le français qui est l'une des trois langues officielles de l'office des brevets. Cet accord préserve, en outre, le droit de toute entreprise d'obtenir une traduction en français en cas de litige. Ce protocole devrait donc être à mes yeux ratifié dans les meilleurs délais par le Parlement français.

Sources(s)

Réponses CGPME

Cannabis

Sur la drogue, guerre totale parce que nous sommes de tous les pays d'Europe celui où les jeunes fument le plus de cannabis. L'idéologie héritée de 68 qui a consisté à supprimer l'interdit social sur la drogue est une catastrophe. La notion même de drogue douce est une absurdité, si c'est une drogue, elle n'est pas douce. (..) Partout où la drogue a été légalisée, demandez donc aux Pays-Bas et en Espagne, ce fut une catastrophe. En tout cas que les choses soient claires, si je suis élu président de la République, je ne légaliserai pas la drogue, je la combattrai.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Capitalisme

Je crois dans la force créatrice du capitalisme mais je suis convaincu que le capitalisme ne peut pas survivre sans une éthique, sans le respect d'un certain nombre de valeurs spirituelles, de valeurs morales, sans l'humanisme, sans la culture. (...) Il faut remettre le capitalisme au service d'une certaine idée de l'homme.

Je crois dans l'éthique du capitalisme. Je n'accepte pas, et des milliers d'entrepreneurs avec moi, que le travail salarié et l'esprit d'entreprise soient bafoués par les rémunérations et les privilèges excessifs que s'octroie une toute petite minorité de patrons. Je n'accepte pas qu'au niveau mondial, pour des raisons de pur profit, on joue avec les salariés et avec les usines comme on déplace des pions sur un jeu de société. Je proposerai à nos partenaires de l'Union européenne d'édicter des règles pour que ceux qui veulent investir en Europe soient les bienvenus, mais qu'ils se comportent humainement, en respectant les hommes et les femmes, en respectant le travail, conformément à notre culture qui place l'être humain au sommet de toute chose. Je renforcerai le capitalisme familial.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Mon Projet

Capitalisme financier

L'Europe doit protéger et pour cela elle doit contribuer à la moralisation du capitalisme financier. Si je suis élu, je proposerai que la moralisation du capitalisme financier soit l'un des principaux objectifs de la zone euro. Le capitalisme c'est la création de richesse pas la spéculation.

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Carte judiciaire

Je m'engage à augmenter les moyens de la justice, mais si nous ne changeons pas nos méthodes, nous n'aurons pas de meilleurs résultats.

Je propose d'abord une réforme de la carte judiciaire permettant d'avoir des tribunaux plus gros, mieux organisés, et des magistrats moins isolés, pouvant discuter entre eux des dossiers.

Sources(s)

Interview Marie-Claire (avril 2007)

Carte scolaire

Je remplacerai la carte scolaire par une obligation de mixité sociale, géographique et scolaire des effectifs, qui pèsera sur les établissements.

Nous ne pouvons nous résoudre à obliger des enfants méritants, qui n'ont ni les moyens, ni les relations pour s'affranchir de la carte scolaire, à fréquenter des établissements médiocres pour afficher un semblant de mixité sociale et scolaire.

Je propose que chaque famille ait le choix de l'établissement scolaire de son enfant. C'est la conséquence logique de l'autonomie et de la diversification des établissements. La carte scolaire a été créée en 1963. Est-il si inconvenant en 2007 de vouloir s'en affranchir, alors que plus aucun pays en Europe ne la pratique ?

Je propose que chaque établissement ait progressivement la liberté de recruter des enfants en dehors de son secteur. Mais qu'il ait aussi le devoir de veiller à respecter une diversité sociale et géographique dans ses effectifs.

Sources(s)

Mon Projet

Discours Angers (01/12/07)

Caution

Je faciliterai la location en supprimant l'obligation de caution et de dépôt de garantie. En contrepartie, les propriétaires seront protégés contre les risques d'impayés de loyers. Je réformerai l'hébergement d'urgence, pour qu'il soit digne et permette la réinsertion.

L'Etat doit mettre sa signature au service de celui qui n'a pas de caution - je suis pour un service public de caution.

Mon Projet ; Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Chercheurs
05_chercheurs
Recherche

Je réformerais notre appareil de recherche pour créer les conditions de travail et de rémunération permettant d'attirer et de garder les meilleurs enseignants et chercheurs.

Nous ne pouvons plus nous résigner à perdre chaque année 15 à 20% de nos jeunes chercheurs, qui préfèrent partir à l'étranger. Je veux que les carrières des chercheurs soient plus attractives afin d'attirer ou de retenir les meilleurs; que leurs rémunérations soient plus élevées, mais aussi fondées, comme la promotion, sur le mérite; que des moyens plus importants leur soient donnés pour travailler. Pour éviter cette fuite, je mettrai également fin à la situation indigne de nos post-doctorants et jeunes chercheurs, dont le montant des bourses et des salaires sera revalorisé, avec de vrais contrats de recherche, d'une durée minimale de cinq ans.

Sources(s)

Mon Projet
Le Parisien (23/03/07)

Chambres d'agriculture

Les chambres d'agriculture doivent être des structures d'accompagnement de l'évolution des exploitations. Elles doivent, pour ce faire, se tourner davantage vers les actions de terrain.

Sources(s)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

Changement

Les Français ne redoutent pas le changement, ils l'attendent. Les Français savent que notre pays est sur la ligne de crête, entre un décrochage possible qui pourrait être irréversible, et un avenir plein de promesses qu'il ne tient qu'à nous d'embrasser. (...)

Dans ce monde qui change à toute vitesse, la France doit changer de rythme. Cela ne signifie pas qu'elle doit balayer ses traditions, ses valeurs d'un revers de main, s'aligner sur le modèle le plus répandu, sur les prédictions du dernier penseur à la mode. Cela ne signifie pas qu'elle doit renoncer à être elle-même, bien au contraire.

Mais elle n'en doit pas moins changer profondément. Justement pour rester fidèle à elle-même.

« La France a besoin de changement profond. La France peut faire aussi bien que les autres. (...) Je veux porter ce changement. Je m'y suis préparé ».

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)
Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Charges sociales

Je conditionnerai les allègements de charges aux entreprises à la politique salariale de ces mêmes entreprises (...). Je ne donnerai pas les mêmes allègements de charges aux entreprises qui augmentent les salaires et à celles qui ne les augmentent pas.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Charte du dialogue social

Je souhaite que les cinq prochaines années soient celles d'une revitalisation profonde du dialogue social, parce que je suis convaincu que le temps de la démocratie sociale n'est pas un temps perdu, mais peut être du temps gagné si tout le monde joue le jeu. Je souhaite pour cette raison qu'une Charte du dialogue social, inscrite dans une loi organique, prévoit qu'avant toute réforme intervenant en matière de droit du travail, droit syndical, retraites, assurance-chômage, accidents du travail et formation professionnelle, le gouvernement laisse obligatoirement sa chance à la négociation entre les partenaires sociaux.

Sources(s)

Réponses CGPME

Charte européenne des langues régionales

Si je suis élu, je ne serai pas favorable à la Charte européenne des langues régionales. Je ne veux pas que demain un juge européen ayant une expérience historique du problème des minorités différente de la nôtre, décide qu'une langue régionale doit être considérée comme langue de la République au même titre que le Français.

Car au-delà de la lettre des textes il y a la dynamique des interprétations et des jurisprudences qui peut aller très loin. J'ai la conviction qu'en France, terre de liberté, aucune minorité n'est opprimée et qu'il n'est donc pas nécessaire de donner à des juges européens le droit de se prononcer sur un sujet qui est consubstantiel à notre identité nationale et n'a absolument rien à voir avec la construction de l'Europe.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Chasse

Il n'est pas question de réformer une nouvelle fois l'organisation française de la chasse. (...)

Je suis naturellement favorable à ce que la redevance pour les premiers permis soit diminuée et que nous encourageons la chasse accompagnée. (...)

Quelle politique de contrôle de la chasse pouvons-nous définir lorsque tant d'acteurs interviennent ? Toutes les polices, toutes les structures de contrôle seront regroupées au sein d'un seul et même ministère de la Sécurité. Sur le terrain, le préfet sera là pour veiller au respect de la loi et de la police de la chasse. (...)

Je sais que la chasse et surtout les chasseurs souffrent des lourdeurs administratives et des incertitudes. Je peux m'engager à ce que l'Union européenne ne soit pas une source de complications. L'Europe a vocation à protéger. Elle a vocation à définir des règles pour les oiseaux migrateurs qui traversent ses frontières. Mais il appartient aux seuls Etats de déterminer les conditions de chasse sur leur territoire. Et, c'est d'abord au niveau départemental, c'est-à-dire au plus près du terrain, que la chasse doit être gérée.

Sources(s)

Intervention de la Fédération nationale des Chasseurs (20/02/07)

Chercheurs

Nous ne pouvons plus nous résigner à perdre chaque année 15 à 20% de nos jeunes chercheurs, qui préfèrent partir à l'étranger. Je veux que les carrières des chercheurs soient plus attractives afin d'attirer ou de retenir les meilleurs; que leurs rémunérations soient plus élevées, mais aussi fondées, comme la promotion, sur le mérite; que des moyens plus importants leur soient donnés pour travailler. Pour éviter cette fuite, je mettrai également fin à la situation indigne de nos post-doctorants et jeunes chercheurs, dont le montant des bourses et des salaires sera revalorisé, avec de vrais contrats de recherche, d'une durée minimale de cinq ans.

Sources(s)

Le Parisien (23/03/07)

Choc des civilisations

Je refuse l'idée d'un "choc des civilisations" conçu comme quelque chose d'inéluctable, ainsi que l'ont dépeint certains universitaires aux Etats-Unis ou ailleurs. Pour autant, je n'ignore pas que le risque est bien réel de voir les lignes de fractures culturelles et religieuses se creuser à travers le monde. Mais ce danger a beaucoup moins à voir avec les cultures elles-mêmes, qu'avec l'instrumentalisation qui en est faite. Prenez l'exemple de cette grande religion qu'est l'Islam. Qui ne voit que, contrairement à ce que l'on entend parfois, la rupture n'est pas entre l'Occident et l'Islam, mais bien plutôt au sein même de l'Islam: entre un islam moderne et modéré et cet islam fondamentaliste et obscurantiste, dans lequel si peu de musulmans se reconnaissent. Pour faire face à la menace du choc des cultures, je ne connais pas de meilleure arme que le dialogue des civilisations, si cher à Jacques Chirac qui a, d'ailleurs, tant fait pour le promouvoir. Cette action, je veux la poursuivre, car je crois comme lui que c'est dans le dialogue et dans l'échange que se construisent le respect et la compréhension mutuelle.

Sources(s)

La Revue du Liban (7-14/04/07)

Chômage

J'ai voulu vous parler en premier de l'État et de nos institutions parce que sans un État fort, dans lequel vous avez pleinement confiance, nous ne pourrions rien faire. Mais je sais que le chômage et, plus largement, la précarité du travail, sont votre principale préoccupation. Depuis vingt-cinq ans, on vous dit que le pleinemploi est impossible et que le chômage est une fatalité. Rien n'est plus faux. Je veux d'abord vous convaincre que partager le travail n'a jamais été une solution contre le chômage. Les 35 heures ont-elles permis de créer des emplois? Nullement. Avec elles, vous avez plus de temps pour vous, mais vos salaires sont gelés. Vous avez moins de pouvoir d'achat, vous consommez moins. C'est toute l'économie qui s'est artificiellement réduite. Plutôt que de consacrer tant d'argent à payer les Français pour qu'ils travaillent moins, nous devons tout faire pour être plus nombreux à travailler, car l'activité des uns crée le travail des autres. C'est pourquoi, si je suis élu, l'étudiant qui travaille ne paiera pas d'impôt, le retraité qui veut travailler et toucher sa retraite pourra le faire, notre pays aidera les entreprises à donner du travail aux seniors au lieu de les encourager à s'en séparer. L'ANPE, l'Unedic, les Maisons de l'emploi seront réunies en un seul service public de l'emploi, qui interviendra immédiatement et de manière personnalisée pour permettre à tous ceux qui le souhaitent de trouver ou retrouver un emploi beaucoup plus rapidement qu'aujourd'hui. Je veux que les femmes, notamment les mères isolées, soient spécialement aidées à retrouver des emplois stables à temps complet. Mais, contre le chômage, il faut aussi que nous changions de politique économique. J'ose même dire: il faut que nous ayons une politique économique qui agit, et non qui subit. J'investirai massivement dans la

formation, dans la recherche et l'innovation, dans le développement du commerce, de l'artisanat et des PME. Tout doit être fait pour permettre à nos PME de grandir et pour que notre pays crée les centaines de milliers d'emplois qui peuvent l'être dans les nouveaux segments de l'économie. Je rapprocherai la fiscalité des entreprises de la moyenne européenne car il est évident que personne ne viendra créer des emplois chez nous si notre fiscalité continue à être la plus dissuasive d'Europe. Je ferai tout pour réduire la fiscalité qui pèse sur le travail. Contre les délocalisations, je mettrai en oeuvre une politique industrielle, en choisissant les secteurs stratégiques sur lesquels concentrer nos efforts. Notre pays doit garder des usines. L'exemple d'Alstom montre qu'il est possible et utile de nous battre pour notre industrie. Je soutiendrai aussi l'agriculture et l'industrie agroalimentaire. Elles sont indispensables à notre indépendance alimentaire et désormais énergétique, et sont une force économique de premier plan. Enfin, je ferai en sorte que l'euro devienne un outil de croissance, d'emploi et de puissance économique. Si nous avons fait l'euro, c'est pour nous en servir. Grâce à ces mesures, en cinq ans, nous pouvons atteindre le plein-emploi, c'est-à-dire un chômage inférieur à 5 % et un emploi stable à temps complet pour tous. C'est de cette manière que nous pourrions vraiment réduire la pauvreté, l'exclusion et la précarité.

Notre seul objectif est de le ramener sous la barre des 5%, vers le plein emploi. C'est possible si l'on rompt avec la politique de partage du travail. Au lieu de payer les Français à moins travailler (préretraites, dispense de recherche d'emploi, 35 heures), il faut les inciter à travailler plus. L'activité des uns crée le travail des autres.

Comme souvent en France, en matière de chômage ou en matière de minima sociaux, on indemnise chichement, mais longtemps. Alors qu'il faudrait indemniser fortement, mais brièvement pour que chacun soit incité à reprendre rapidement un emploi.

Je propose que l'allocation chômage ne puisse pas être inférieure au salaire minimum, mais que nul ne puisse refuser plus de trois offres d'emploi correspondant à ses compétences.

Sources(s)

Mon Projet

Le Parisien (23/03/07)

Discours Nantes (15/03/07)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Cinéma

Dans le domaine du cinéma, décisifs sont les dispositifs qui ont été mis en place, via les contributions des chaînes de télévision, les taxes sur les tickets d'entrée en salles, l'avance sur recette, les SOFICAS. Ils ont permis à notre cinéma de résister brillamment à la concurrence américaine. De s'affirmer par rapport aux autres cinémas européens, trop souvent marginaux sur leur propre marché, alors que notre production nationale a représenté en 2006 45 % du marché français, avec plus de 84 millions d'entrées. Je me réjouis que ces dispositifs, portés par le Centre National de la Cinématographie, aient été validés par la Commission européenne, ce qui consolide un système d'aide à la création unique, et envié dans le monde entier. Je suis fier, aussi, d'avoir oeuvré pour que soient adoptés les crédits d'impôts pour l'industrie cinématographique audiovisuelle, avec l'objectif de relocaliser en France les tournages, et donc de développer l'emploi, et d'avoir conforté les SOFICAS, indispensables au financement des films indépendants.

Des problèmes demeurent. Celui de l'écriture des films, qui doit être aidée davantage. Celui de la distribution, si l'on songe que fréquemment, un très petit nombre de productions occupe l'immense majorité des écrans, ce qui impose de mieux soutenir les salles qui portent la diversité cinématographique, et aussi, de trouver le moyen, via les contrats de distribution des oeuvres, d'assurer à tous les films une durée d'exposition équitable. C'est possible, puisque cela existe ailleurs ! Problème, aussi, du formatage de beaucoup de films,

conçus et financés pour être des produits télévisuels, ce qui pose la question de ce que l'on peut attendre de l'audiovisuel, notamment public. Problème, enfin, des nouvelles technologies et de tout ce qu'elles permettent, en matière de téléchargement sauvage.

Sources(s)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Cinquième République

La Ve République a été créée à un moment où la France traversait l'une des plus graves crises de son Histoire. Ce n'est pas en la démolissant, en inventant une nouvelle République sur laquelle on ne sait rien, que l'on répondra aux difficultés qui sont les nôtres aujourd'hui. C'est pourquoi je défendrai la Ve République, tout en changeant la pratique, les comportements, les mentalités.

Sources(s)

Mon projet

Class action

Il y a des progrès à faire en matière de respect des droits des consommateurs à l'égard de certains services. J'entends bien y concourir. Il nous faut encore du temps de concertation pour y aboutir. Mais il faudra que nous parvenions à instaurer une formule d'actions de groupe.

Sources(s)

Interview dans le magazine L'Ordinateur individuel (mars 2007)

Classes

Dans les quartiers où s'accumulent tous les problèmes de l'exclusion et du chômage, je propose de créer des classes de quinze élèves dans les collèges et les lycées.

Sources(s)

Discours Agen (22/06/06)

Clonage thérapeutique

Le clonage thérapeutique reste pour le moment une théorie. Ne créons pas de faux espoirs à partir de prouesses scientifiques non réalisées à ce jour. La loi de 2004 permet concrètement la recherche sur les cellules souches embryonnaires à partir d'embryons surnuméraires. Il n'y a pas d'urgence - à ce jour - à modifier cette loi avant l'échéance de 2009. La recherche sur les cellules souches adultes doit par ailleurs être fortement encouragée.

Elle est prometteuse et constitue une vraie alternative au clonage thérapeutique et à l'utilisation d'embryons surnuméraires, car elle ne soulève pas les mêmes questions éthiques.

Sources(s)

Interview Hôpitaux MAGazine (avril 2007)

CNIL

Sans protection des libertés, il n'y a pas de liberté. L'univers du numérique ne doit pas perdre en atteintes aux libertés ce qu'il gagne en intelligence, en innovation, en accès de tous au savoir. Le problème de la régulation numérique ne sera pas réglé en quelques années tant il doit désormais se penser à l'échelle mondiale, mais encore faut-il que la France soit en bonne place dans ces réflexions. Je ferai de la participation française aux débats européens et internationaux un enjeu déterminant et je moderniserai la CNIL qui est en première ligne de défense des libertés. Ses membres seront auditionnés publiquement par le Parlement avant d'être désignés, et celui-ci pourra mettre son veto à leur nomination. La Représentation nationale pourra ainsi s'assurer de la compétence et de la hauteur de vue des personnes désignées. Je garantirai l'indépendance de la CNIL en la dotant d'un financement plus important et autonome, voté par le Parlement. J'ouvrirai le débat de l'extension de ses missions et de ses pouvoirs afin de mieux garantir les libertés numériques et la protection des données personnelles.

Sources(s)

Tribune Journal du net (20/04/07)

Co-développement

Pour se développer, l'Afrique (...) a d'abord besoin de se nourrir. Elle a d'abord besoin de l'autosuffisance alimentaire. Elle a besoin d'une agriculture vivrière davantage que d'une agriculture spéculative. Elle a besoin d'éducation, de santé, d'administration, de droit, de sécurité et d'infrastructures essentielles.

Le co-développement, c'est le développement solidaire.

C'est la reconnaissance d'un intérêt commun.

C'est le partage de la technologie, de la connaissance, des compétences, des médicaments.

C'est le libre échange négocié et régulé.

C'est une immigration choisie, c'est-à-dire concertée, décidée ensemble, organisée ensemble, maîtrisée ensemble.

C'est la compréhension, le respect, la coopération.

Il suppose que le monde accepte de se préoccuper du sort des générations futures et pas seulement de la rentabilité à court terme.

Sources(s)

Discours St Etienne (09/11/06)

Collectivités locales

Je proposerai aux collectivités locales un contrat de stabilité interne afin qu'elles participent à l'objectif de maîtrise des finances publiques. En échange, elles seront plus libres dans la mise en oeuvre des compétences qui leur sont confiées.

Sources(s)

Conférence de presse (02/04/07)

Communautarisme

Si je suis président de la République je combattrai le communautarisme parce que c'est la négation de la République. Je le combattrai en défendant la promotion d'une culture commune : celle de la France avec son identité, ses valeurs, ses convictions.

Sources(s)

Discours Zénith (18/03/07)

Compte individuel d'épargne de formation

Pour garantir l'égalité des chances et permettre à chacun de s'adapter aux évolutions de l'économie, nous créerons un compte individuel d'épargne de formation, afin que chacun puisse, à tout moment de sa carrière, suivre une formation vraiment qualifiante lui permettant de changer de métier, de secteur ou d'atteindre une qualification supérieure.

Sources(s)

Mon projet

Conflit israélo-palestinien

Nous devons, impérativement, trouver une issue au conflit israélo-palestinien qui a déjà causé trop de souffrances. Le rôle de la France c'est de permettre l'émergence d'une solution mutuellement acceptable, d'une paix juste fondée sur l'établissement de deux Etats viables, démocratiques, indépendants, vivant côte à côte dans la sécurité et dans des frontières sûres et reconnues. La France et l'Europe doivent aider les Palestiniens à se doter d'un Etat, parce qu'il y ont droit. Mais en aucun cas nous ne devons transiger avec nos valeurs et céder devant la violence et la haine. C'est pourquoi, je considère que la communauté internationale est parfaitement fondée à exiger du gouvernement palestinien qu'il respecte les trois conditions posées par le Quartette: la reconnaissance d'Israël, le renoncement à la violence et le respect des engagements passés. Mais je crois qu'il est important d'en finir avec ce mythe qui consiste à croire qu'en réglant le conflit israélo-palestinien, on aura réglé tous les problèmes de la région. Autant il est nécessaire et urgent de trouver une issue à ce conflit, autant ce serait une grave erreur de sous-estimer les dangers que recèlent les autres crises dans la région, à commencer par le Liban.

Le règlement du conflit israélo-palestinien (...) passera par une solution négociée, mutuellement acceptable. Personne ne saurait perdre de vue cette réalité fondamentale: un peuple occupé ne renoncera jamais, quoi qu'il endure. C'est pourquoi, il importe d'adopter une position équilibrée envers les deux parties. Jamais je n'accepterai le terrorisme, que rien ne peut justifier et jamais je ne transigerai avec la sécurité de l'Etat d'Israël. En même temps, je veux dire à nos amis israéliens que la politique de fait accompli sur le terrain hypothèque lourdement les chances de paix.

Sources(s)

La Revue du Liban (7-14/04/07)

Conseil supérieur de la magistrature

Je veillerai rigoureusement à l'indépendance de la justice, notamment en lui donnant les moyens nécessaires à sa mission. Mais la justice ne peut pas être un pouvoir à côté des autres, sans aucun contrôle, ni contre-pouvoir. Rendue en votre nom, elle doit vous rendre des comptes. C'est pourquoi je veux que le Conseil supérieur de la magistrature soit composé majoritairement de non-magistrats, que vous puissiez le saisir si vous vous estimez victimes de la négligence ou de la faute d'un magistrat et que vous participiez aux jugements des affaires délictuelles les plus graves.

Je demande, pour éviter toute confusion des pouvoirs, que le chef de l'Etat cesse de présider le CSM et que

son président soit choisi parmi ses membres. Les pouvoirs doivent être clairement séparés, la justice pleinement indépendante, et il ne peut y avoir de pouvoirs sans responsabilité effective.

Sources(s)

Mon projet

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Contenus en ligne

J'engagerai une politique volontariste de soutien à la création, la production et la diffusion de contenus en ligne. Je mettrai en oeuvre les moyens nécessaires pour accompagner la mutation des métiers de la création, de la production et de l'information, et pour garantir le respect de leurs droits. Je ferai de l'interopérabilité une priorité industrielle européenne tant elle détermine la liberté d'usage de chacun, quelle que soit sa condition. Enfin, les contenus culturels ou éducatifs du domaine public seront gratuitement mis en ligne et je soutiendrai les sites d'intelligence collective et ceux qui y contribuent.

Sources(s)

Tribune Journal du net (20/04/07)

Continuité territoriale

Le développement économique ne peut se concevoir, dans le monde ouvert qui est le nôtre, sans que ne soit garantie la mobilité des personnes et des biens. C'est la raison pour laquelle j'ai toujours pensé que la continuité territoriale entre l'outre-mer et la métropole est une priorité majeure. Dire que l'outre-mer, c'est la France, ne doit pas rester « une parole en bouche ».

Concrètement, pour moi, la baisse des tarifs est une nécessité absolue. Mais, de grâce, arrêtons les clichés sur l'économie administrée ! Si l'on veut que les prix baissent, il ne suffit pas de se contenter de dire que l'on va obliger les compagnies aériennes, qui sont des sociétés de droit privé, à le faire. Ce n'est juridiquement pas possible.

Aujourd'hui, les prix trop élevés résultent, en partie, de la régulation du marché aérien. C'est la raison pour laquelle je viens de faire modifier les règles restreignant la concurrence. Dorénavant, les compagnies charters pourront vendre des vols « charters secs » sur l'Outre-mer, ce qui leur était interdit jusqu'à présent. C'est une première étape, même si d'autres mesures devront être prises un jour, telle que l'assouplissement des modalités de prise de congés bonifiés afin d'éviter l'engorgement des périodes de pointe.

Sources(s)

Discours Guadeloupe (23/03/07)

Contrat de Transition Professionnelle

L'idée que l'on a eue avec Jean-Louis Borloo [...], c'est que toute personne qui a subi un licenciement économique ne passe pas par la case chômage mais signe un contrat avec le service public de l'emploi [...] qui [...] lui permet de garder le même salaire. [...] La proposition que j'ai faite est qu'on généralise le Contrat de Transition Professionnelle.

Sources(s)

Table ronde à l'usine Bridor (Servon-sur-Vilaine - département de l'Ille et Vilaine - 2/04/07)

Contrat de travail

Pour les futures embauches, nous créerons un contrat de travail unique, plus souple pour les entreprises pour qu'elles soient incitées à embaucher, plus sécurisant pour les salariés car il sera à durée indéterminée pour tous.

Sources(s)

Mon projet

Contrat de travail unique

Pour les futures embauches, nous créerons un contrat de travail unique, plus souple pour les entreprises pour qu'elles soient incitées à embaucher, plus sécurisant pour les salariés car il sera à durée indéterminée pour tous.

Sources(s)

Mon projet

Couple de même sexe

Je suis le ministre des Finances qui a garanti par le PACS l'égalité fiscale entre les couples homosexuels et les couples hétérosexuels. (...) « L'amour homosexuel est aussi sincère que l'amour hétérosexuel et il n'y en a pas un qui est plus important que l'autre, naturellement. Mais la famille, c'est fait pour protéger et pour élever des enfants et si je suis élu président de la République, je veux que les choses soient très claires de ce côté-là, c'est cette idée de la famille que je défendrais en reconnaissant aux homosexuels de notre pays, les mêmes droits fiscaux, sociaux et patrimoniaux ». (...) J'ai proposé un contrat d'union civile, avec une cérémonie monsieur en mairie, ce qui est quand même autre chose que le PACS au greffe sinistre du Tribunal d'Instance, puisque comme vous le savez, peut-être êtes-vous pacsé, le PACS est un papier qu'on signe pas du tout en mairie, au greffe du Tribunal d'Instance.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Créateurs

Nous ne préserverons notre identité, nous ne regagnerons notre prospérité, notre influence dans le monde qu'à proportion de notre force créatrice. Notre avenir est entre les mains des créateurs. C'est l'investissement d'aujourd'hui dans la création et dans l'innovation qui fera la prospérité de demain.

Je veux donner à chaque Français les moyens de réaliser ses projets et tout particulièrement à la jeunesse parce qu'elle porte en elle le monde de demain.

Je vous propose de construire une société de créateurs et d'entrepreneurs.

Je vous propose que chaque université soit dotée d'un dispositif d'aide à la création.

Je vous propose que les projets à buts non lucratifs soient autant soutenus que les projets à buts lucratifs.

Je propose que des écoles de projets soient créées.

Je propose de développer le micro crédit pour financer les micros projets.

Je vous propose des prêts aux jeunes créateurs à taux zéro, parce que l'intérêt c'est le prix du temps, parce qu'un taux zéro c'est un acte de foi dans l'avenir.

Je propose de créer partout des Maisons des créateurs où se retrouveront tous ceux qui aspirent à inventer, à créer, à entreprendre dans tous les domaines, où ils pourront trouver des soutiens, des conseils, des formations, des aides, mais aussi où ils échangeront, où ils croiseront leurs expériences, leurs idées, leurs projets, où ils formeront des projets communs, où ils inventeront ensemble l'avenir.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Création

Je stimulerai la création et je rendrai la culture accessible au plus grand nombre parce que c'est une source de liberté, d'épanouissement et de paix sociale.

Une grande ambition de la politique culturelle, c'est le soutien à la création d'aujourd'hui. Bien sûr, l'innovation, le talent, la capacité à faire bouger les lignes, ou simplement à divertir -car ce n'est pas honteux- avec exigence et qualité, ne se décrètent pas dans les bureaux. Mais la création a besoin d'aide si l'on ne veut pas que la loi du profit à court terme décide de tout.

Sources(s)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Crédit d'impôt environnement

Mon objectif, c'est que l'adoption de comportements respectueux de l'environnement ne coûte jamais plus cher aux ménages et aux entreprises, mais au contraire qu'elle leur coûte moins cher. C'est pour cette raison que je propose la mise en place d'un crédit d'impôt environnement, allant bien au-delà des dispositifs existants, au profit des ménages, des entreprises et de tous les autres organismes qui investissent dans la recherche, dans la formation et dans des équipements permettant de réduire la consommation énergétique et de favoriser l'utilisation d'énergies renouvelables.

Sources(s)

Réponses CGPME

Crédit hypothécaire

Les ménages français sont aujourd'hui les moins endettés d'Europe. Or, une économie qui ne s'endette pas suffisamment, c'est une économie qui ne croit pas en l'avenir, qui doute de ses atouts, qui a peur du lendemain. C'est pour cette raison que je souhaite développer le crédit hypothécaire pour les ménages et que l'État intervienne pour garantir l'accès au crédit des personnes malades.

Je propose que ceux qui ont des rémunérations modestes puissent garantir leur emprunt par la valeur de leur logement.

Il faut réformer le crédit hypothécaire. Si le recours à l'hypothèque était plus facile, les banques se focaliseraient moins sur la capacité personnelle de remboursement de l'emprunteur et plus sur la valeur du bien hypothéqué. Ceci profiterait alors directement à tous ceux dont les revenus fluctuent, comme les intérimaires et de nombreux indépendants.

Sources(s)

Interview Revue Banque (avril 2007)

Crédit d'impôt

La fiscalité doit être adaptée pour encourager l'accession à la propriété. Cela passe par la création d'un crédit d'impôt sur les intérêts des prêts immobiliers pour l'achat de la résidence principale.

Sources(s)

interview dans la revue La Vie Immobilière (octobre 2006)

Croissance

Ma stratégie économique, c'est de libérer les forces de travail en France pour créer ce point de croissance qui nous permettra de résoudre les questions de déficit.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

CSM (Conseil supérieur de la Magistrature)

Je demande, pour éviter toute confusion des pouvoirs, que le chef de l'Etat cesse de présider le CSM et que son président soit choisi parmi ses membres. Les pouvoirs doivent être clairement séparés, la justice pleinement indépendante, et il ne peut y avoir de pouvoirs sans responsabilité effective.

Pour garantir aux Français une protection absolue de leurs droits et de leurs libertés, je demande aussi qu'ils puissent directement saisir l'instance disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et que leur requête soit examinée par une majorité de non-magistrats.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Culture

Je veux que la culture soit faite pour le peuple. Je stimulerai la création et je rendrai la culture accessible au plus grand nombre parce que c'est une source de liberté, d'épanouissement et de paix sociale.

Si je suis élu, j'assignerai pour les 5 ans à venir, cinq priorités à la politique culturelle.

La première priorité, ce sera de défendre la diversité culturelle non seulement en soutenant et en encourageant la francophonie et la création française mais aussi en agissant au sein de l'Union européenne pour que les activités culturelles se voient reconnaître un statut dérogatoire par rapport aux droits de la concurrence. Je demanderai à nos partenaires que la spécificité des activités culturelles soit consacrée dans les traités de sorte que les aides publiques à la culture ne puissent plus faire l'objet d'aucune contestation.

La deuxième priorité ce sera la valorisation du patrimoine. Je veux que le patrimoine soit entretenu. Je veux qu'il soit accessible à tous, ouvert à tous, et non refermé sur lui-même. Je veux qu'il soit remis au coeur de la vie sociale, que des liens soient tissés entre les sites, les monuments, et les établissements scolaires. Je veux que les citoyens se réapproprient le patrimoine et qu'à travers lui ils retrouvent leur identité et leur

héritage commun et qu'il puisse les faire vivre.

La troisième priorité, ce sera l'enseignement artistique. Car c'est avec les enfants que tout se joue. Si on ne leur donne pas le goût de la lecture, si on ne les rend pas curieux de ce qui est beau, si on ne les met pas en contact avec les grandes oeuvres de la sensibilité et de l'esprit humain, si on ne leur transmet pas une culture commune, alors non seulement on les privera d'un trésor inestimable, mais on préparera le retour d'une forme de barbarie à travers la disparition d'une certaine idée de la grandeur de l'homme et de son universalité. Mais qu'on me comprenne bien : je crois, comme Malraux, qu'il ne suffit pas d'expliquer les oeuvres d'art et d'apprendre leur histoire. Il faut aussi apprendre à les aimer. Ce qui signifie que la transmission de la culture et l'apprentissage du beau n'est pas seulement l'affaire des pédagogues, mais aussi celle des artistes et que l'école doit s'ouvrir à eux comme les grandes institutions culturelles doivent s'ouvrir sur l'école.

La quatrième priorité, ce sera de faire entrer la culture et l'art dans les quartiers. Ce que Jean Vilar voulait faire avec le TNP et ce que Malraux voulait faire avec les maisons de la culture, je voudrais que nous le fassions dans les banlieues. Je voudrais que dans les quartiers comme dans les collèges, les lycées comme dans les universités, il y ait des lieux de rencontre avec les artistes, de pratique artistique, de création. Je voudrais que toutes les institutions culturelles soient impliquées dans cette démarche. Je souhaite que cette démarche soit soutenue et encouragée par l'Etat, et contractualisées avec les villes, les départements et les régions.

La cinquième priorité, ce sera de faire se rencontrer le monde de la culture et de l'art avec celui des technologies de l'information. Ce sera de faire du monde virtuel qui émerge avec la révolution numérique un nouveau champ de création et de diffusion des oeuvres. Je souhaite que la politique culturelle investisse la société de l'information et qu'elle la tire vers le haut, qu'elle lui donne une âme, un contenu, fidèle à un idéal de civilisation que nous avons hérité des Lumières.

Je souhaite qu'elle fasse émerger un nouveau modèle économique, viable, qui respecte le droit des auteurs, des créateurs, des artistes, et qui en même temps réponde à l'exigence de permettre que les oeuvres soient accessibles à tous, qu'elles soient le plus largement diffusées. Encore cette accessibilité n'a-t-elle de sens que si le besoin d'art et de culture est dans les esprits, que si le goût de ce qui est beau et ce qui est grand a été transmis.

Sources(s)

Mon Projet

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Cybercriminalité

La cybercriminalité peut être financière, mais elle concerne aussi la pédophilie ou l'incitation des mineurs à la violence... La première ligne de défense, c'est l'utilisateur. D'où l'importance d'un très large effort de formation à l'usage d'Internet. Dans le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance que j'ai présenté au Parlement, il est prévu également la création de « cyber-patrouilles » pour enquêter sur de tels délits. Les moyens existent, mais leur organisation actuelle souffre de dispersion et d'absence de coordination. Cette coordination doit avoir lieu, tant au niveau national qu'international.

Je protégerai aussi les biens et les personnes car internet ne doit pas devenir un espace de non-droit. Je renforcerai les moyens de défense face aux agressions numériques, je ferai de la sécurité des systèmes d'information un sujet prioritaire des politiques publiques, j'ouvrirai le débat de l'indépendance technologique européenne et je protégerai le respect de la vie privée.

Sources(s)

Darfour

Je n'accepte pas que la mauvaise volonté du gouvernement soudanais à appliquer la résolution 1 706 et sa complaisance à l'égard des milices djandjawids nous transforment en témoins impuissants de l'horreur. Si je suis élu, je n'hésiterai pas à militer pour un durcissement décisif des sanctions contre tous les responsables de la prolongation du conflit. Des mesures immédiates s'imposent, comme le gel des avoirs ou le refus de délivrer des visas pour les individus impliqués dans les massacres. La France appliquera au besoin ces mesures avec ses partenaires européens ou à titre national.

Sources(s)

Le Monde (16/04/07)

Déchets nucléaires

Si le stockage des déchets nucléaires ultimes est contraignant, c'est grâce à l'énergie nucléaire que la France émet par habitant 21% de gaz à effet de serre de moins que la moyenne mondiale. Pour cette raison, nous devons maintenir et renouveler notre parc nucléaire. C'est tout l'enjeu de la nouvelle génération de centrales EPR (dits de 3ème génération) qui devront être développées et implantées dans notre pays. Cet engagement est capital pour nous, mais il ne nous empêche pas d'être très exigeants quant au droit à l'information des Français sur les risques nucléaires et sur les politiques destinées à les prévenir.

Sources(s)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Déclaration de patrimoine

Je pense que l'équilibre actuel (ndrl : qui oblige un certain nombre d'élus à déclarer leur patrimoine au début et à la fin de l'exercice de leur mandat) est le bon. Je suis pour la transparence, pas pour la surveillance et la suspicion. Etendre la transparence aux revenus et aux avantages en nature liés à la fonction, comme le propose Transparence Internationale, me paraît en revanche souhaitable.

Sources(s)

Questionnaire Organisation -Transparence-Internatonal France (TI France - mars 2007)

Défense

Notre fierté repose sur la vocation particulière de la France dans le monde. Je ne transigerai pas avec les valeurs de notre pays, son indépendance et ses alliances. Je souhaite que la France pèse sur la scène mondiale et assume sa responsabilité dans la gestion des conflits mondiaux. Pour cela, je maintiendrai notre effort de défense au moins à son niveau actuel tout en adaptant notre stratégie à l'évolution des risques mondiaux.

Il serait imprudent de relâcher notre effort de défense. Si je suis élu Président de la République, je m'engage à maintenir notre effort au moins à son niveau actuel, afin de disposer de forces armées bien entraînées, bien équipées et aptes à assurer la protection de notre territoire, la sécurité des Français et la défense de nos intérêts dans des configurations très variées et s'il le faut loin de nos frontières. Le budget de la Défense

ne constituera pas la variable d'ajustement des finances publiques. Consacrer de l'ordre de 2% du PIB à la Défense est à mes yeux un minimum dans un contexte aussi mouvant et imprévisible.

Notre politique de défense ne saurait se limiter à la seule question des moyens. Nous devons nous interroger plus régulièrement sur ses finalités, son adéquation avec nos besoins de sécurité et l'efficacité de sa mise en oeuvre.

J'entends renforcer les pouvoirs du Parlement en matière de contrôle des services de renseignement ; d'approbation de la présence et des modalités d'intervention de nos forces armées à l'étranger, au bout d'un certain délai à discuter ; de lancement des grands programmes d'armement ou encore de ratification des accords de défense.

Je souhaite que le président de la République puisse venir devant la représentation nationale pour présenter et expliquer ses grandes orientations de défense. Dans une démocratie moderne, il ne peut pas y avoir de domaines dont nous ne puissions pas parler.

Je souhaite la création, auprès du président de la République, d'un Conseil de sécurité nationale qui deviendra l'instance centrale d'analyse, de débat et de réflexion en matière de sécurité et de défense, en période normale comme en période de crise.

Sources(s)

Mon Projet

Conférence de presse sur les relations internationales (28/02/07)

Journée UMP Défense (7/03/07)

Défense civile

Je propose la création d'une agence de défense civile chargée d'animer l'esprit de défense et de coordonner l'action des diverses composantes de notre société ainsi que des pouvoirs publics. Cette agence pourrait être rattachée au ministre de l'Intérieur, voire au Premier ministre, et s'appuyer sur le service civique pour étoffer les moyens d'intervention mobilisables en cas de besoin.

Sources(s)

Journée UMP Défense (7/03/07)

Délocalisations

Contre les délocalisations, je mettrai en oeuvre une politique industrielle, en choisissant les secteurs stratégiques sur lesquels concentrer nos efforts. Notre pays doit garder des usines. L'exemple d'Alstom montre qu'il est possible et utile de nous battre pour notre industrie.

L'Europe ne doit pas se résigner aux délocalisations, mais au contraire tout faire pour que l'activité se localise en Europe.

Sources(s)

Mon projet

Dépendance

e souhaite ensuite mettre en oeuvre une grande politique de la fin de vie. Je veux que, dans la manière dont

notre société prend en charge les personnes très âgées et lutte contre leur solitude, nous soyons un exemple de civilisation. Je lancerai un plan de prévention et de recherche sur les maladies de la vieillesse, notamment la maladie d'Alzheimer. Je créerai une cinquième branche de la protection sociale pour consacrer suffisamment de moyens à la perte d'autonomie et garantir à tous les Français qu'ils pourront rester à domicile s'ils le souhaitent. Je veux enfin que chacun puisse prendre un congé rémunéré pour pouvoir s'occuper d'un proche en fin de vie.

Je veux que la France soit un modèle dans la prise en charge des personnes âgées et dépendantes. L'honneur d'une civilisation, c'est la manière dont elle s'occupe des plus fragiles d'entre nous : la petite enfance, les personnes handicapées, les malades, les personnes âgées.

Je veux créer une cinquième branche de la protection sociale pour prendre en charge la dépendance. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que nous devons créer, dans notre organisation administrative et sociale, un organisme dont le but sera de préparer notre pays au défi de la dépendance, et de veiller à ce que, sur tout le territoire, de manière égale, il existe les structures suffisantes pour prendre en charge les personnes en perte d'autonomie. Cet organisme aura des ressources spécialement affectées. C'est la seule manière de garantir que nous consacrons assez d'argent à cet enjeu.

Je veux que nous ayons deux objectifs. D'abord le droit absolu au maintien à domicile pour tous ceux qui le souhaitent. Rester chez soi, mourir dans le lieu qu'on a aimé, où l'on a vécu, c'est une liberté fondamentale. Cela suppose de développer les aides ménagères ainsi que les aides médicales et paramédicales à domicile.

Ensuite, je veux que nous luttons contre la solitude des personnes âgées. Ne pas être seul, c'est encore plus important que d'être bien logé ou bien nourri. Je veux que nous « aidions les aidants à aider », c'est-à-dire à être présents auprès de leurs proches très âgés. Le rôle de la solidarité, c'est la prise en charge matérielle des personnes dépendantes. Le rôle des familles, c'est leur prise en charge affective. Nous créerons en particulier un congé rémunéré qui permettra à chacun d'entre nous de cesser temporairement son travail pour s'occuper d'un proche en fin de vie.

Et puis quand j'entends certains se demander ce qu'on va faire faire aux jeunes pour le service civique obligatoire, je me dis qu'il y a des gens qui n'ont pas beaucoup d'imagination. Eviter la solitude des personnes âgées, voilà une mission pour le service civique obligatoire, notamment en milieu rural. Si l'on arrivait à créer cette chaîne de solidarité entre les jeunes et les plus âgés, pour que les uns ne soient jamais seuls et pour que les autres élargissent les dimensions de leur cœur, eh bien je pense que nous aurions fait quelque chose de grand pour notre pays.

Sources(s)

Mon Projet

Rencontre « Femmes et égalité des chances » (06/04/07)

Dépense publique

La France doit réduire ses dépenses publiques mais elle n'a pas besoin d'une cure d'austérité de plus, elle a d'abord besoin d'une politique de réformes et de croissance.

Trouver des économies est possible à condition de traiter de l'emploi dans la fonction publique. Avec les retraites des fonctionnaires, il représente 45 % du budget. Je fais mien l'objectif de ne pas remplacer le départ à la retraite d'un fonctionnaire sur deux. La moitié de la productivité ainsi gagnée doit servir à réduire les déficits, l'autre à augmenter le pouvoir d'achat des fonctionnaires. Il faudra aussi supprimer tous les organismes inutiles, comme le Conseil monétaire de la banque de France, et faire une révision systématique de tous les programmes.

Nous ne voulons pas consacrer 5 milliards d'euro aux préretraites : nous voulons utiliser l'argent public pour créer de l'activité, pas pour empêcher les gens de travailler. Les 23 milliards de la formation professionnelle constituent un gisement de productivité considérable. Et il ne faut plus de minima sociaux sans contrepartie d'activité. Dans notre société les devoirs doivent être la contrepartie des droits.

Sources(s)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Dépression

A côté de la misère, de la pauvreté, je veux parler de la maladie, de la dépression, de ce qui atteint la personne au plus profond de son être, du regard que la société porte sur ces fléaux, sur cette souffrance qui n'est pas matérielle mais qui est humaine, qui est physique, qui est morale. La vie est devenue si lourde pour certains de nos compatriotes. Je veux engager puissamment la recherche médicale française vers le soulagement de ce mal dont on parle si peu mais qui est si présent pour les jeunes comme les moins jeunes et qui n'est rien d'autre que le mal de vivre.

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Désindustrialisation

Je ne peux accepter le gâchis de la désindustrialisation. Je ne peux accepter que tant d'hommes soient broyés par une logique économique à courte vue ou laissés pour compte parce qu'ils ne correspondent plus aux critères de performance à la mode. Je ne peux l'accepter parce que c'est un effroyable gaspillage humain et parce que la cohésion sociale est aussi un facteur de compétitivité. Je ne peux pas accepter l'idée d'abandonner à leur malheur des territoires et des hommes frappés par le sort alors que très souvent il suffirait de si peu pour les remettre en selle.

Je propose que l'Etat se donne les moyens d'investir dans les bassins industriels en difficulté pour les réindustrialiser en y développant des activités nouvelles.

Sources(s)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Désintensification de l'agriculture

Je ne crois pas à la désintensification. Je crois beaucoup plus à des démarches de progrès permettant un plus grand respect des ressources mobilisées, comme la terre ou l'eau. Le vrai défi de l'agriculture européenne, c'est de poursuivre dans la voie du développement en s'appuyant sur les résultats de la recherche. La France a la chance de disposer d'un grand réseau d'excellence scientifique : Inra, Cemagref, instituts techniques. Mobilisons ce potentiel pour que l'agriculture française et européenne relève le défi du développement durable et réponde à une demande mondiale croissante.

Sources(s)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

Détention

Je souhaite que notre pays progresse sur la voie des libertés. Plus aucun citoyen ne devra craindre d'être placé sans défense en prison comme cela s'est passé dans la terrible affaire d'Outreau. Je créerai une procédure d'habeas corpus, qui garantira que personne n'est envoyé, ni main maintenu en prison sans qu'une juridiction collégiale statuant en audience publique ne se soit prononcée. Je veux également réformer en profondeur nos prisons pour qu'elles soient un lieu de préparation de la réinsertion, pas un lieu d'aggravation de la relégation.

Sources(s)

Mon projet

Dettes

La maîtrise de nos finances publiques est un impératif moral autant que financier. Les jeunes générations ne peuvent accepter que les générations actuelles vivent à leur crédit. Mais je veux aussi vous dire que la dette est la conséquence de l'échec de nos politiques antérieures. C'est pourquoi mon projet concilie trois objectifs: engager les réformes dont notre pays a besoin, baisser les impôts, réduire la dette et le déficit. Il est intégralement financé par des économies sur les dépenses existantes. Je ferai en sorte qu'à l'avenir il soit interdit de financer les dépenses de tous les jours par de la dette.

Je m'engage à ramener la dette en dessous des 60% du PIB d'ici 2012, et à créer les conditions qui nous permettent d'inscrire une « règle d'or » dans la Constitution: aucun déficit budgétaire autorisé si ce n'est pour des dépenses d'investissement. Cela ne peut se faire du jour au lendemain, car cela suppose des réformes et le rattrapage de notre retard, en particulier dans l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation.

La France doit réduire ses dépenses publiques mais elle n'a pas besoin d'une cure d'austérité de plus. Elle a d'abord besoin d'une politique de réformes et de croissance.

Ma stratégie économique, c'est de libérer les forces de travail en France pour créer ce point de croissance qui nous permettra de résoudre les questions de déficit.

Sources(s)

Mon Projet

Le Parisien (23/03/07)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Développement durable

Le plus grand enjeu de civilisation en ce début de XXI^e siècle c'est de réussir à mettre l'économie, la science et la technique au service d'un développement durable.

Je propose de faire du développement durable le critère de toutes nos politiques publiques en changeant nos modes de décision, de production, de transport. En mettant des objectifs environnementaux dans la commande publique. En investissant massivement dans la recherche et le développement des énergies renouvelables et des énergies nouvelles. En investissant dans le nucléaire qui ne produit pas de gaz à effet de serre.

Le développement durable doit devenir une dimension essentielle de toute l'action publique. Ce n'est pas un choix, c'est une urgence, une nécessité. Mais ce que nous pouvons choisir, c'est d'en faire une chance pour

la croissance et nos emplois. Je créerai un grand ministère du Développement durable, pour que l'environnement ait les moyens de ses ambitions.

Sources(s)

Discours St Etienne (09/11/06)
Mon Projet

Dialogue social

Je m'appuierai fortement sur le dialogue social, qui est un des grands manques de notre pays. Cela suppose de le moderniser profondément. Il faut que vous vous sentiez réellement représentés par vos syndicats et que vous puissiez, par votre vote, approuver ou sanctionner les décisions qu'ils prennent en votre nom. J'instituerai donc la liberté de présentation au premier tour des élections professionnelles et seuls les résultats des élections permettront de dire quels sont les syndicats représentatifs. Après huit jours de grève, un vote à bulletin secret sera obligatoire. Chacun pourra continuer à faire grève même en cas de vote négatif, mais une minorité ne pourra plus faire croire qu'elle représente l'avis de la majorité. (...)

Dès l'été, une loi créera un service minimum garanti en cas de grève. En échange des efforts que je leur demanderai, nos fonctionnaires seront plus considérés, mieux payés et leurs carrières seront plus valorisantes.

Je souhaite que les cinq prochaines années soient celles d'une revitalisation profonde du dialogue social, parce que je suis convaincu que le temps de la démocratie sociale n'est pas un temps perdu, mais peut être du temps gagné si tout le monde joue le jeu. Je souhaite pour cette raison qu'une Charte du dialogue social, inscrite dans une loi organique, prévoit qu'avant toute réforme intervenant en matière de droit du travail, droit syndical, retraites, assurance-chômage, accidents du travail et formation professionnelle, le gouvernement laisse obligatoirement sa chance à la négociation entre les partenaires sociaux.

Sources(s)

Mon projet
Réponses CGPME

Discrimination

Quand on a un nom pas comme les autres, quand on a une couleur pas comme les autres ou quand on a une pratique sexuelle minoritaire ou vécue comme telle, quand on a un handicap. Cette discrimination, j'en suis tellement conscient que j'ai été le premier à défendre l'idée de la discrimination positive, pour compenser la discrimination négative. Pourquoi? Parce que je pense que sur la ligne de départ de la vie, on ne part pas tous du même point, il y en a qui partent de plus loin. Et qui n'y sont pour rien et ceux qui partent de plus loin, on doit les aider, alors les propriétaires ou les employeurs qui seraient responsables de discriminations sur le plan sexuel, sur le plan raciste, sur tous les plans tels qu'ils soient...condamnés.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Discrimination positive

Si je suis élu je mettrai en oeuvre une politique de discrimination positive à la française, fondée non pas sur des critères ethniques qui nourrirait le communautarisme, mais sur des critères économiques et sociaux, parce que l'égalité républicaine ce n'est pas traiter également des situations inégales mais de donner plus à ceux qui ont moins, de compenser les handicaps.

Sources(s)

Discours Zénith (18/03/07)

Dissuasion

La dissuasion reste un impératif absolu. C'est l'assurance-vie de la Nation, la garantie qu'un autre Etat devra réfléchir avant de s'en prendre à la France sauf à s'exposer à une sanction immédiate et hors de proportion avec les avantages recherchés.

Cette garantie pourra bénéficier à nos voisins européens, dans des conditions qui, s'ils le souhaitent, pourraient être définies avec eux. Il ne s'agit en aucun cas d'imposer quoi que ce soit. Il s'agit simplement de réfléchir au fait que les intérêts vitaux de la France ne se réduisent pas à la seule dimension de l'hexagone. C'est un sujet important, nous en débattons et nous verrons. Mais je crois qu'il faut être capable d'ouvrir les bras et de dire que la France, puissance nucléaire, qui fait un tel effort pour sa défense, est également le coeur de la défense européenne.

Sources(s)

Journée UMP Défense (7/03/07)

Données personnelles

Le développement des fichiers, d'Internet, et des multiples applications numériques dans la vie quotidienne, je pense au dossier médical personnel par exemple, rend le rôle de la CNIL de plus en plus important. Elle doit disposer des moyens nécessaires à ses missions, ce qui n'est pas le cas pour le moment. Mais elle doit aussi veiller à ce que ses décisions soient strictement inspirées par la recherche de l'intérêt général et non par quelques positions particulières ou dogmatiques.

Je ne pense pas que la vie privée soit correctement protégée sur Internet. Nous sommes devant des questions nouvelles, dans un univers technologique qui évolue très vite. La réflexion qui est actuellement en cours à l'échelle européenne sur ce point devra donc être poursuivie et, même si c'est un sujet complexe, des mesures conciliant la liberté de l'Internet et la protection de la vie privée devront être prises.

Sources(s)

Interview au magazine Internautas Micro (mars 2007)

Interview dans le magazine L'Ordinateur individuel (mars 2007)

Dopage

J'ajoute un point très douloureux, celui du dopage. Imaginez les progrès que nous ferons dans la lutte contre le dopage, c'est-à-dire contre les tricheurs, si nous mettons santé et sport dans un même pôle, c'est-à-dire que pour la première fois le ministre des Sports aura les manettes pour appuyer sur le ministère de la Santé pour obtenir des contrôles, une équité, une droiture.

Alors, à ce moment-là, on change tout et l'on « deghettoïse » le sport.

Sources(s)

Rencontre avec les sportifs (15/04/07)

Droit à l'image

Le droit à l'image est un droit fondamental. Pour autant, je suis prêt à reconnaître que le régime actuel n'est pas pleinement satisfaisant, notamment parce que l'utilisateur d'une image, qu'il en soit ou non l'auteur, doit s'assurer que les personnes ou les propriétaires des biens représentés ont bien approuvé expressément l'utilisation en cause, et que cette autorisation peut être difficile à obtenir. Je pense que l'on peut trouver un meilleur équilibre entre le droit à l'image et la liberté d'information en prévoyant que l'action en justice pour revendiquer le droit à l'image soit subordonnée à la preuve d'un agissement fautif et d'un réel préjudice. Je reste toutefois fortement attaché à la préservation de la dignité des personnes

Sources(s)

Réponses à Reporters sans frontières (avril 2007)

Droit à la formation

Pour garantir l'égalité des chances et permettre à chacun de s'adapter aux évolutions de l'économie, nous créerons un compte individuel d'épargne de formation, afin que chacun puisse, à tout moment de sa carrière, suivre une formation vraiment qualifiante lui permettant de changer de métier, de secteur ou d'atteindre une qualification supérieure.

Je mettrai en oeuvre un grand plan Marshall de la formation pour tous les jeunes de nos quartiers, pour qu'aucun ne soit laissé de côté, pour que chacun puisse tenter sa chance, pour que chacun ait un emploi.

Je souhaite proposer aux femmes qui veulent travailler, une fois que les enfants sont grands, d'accéder à une formation qualifiante d'un an, rémunérée.

Sources(s)

Extrait mon projet

Discours Zénith (18/03/07)

Interview Femme Actuelle (26/03/07)

Mon Projet

Droit d'auteur

La loi affirme que le droit d'auteur et les droits voisins doivent être respectés dans le monde numérique. C'est le socle essentiel à toute création et je reste opposé à une licence dite « globale » qui revient à spolier les créateurs à l'heure où l'essentiel de la distribution des oeuvres bascule sur l'Internet. Grâce à cette affirmation, des offres légales apparaissent aujourd'hui sous de multiples formes, y compris le P2P autorisé par les ayants-droits et c'est la véritable solution au problème du téléchargement illégal.

En matière de sanctions, j'ai toujours plaidé pour un régime proportionné : le bilan de son application, prévu par la loi, sera réalisé fin 2007, et il faudra agir en fonction de ses conclusions. L'interopérabilité est un objectif essentiel car elle détermine les usages autorisés des oeuvres acquises. Je souhaite qu'elle devienne une priorité stratégique industrielle européenne.

Sources(s)

Interview dans le magazine L'Ordinateur individuel (mars 2007)

Droits d'auteur

J'ai pris position avec force pour le respect du droit d'auteur dans tous les domaines, musique, films, livres. Je veux redire ici que je continuerai à me battre pour le respect de ce droit, car la rémunération du travail des auteurs, des artistes, des producteurs est aussi juste que nécessaire. Nous pourrons faire, fin 2007, un état

des lieux de la loi relative aux droits d'auteurs et droits voisins dans la société de l'information, loi que je salue, et en particulier évaluer les conséquences de la suppression par le Conseil Constitutionnel du dispositif de riposte graduée qui divisait votre communauté. Et je me réjouis que la loi du 5 mars dernier ait organisé la contribution des fournisseurs d'accès à Internet et des opérateurs de téléphonie mobile à l'aide à la création, musique et cinéma, car il me semble normal que les nouveaux supports de diffusion participent également au financement des comptes de soutien.

La loi affirme que le droit d'auteur et les droits voisins doivent être respectés dans le monde numérique. C'est le socle essentiel à toute création et je reste opposé à une licence dite « globale » qui revient à spolier les créateurs à l'heure où l'essentiel de la distribution des oeuvres bascule sur l'Internet. Grâce à cette affirmation, des offres légales apparaissent aujourd'hui sous de multiples formes, y compris le P2P autorisé par les ayant-droits et c'est la véritable solution au problème du téléchargement illégal. En matière de sanctions, j'ai toujours plaidé pour un régime proportionné : le bilan de son application, prévu par la loi, sera réalisé fin 2007, et il faudra agir en fonction de ses conclusions. L'interopérabilité est un objectif essentiel car elle détermine les usages autorisés des oeuvres acquises. Je souhaite qu'elle devienne une priorité stratégique industrielle européenne.

Je souhaite que l'Europe développe sa propre industrie des dispositifs de protection des oeuvres. Il faut que, parallèlement, les industries culturelles affectées par Internet soient aidées pour réussir leur évolution. Ce qui signifie, pour le disque, qu'il faut aider à la numérisation des oeuvres et développer toutes les formes de diffusion légale. Réfléchir à des aides sociales pour soutenir l'emploi dans la filière musicale. Examiner l'ensemble des règles fiscales applicables à ce secteur, afin de les adapter dans ce contexte de complète mutation.

Sources(s)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)
Interview au magazine Internauts Micro (mars 2007)

Droits de douane

Je propose un système d'exonération des droits de douanes pour les matières premières et les produits semi-ouvrés afin de favoriser les activités de transformation et donc d'intégration de valeur ajoutée localement. Enfin, je pense qu'il serait judicieux de mettre en place un mécanisme de crédit d'impôt majoré à l'exportation.

Sources(s)

Discours Guadeloupe (23/03/07)

Droits de l'homme

Les droits de l'homme sont, pour toutes les démocraties du monde, à la fois un point de départ et un horizon qui se déploie toujours devant eux. La France ne fait pas exception, et il appartiendra au prochain président de lui faire franchir de nouvelles étapes dans la préservation et la conquête des libertés.

Je veux être le Président d'une France qui se sente solidaire de tous les proscrits, de tous les enfants qui souffrent, de toutes les femmes martyrisées, de tous ceux qui sont menacés de mort par les dictatures et par les fanatismes. Le Darfour est un scandale inacceptable, la Tchétchénie une horreur, les infirmières bulgares en Lybie, une barbarie, Ingrid Bettancourt dans la jungle colombienne une tragédie. Président de la République, je ne me taierai pas devant ces insultes aux droits de l'homme.

Je ne passerai jamais sous silence les atteintes aux droits de l'homme au nom de nos intérêts économiques.

Je défendrai les droits de l'homme partout où ils sont méconnus ou menacés et je les mettrai au service de la défense des droits des femmes.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Discours Zénith (18/03/07)

Mon Projet

Droits de mutation

La fiscalité doit être adaptée pour encourager l'accession à la propriété. (...) Cela passe par la suppression des droits de mutation, dès lors que les transactions sont liées à une mobilité imposée, telle que la perte d'emploi, le déménagement professionnel, etc.

Je propose que pour ces commerces dit de bouches, qui disparaissent, quand ils vendent les droits de mutation soient supprimés lorsqu'ils vendent à un commerce de la même catégorie.

Sources(s)

Interview dans la revue La Vie Immobilière (octobre 2006)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Droits de succession

Quand on a travaillé dur toute sa vie, qu'est-ce qui donne du sens à la vie ? C'est de faire que ses enfants commencent un peu plus haut que soi-même on a commencé. Eh bien je ne vois pas pourquoi on devrait payer des impôts sur les successions ou sur les donations.

Dès le mois de juillet, je supprimerai les droits de succession et de donation. Cette mesure concerne 95% des foyers. Je m'y engage.

L'injustice des droits de succession entre époux, alors qu'une femme est solidaire de la dette fiscale de son mari. Je supprimerai les droits de succession entre époux. Et je supprimerai la solidarité fiscale qui pèse sur tant de femmes doublement victimes des indécitesses de leur mari à l'égard du fisc et de leur infidélité conjugale.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Interview Femme Actuelle (26/03/07)

Rencontre « Femmes et égalité des chances » (06/04/07)

Droits des femmes

Dans l'élan de la pensée des Lumières, la France a fait des droits de l'homme une valeur universelle. Je vous propose qu'elle s'engage aujourd'hui dans le combat pour les droits des femmes.

Dans le monde entier, la parole de la France est celle de la liberté, de l'humanisme, du respect des droits de l'homme. C'est une parole espérée par ceux qui attendent la démocratie et crainte par ceux qui ne l'aiment pas. Eh bien, je veux dire ce soir que nous serons à la hauteur de notre réputation. Nous ferons du prestige de la France le levier d'un combat en faveur des femmes. Parce que quand la France se tait, c'est l'injustice et la haine qui en profitent. Alors que quand la France parle, le monde entier devient meilleur.

Mes chers amis, je veux que la France s'investisse dans le combat pour le droit des femmes. Je veux aussi qu'elle s'inspire de leurs valeurs.

Les valeurs des femmes, c'est la générosité, le don de soi, le travail, l'engagement, la famille, la paix, la vie. Ces valeurs, je veux les mettre au coeur de la société.

Sources(s)

Rencontre « Femmes et égalité des chances » (6/04/07)

Dumping social

L'Europe doit protéger et pour cela je proposerai à nos partenaires d'instaurer une préférence communautaire qui permette de faire face à la concurrence déloyale et de s'opposer aux dumpings.

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Ecole

Je veux ensuite que l'école soit un lieu de travail, d'autorité et de respect. Je suis pour que les élèves se lèvent quand les professeurs entrent dans les classes. Je souhaite que l'école devienne un lieu sans violence, sans portable, sans casquette, sans cigarette.

Même si elle a de vraies qualités, la situation générale de notre école n'est plus acceptable. 20 % de nos jeunes quittent l'école sans qualification, c'est-à-dire sans aucune perspective professionnelle et un avenir personnel très limité. Je ne peux m'y résoudre. Qui peut croire que ce qui était possible hier, apprendre à tous les enfants à lire, écrire, compter, et leur donner un bagage culturel leur permettant de vivre en hommes libres et en citoyens éclairés, ne l'est plus aujourd'hui? Quant au sort fait à nos enseignants, il est inadmissible: leurs rémunérations sont trop basses, les plus jeunes et les moins expérimentés sont envoyés devant les classes les plus difficiles, le respect qui leur est dû n'est pas assuré, ni parfois même leur sécurité. Il est possible de changer l'école. Il faut d'abord que nos enseignants exercent leur métier dans de bonnes conditions. Ils sont la clé de la réussite de tous les élèves. Je souhaite que leur autorité et leur liberté pédagogique soient respectées, que leur formation initiale et continue soit assurée, et qu'ils aient la possibilité de travailler plus pour gagner plus. Il faut ensuite que nous nous fixions le seul objectif acceptable : que tous les enfants sortent de l'école avec le bagage nécessaire pour réussir leur vie adulte. Dès qu'un enfant décroche, il devra recevoir un soutien individualisé. Je créerai des études dirigées dans tous les établissements pour que les enfants dont les parents le souhaitent puissent faire leurs devoirs à l'école avec l'aide d'une personne compétente. Je ferai en sorte que l'école consacre plus de temps au sport et à la culture parce que je les crois essentiels à l'épanouissement des enfants et à la force de la société. L'école d'une grande nation doit faire lire de grands textes. Enfin, tout en conservant le caractère national des programmes et des diplômes, je veux mettre plus de diversité dans l'école pour que l'intelligence de chaque enfant soit reconnue. Je donnerai plus d'autonomie aux établissements pour leur permettre de développer leur projet pédagogique spécifique et je donnerai aux familles la possibilité de choisir l'école de leurs enfants. Je remplacerai la carte scolaire par une obligation de mixité sociale, géographique et scolaire des effectifs, qui pèsera sur les établissements.

Sources(s)

Mon Projet

Ecole des parents

Mais, soyons clairs, les familles ont aussi un rôle fondamental à jouer et je ne serai pas celui qui tiendra un discours déresponsabilisant à leur égard. Les parents sont les premiers responsables de l'éducation de leurs enfants. Ils doivent, par conséquent, pouvoir être plus impliqués dans l'organisation de la vie scolaire. Ils doivent aussi, lorsqu'ils éprouvent des difficultés passagères, être aidés dans leur rôle. C'est pour cela que je suis favorable aux expérimentations d' « école des parents ».

Sources(s)

Discours Guadeloupe (23/03/07)

Edition du livre

Le prix unique du livre a été essentiel pour l'édition et a sauvé nombre de libraires (...). Bien sûr, il faut des enseignes puissantes, qui sont des acteurs culturels majeurs. Bien sûr, il est normal et souhaitable que des livres soient vendus dans les grandes surfaces. Mais ne rêvons pas. La littérature de fond, la littérature à risque, celle par exemple des premiers romans, a besoin de ce réseau des passionnés que sont les libraires, qu'il faut soutenir, avec les collectivités locales, notamment contre la spéculation immobilière. Il faut les aider au développement d'une offre numérique, c'est à dire à mettre en ligne leur catalogue, leurs disponibilités, afin que les acheteurs, sûrs de ce qu'ils vont trouver, se rendent dans ces lieux de convivialité. De même qu'il faut aider les éditeurs à prendre le tournant des nouvelles technologies. Dans cet esprit, je souhaite que le Centre National du Livre voie ses missions et ses moyens renforcés.

Sources(s)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Education physique et sportive

Nous devons reconstruire une école où le sport soit considéré comme une discipline fondamentale parce que le sport est une morale de l'effort et une éthique. Parce que le sport c'est le dépassement de soi et le respect des autres.

Sources(s)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07)

Egalitarisme

Accepter la logique de l'égalitarisme c'est du socialisme. Et je ne suis pas socialiste.

Il faut sortir de cette logique absurde du nivellement qui tire toute la société vers le bas en l'amputant de tous ses talents, en la privant de ses jeunes les mieux formés, les plus entrepreneurs, les plus imaginatifs, les plus audacieux.

Il faut sortir de cette politique qui consiste à déshabiller Pierre pour habiller Paul. Il faut sortir de cette double impasse de la politique qui punit la réussite et de la politique du chacun pour soi.

Sources(s)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Egalité d'accès aux soins

L'égalité d'accès aux soins est menacée par le manque de couverture complémentaire, l'inégale répartition des professionnels et des équipements sur le territoire, les inégalités entre établissements hospitaliers.

Je propose de renforcer l'aide à l'acquisition d'une complémentaire et d'améliorer les remboursements des soins dentaires et optiques. Nous devons faire le bilan des incitations qui ont été créées pour favoriser l'installation des professionnels de santé dans les zones déficitaires et sans doute les renforcer. Je souhaite surtout permettre aux professionnels de santé d'améliorer leurs conditions de travail en favorisant la constitution de cabinets de groupe et en permettant à ceux qui le souhaitent de salarier un confrère. La question principale est de rompre avec l'isolement et l'épuisement des professionnels. Pour l'hôpital, nous ne devons pas renoncer à la réforme de la carte hospitalière. La sécurité des patients est une priorité absolue. Mais la mise en réseau des hôpitaux locaux et des hôpitaux plus vastes permet de concilier la sécurité des patients, l'emploi local et l'égalité d'accès aux soins. Pour une totale sécurité dans la prise en charge, il faut concentrer les gestes techniques et dangereux sur les gros centres hospitaliers. Les hôpitaux locaux devront rester en activité et se consacrer aux soins de suite, à la médecine gériatrique, à la permanence des soins ou au long séjour.

Sources(s)

Interview Hôpitaux MAGazine (avril 2007)

Egalité des chances

Je prends l'engagement si je suis élu de créer des écoles de la deuxième chance dans tous les départements et de développer dans toutes les disciplines des cursus qui permettent d'accéder à l'enseignement supérieur sans le bac, comme c'est déjà le cas avec la capacité en droit ou avec le Conservatoire National des Arts et Métiers.

Je veux que toute personne qui n'a pas pu faire les études de son choix puisse les entreprendre plus tard.

Sources(s)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07), Discours Nantes (15/03/07)

Egalité professionnelle

Depuis qu'en 1944, le général de Gaulle a fait entrer les femmes de plain-pied dans la République en leur donnant le droit de vote, les progrès ont été bien insuffisants. Je leur dis là encore comme je le pense : malgré la loi sur la parité, malgré la loi sur l'égalité professionnelle, les femmes ne sont pas encore des citoyennes à part entière dans notre République. Je veux un État exemplaire en matière d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et on est encore bien loin du compte. Je veux que dans les conseils d'administration des entreprises publiques il y ait au moins 50% de femmes. Je veux que le principe de la parité tel qu'il s'applique à la politique s'applique aussi aux représentants du personnel dans les entreprises.

Sources(s)

Discours Périgueux (12/10/06)

Egalité salariale

Un homme gagne 15% de plus qu'une femme. C'est scandaleux. Pour régler le problème, je veux organiser, dès l'été 2007, une conférence sociale réunissant le patronat et les syndicats de salariés. Je veux faire un

diagnostic des inégalités, branche par branche. Les entreprises où il y a des inégalités auront deux ans pour régulariser la situation. Celles qui n'aligneront pas les salaires auront affaire à l'inspection du travail. Elles seront donc sanctionnées financièrement et pénalement si nécessaire. Le principe de l'égalité est un principe sacré.

Dès le mois de juin, je réunirai une conférence avec les partenaires sociaux afin que l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes soit totale d'ici 2010. Les femmes subissent plus que les hommes les salaires trop bas, le travail précaire, le sous-emploi, l'absence de formation.

Sources(s)

Interview Femme Actuelle (26/03/07)

Mon Projet

Egalité salariale et professionnelle

Je veux faire de l'égalité salariale et professionnelle entre les hommes et les femmes un axe majeur de mon quinquennat. Je veux que nous visions le même niveau d'égalité et de modernité que celui des pays scandinaves.

Je veux qu'à l'école, on apprenne aux filles que leur désir de faire des études et de réussir n'est pas moins légitime que celui des hommes. Je veux que lorsqu'elles en ont les capacités, on les oriente vers les filières les plus exigeantes, notamment les filières scientifiques.

Je donnerai deux ans aux entreprises pour aligner les salaires des femmes sur ceux des hommes. Une entreprise comme Axa l'a fait. Il n'y a pas de raisons que les autres n'y arrivent pas. Et je le ferai sous peine de sanctions car cela fait cinquante ans que, sans sanction, on n'y arrive pas.

Et je veux que l'Etat soit exemplaire pour la promotion professionnelle des femmes. Pour chaque nomination, j'exigerai que l'on examine autant de candidatures féminines que de candidatures masculines. Je suis pour une démocratie irréprochable. Et une démocratie irréprochable, c'est une démocratie qui donne la même chance aux hommes et aux femmes.

Sources(s)

Rencontre « Femmes et égalité des chances » (6/04/07)

Electorat de gauche

Je me dois être à l'écoute de l'électorat de gauche quand il est à ce point trahi et abandonné dans ses valeurs par les actuels dirigeants socialistes.

Sources(s)

Interview Le Monde (23/01/07)

Emploi

Depuis vingt-cinq ans, on vous dit que le plein-emploi est impossible et que le chômage est une fatalité. Rien n'est plus faux. Je veux d'abord vous convaincre que partager le travail n'a jamais été une solution contre le chômage. Les 35 heures ont-elles permis de créer des emplois? Nullement. Avec elles, vous avez plus de temps pour vous, mais vos salaires sont gelés. Vous avez moins de pouvoir d'achat, vous consommez moins. C'est toute l'économie qui s'est artificiellement réduite. Plutôt que de consacrer tant d'argent à payer

les Français pour qu'ils travaillent moins, nous devons tout faire pour être plus nombreux à travailler, car l'activité des uns crée le travail des autres. C'est pourquoi, si je suis élu, l'étudiant qui travaille ne paiera pas d'impôt, le retraité qui veut travailler et toucher sa retraite pourra le faire, notre pays aidera les entreprises à donner du travail aux seniors au lieu de les encourager à s'en séparer. L'ANPE, l'Unedic, les Maisons de l'emploi seront réunies en un seul service public de l'emploi, qui interviendra immédiatement et de manière personnalisée pour permettre à tous ceux qui le souhaitent de trouver ou retrouver un emploi beaucoup plus rapidement qu'aujourd'hui. Je veux que les femmes, notamment les mères isolées, soient spécialement aidées à retrouver des emplois stables à temps complet. Mais, contre le chômage, il faut aussi que nous changions de politique économique. J'ose même dire: il faut que nous ayons une politique économique qui agit, et non qui subit. J'investirai massivement dans la formation, dans la recherche et l'innovation, dans le développement du commerce, de l'artisanat et des PME. Tout doit être fait pour permettre à nos PME de grandir et pour que notre pays crée les centaines de milliers d'emplois qui peuvent l'être dans les nouveaux segments de l'économie. Je rapprocherai la fiscalité des entreprises de la moyenne européenne car il est évident que personne ne viendra créer des emplois chez nous si notre fiscalité continue à être la plus dissuasive d'Europe. Je ferai tout pour réduire la fiscalité qui pèse sur le travail. Contre les délocalisations, je mettrai en oeuvre une politique industrielle, en choisissant les secteurs stratégiques sur lesquels concentrer nos efforts. Notre pays doit garder des usines. L'exemple d'Alstom montre qu'il est possible et utile de nous battre pour notre industrie. Je soutiendrai aussi l'agriculture et l'industrie agroalimentaire. Elles sont indispensables à notre indépendance alimentaire et désormais énergétique, et sont une force économique de premier plan. Enfin, je ferai en sorte que l'euro devienne un outil de croissance, d'emploi et de puissance économique. Si nous avons fait l'euro, c'est pour nous en servir. Grâce à ces mesures, en cinq ans, nous pouvons atteindre le plein-emploi, c'est-à-dire un chômage inférieur à 5 % et un emploi stable à temps complet pour tous. C'est de cette manière que nous pourrions vraiment réduire la pauvreté, l'exclusion et la précarité.

Avec un potentiel d'au moins un demi-point de croissance supplémentaire, l'économie numérique est l'un des moyens que je veux utiliser pour vaincre le chômage. C'est une économie de talents, la France en est très largement dotée, elle ne sait simplement ni les utiliser, ni les retenir. Elle les bride. Je veux les libérer.

Il n'y a pas d'économie sans travail. Mes engagements pour vaincre le chômage et réhabiliter le travail sont au coeur des besoins de l'économie numérique. Elle gagnera en compétitivité grâce à l'exonération des heures supplémentaires de charges sociales et fiscales, au contrat de travail unique, à la réforme de l'imposition qui pèse sur le travail et les entreprises. Mais le numérique, ce sont aussi des emplois plus qualifiés, mieux payés. Je veux que l'accès y soit facilité. Pour cela je réformerai les nomenclatures des formations et des métiers pour qu'elles correspondent mieux aux réalités des professions de l'internet et du numérique et prennent en compte les multiples spécialités qu'elles recouvrent, et je ferai du doublement du nombre de télétravailleurs un objectif prioritaire tant celui-ci représente une opportunité d'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail.

Sources(s)

Mon projet

Tribune journal du net (20/04/07)

Empreintes digitales ou génétiques

Les technologies numériques ont conduit à un développement sans précédent des systèmes automatisés de traitement de l'information et des fichiers informatiques. Je n'ai aucun regret, au contraire, d'avoir encouragé le développement des fichiers d'empreintes digitales ou génétiques. Ces fichiers ont aidé à identifier des coupables, à disculper des innocents et à sauver des vies. Je n'en reste pas moins persuadé qu'il faut en améliorer le contrôle et le suivi, veiller à leur confidentialité absolue et s'interdire toute forme d'interconnexion excessive. Je souhaite par exemple que la consultation de fichiers sensibles (STIC, Judex) à des fins administratives présente les mêmes garanties pour les citoyens que celles prévues pour le fonctionnement

du casier judiciaire.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Energie

Notre politique énergétique conciliera l'indépendance et le développement durable. Nous augmenterons la part des énergies renouvelables, isolerons les bâtiments anciens, mais nous renouvelerons aussi le parc nucléaire. Grâce à la clairvoyance de nos prédécesseurs, nous avons la chance de maîtriser cette énergie déterminante pour le futur car elle ne perturbe pas le climat et garantit en partie notre autonomie énergétique. Ceux qui vous disent qu'ils vont renoncer au nucléaire vous font, au mieux, de fausses promesses, au pire mettent gravement en danger notre indépendance.

Sources(s)

Mon Projet

Energie nucléaire

L'énergie nucléaire confère un véritable avantage comparatif incontestable à notre pays. C'est tout d'abord une filière industrielle d'excellence qui emploie des dizaines de milliers de salariés français. De plus, depuis des décennies, le parc nucléaire français nous garantit une très grande sécurité dans nos approvisionnements énergétiques.

Alors que l'énergie devient rare, il s'agit d'un atout majeur pour la France et ses partenaires européens. Enfin, même si le stockage des déchets nucléaires ultimes est contraignant, c'est grâce à l'énergie nucléaire que la France émet par habitant 21% de gaz à effet de serre de moins que la moyenne mondiale. Pour toutes ces raisons, nous devons maintenir et renouveler notre parc nucléaire. C'est tout l'enjeu de la nouvelle génération de centrales EPR (dits de 3ème génération) qui devront être développées et implantées dans notre pays. Cet engagement est capital pour nous, mais il ne nous empêche pas d'être très exigeants quant au droit à l'information des Français sur les risques nucléaires et sur les politiques destinées à les prévenir.

Confiante dans la place incontournable que tient l'énergie nucléaire dans notre production électrique, la France entend s'engager fortement, dès à présent, dans la recherche sur les réacteurs nucléaires de 4ème génération, avec pour objectif de toujours mieux concilier demain cette énergie avec les exigences du développement durable.

Sources(s)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Enseignants

Quant au sort fait à nos enseignants, il est inadmissible: leurs rémunérations sont trop basses, les plus jeunes et les moins expérimentés sont envoyés devant les classes les plus difficiles, le respect qui leur est dû n'est pas assuré, ni parfois même leur sécurité.

Il est possible de changer l'école. Il faut d'abord que nos enseignants exercent leur métier dans de bonnes conditions. Ils sont la clé de la réussite de tous les élèves. Je souhaite que leur autorité et leur liberté pédagogique soient respectées, que leur formation initiale et continue soit assurée, et qu'ils aient la possibilité de travailler plus pour gagner plus.

Je m'engage si je suis élu à leur rendre la considération qui leur est due, à revaloriser leur carrière si dévalorisée depuis un quart de siècle.

Je m'engage à multiplier les passerelles avec les autres administrations publiques de sorte que leurs perspectives de carrière soient élargies.

Je m'engage à ce que ceux qui voudront travailler davantage puissent gagner plus.

Je m'engage à ce que les gains de productivité qui pourraient être réalisés leur soient redistribués pour moitié.

Je m'engage à ce qu'ils soient mieux formés, mieux accompagnés, mieux soutenus et par conséquent moins isolés.

Je m'engage à instaurer un système comparable à celui des IPES, qui jadis permettait aux bons élèves qui se destinaient à l'enseignement de financer leurs études.

Je veux qu'ils sachent que la révolution de l'école que je souhaite sera d'abord la leur. Elle sera fondée sur sept grands principes : la liberté pédagogique, l'autonomie, l'évaluation, la modulation des moyens en fonction des handicaps des élèves, l'orientation, la deuxième chance et la formation tout au long de la vie.

Dès l'été 2007, j'engagerai les négociations nécessaires pour revaloriser la condition enseignante. On ne peut pas prétendre faire de l'éducation une priorité, si l'on n'est pas capable de donner aux enseignants un statut social convenable. Je le ferai sans démagogie. Les enseignants ont compris que la logique permanente des moyens supplémentaires allait contre leur pouvoir d'achat.

Sources(s)

Mon Projet

Discours Nantes (15/03/07)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07)

Enseignement artistique

C'est avec les enfants que tout se joue. Si on ne leur donne pas le goût de la lecture, si on ne les rend pas curieux de ce qui est beau, si on ne les met pas en contact avec les grandes oeuvres de la sensibilité et de l'esprit humain, si on ne leur transmet pas une culture commune, alors non seulement on les privera d'un trésor inestimable, mais on préparera le retour d'une forme de barbarie à travers la disparition d'une certaine idée de la grandeur de l'homme et de son universalité. Mais qu'on me comprenne bien : je crois, comme Malraux, qu'il ne suffit pas d'expliquer les oeuvres d'art et d'apprendre leur histoire. Il faut aussi apprendre à les aimer. Ce qui signifie que la transmission de la culture et l'apprentissage du beau n'est pas seulement l'affaire des pédagogues, mais aussi celle des artistes et que l'école doit s'ouvrir à eux comme les grandes institutions culturelles doivent s'ouvrir sur l'école.

La question de la culture aujourd'hui c'est celle de l'enseignement artistique, (...) non plus comme le parent pauvre de l'enseignement général, mais comme le pilier d'une culture générale qui naturellement englobe aussi la culture technique, la culture scientifique, l'histoire, la géographie et la philosophie.

Je veux faire de l'enseignement culturel et artistique la clé de la démocratisation de la culture (...) Mais je suis pour la liberté pédagogique. Et dans un pays où il y a un million d'enseignants, je ne veux plus qu'on dise : l'éducation artistique, ce sera comme cela et pas autrement ! Si un enseignant est un passionné de musique, très bien, ça passera par la musique, et par la littérature pour un autre si c'est son domaine de passion. (...)

La démocratisation de la culture c'est d'abord qu'un nombre de plus en plus grand de jeunes quitte l'école avec les moyens intellectuels et les qualifications qui leur permettent de trouver leur place dans la société. C'est qu'un nombre de plus en plus grand de jeunes s'engagent dans la vie avec dans la tête quelques leçons de science et d'humanité qui leur permettent de se comprendre et de comprendre le monde.

C'est qu'un nombre de plus en plus grand de jeunes affrontent l'existence avec l'esprit ouvert pour accueillir toute la beauté du monde et les moyens d'exprimer ce qu'ils éprouvent.

Sources(s)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Interview Télérama (14/02/07)

Discours Besançon (13/03/07)

Enseignement primaire et secondaire

Je veux que souffle sur lui un vent de liberté et d'évaluation. Liberté pédagogique des enseignants, car rien ne remplace l'expérience de 20 ans d'enseignement. Mais évaluation des enseignants selon les résultats des élèves. Liberté des établissements pour mettre en oeuvre des projets spécifiques. Mais évaluation indépendante et publique de chaque établissement. Liberté de choix des parents de l'école de leur enfant par la suppression progressive de la carte scolaire, mais obligation pour chaque établissement de respecter une mixité sociale et géographique. Je crois dans la mixité scolaire, mais je veux qu'elle pèse sur les établissements, pas sur les familles.

Dès la rentrée de 2007, les établissements pourront recruter 20% de leurs effectifs en dehors du secteur et consacrer 25% de leur budget à leur projet pédagogique. 25% d'un emploi de temps, cela ne remet pas en cause le caractère national des diplômes et des programmes, mais cela permet pour les uns de faire plus de langues, pour les autres plus de sport, pour les troisièmes encore plus de soutien individualisé, en fonction des besoins locaux.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Enseignement privé

Si je suis élu, je n'opposerai pas l'enseignement privé et l'enseignement public. La guerre scolaire est une guerre vaine, qui ne doit jamais se rouvrir. Chacun, dans le respect des principes de la République, a son rôle à jouer. Je veux que soit reconnue l'utilité sociale de l'enseignement privé.

Sources(s)

Discours Maison-Alfort (02/02/07)

Enseignement religieux

Je suis favorable à l'enseignement de l'histoire des grandes religions. À la différence de Régis Debray, je ne suis pas pour la lecture et le commentaire des textes sacrés à l'école. Le commentaire est subjectif, on entrerait dans une nouvelle guerre de religion. En revanche, j'estime qu'il est plus important de connaître les grandes dates des grandes religions monothéistes que de connaître les divinités grecques !

Sources(s)

Interview La Croix (04/04/07)

Enseignement supérieur

Cela fait quarante ans que nous avons renoncé à conduire une réforme de l'enseignement supérieur. À

l'heure de la bataille mondiale de l'intelligence, nous en payons un prix élevé, tandis que nos jeunes sont envoyés par milliers dans des filières sans débouchés. L'enseignement supérieur et la recherche seront pour moi une priorité absolue. Leurs moyens seront portés au même niveau que dans les pays les plus en pointe sur le sujet, mais cela s'accompagnera de réformes de fond. Je donnerai aux universités volontaires une autonomie réelle. Je réformerai notre appareil de recherche pour créer les conditions de travail et de rémunération permettant d'attirer et de garder les meilleurs enseignants et chercheurs. Notre pays a besoin de conduire plus de jeunes vers les études supérieures, mais des études dans lesquelles ils ont une chance de réussir et qui conduisent à l'emploi. Chaque bachelier aura une place à l'université, mais le nombre d'étudiants dans les différentes filières dépendra des réalités du marché du travail. Un service public de l'orientation permettra aux élèves de choisir la voie qui leur correspond le mieux. Enfin, je veux transformer la condition étudiante, en faisant tout pour que l'argent ne soit jamais un obstacle à la poursuite des études, en permettant à nos jeunes d'être autonomes et en créant des campus universitaires de réputation mondiale et européenne.

Sources(s)

Mon Projet

Enseignement technique

Nous devons reconstruire une école où la culture technique soit partie intégrante de la culture générale et où chacun puisse choisir sa voie en fonction de ses goûts et pas seulement à travers la sélection par l'échec.

Sources(s)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07)

Entrepreneur

L'entreprise et les entrepreneurs n'ont pas aujourd'hui la place qu'ils méritent dans notre pays. Entreprendre, c'est toujours prendre un risque et l'échec fait partie de l'aventure entrepreneuriale. Il est vital que notre société valorise mieux cette prise de risques. A mes yeux, c'est l'image tout entière du chef d'entreprise qui est ici en question et qu'il convient de réhabiliter.

Nous vivons certes dans une société qui a toujours valorisé l'engagement en faveur de l'intérêt général, le service du public et de la collectivité. Mais, à tous les jeunes de France, je veux dire avec force que l'on sert aussi son pays, en créant son entreprise et en la faisant gagner. On est utile aux autres, en créant des richesses dans son pays. On a droit à l'estime de la Nation quand on participe à sa prospérité.

Or, malgré les risques pris, malgré les emplois créés, malgré les recettes fiscales versées, l'entreprise demeure trop souvent un objet de défiance en France. Il est temps de dépasser les oppositions de classe, de réconcilier les Français avec leurs entreprises et de réconcilier, dans le même mouvement, les entrepreneurs avec l'Etat. Les règles complexes, multiples, instables - vous venez hélas d'en faire l'expérience sur le temps de travail - qu'applique l'Administration française à nos entreprises, constituent aujourd'hui un véritable « impôt réglemентаire ». Cet impôt - comble de l'injustice - est d'autant plus lourd que l'entreprise est petite. Je souhaite donc que s'engage une vaste politique de simplification des normes applicables aux PME.

Dans ce but, il nous faudra nous fixer dorénavant des objectifs extrêmement concrets : la limitation très stricte du temps nécessaire au renseignement des formulaires, la simplification effective de la feuille de paye des salariés français, et la réorganisation de l'ensemble des relations entre l'Etat et les entreprises dans une logique de « guichet unique ».

Sources(s)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

Entreprise

Je rapprocherai la fiscalité des entreprises de la moyenne européenne car il est évident que personne ne viendra créer des emplois chez nous si notre fiscalité continue à être la plus dissuasive d'Europe. Je ferai tout pour réduire la fiscalité qui pèse sur le travail.

L'entreprise et les entrepreneurs n'ont pas aujourd'hui la place qu'ils méritent dans notre pays. Entreprendre, c'est toujours prendre un risque et l'échec fait partie de l'aventure entrepreneuriale. Il est vital que notre société valorise mieux cette prise de risques. A mes yeux, c'est l'image tout entière du chef d'entreprise qui est ici en question et qu'il convient de réhabiliter.

Nous vivons certes dans une société qui a toujours valorisé l'engagement en faveur de l'intérêt général, le service du public et de la collectivité. Mais, à tous les jeunes de France, je veux dire avec force que l'on sert aussi son pays, en créant son entreprise et en la faisant gagner. On est utile aux autres, en créant des richesses dans son pays. On a droit à l'estime de la Nation quand on participe à sa prospérité.

Or, malgré les risques pris, malgré les emplois créés, malgré les recettes fiscales versées, l'entreprise demeure trop souvent un objet de défiance en France. Il est temps de dépasser les oppositions de classe, de réconcilier les Français avec leurs entreprises et de réconcilier, dans le même mouvement, les entrepreneurs avec l'Etat. Les règles complexes, multiples, instables - vous venez hélas d'en faire l'expérience sur le temps de travail - qu'applique l'Administration française à nos entreprises, constituent aujourd'hui un véritable « impôt réglementaire ». Cet impôt - comble de l'injustice - est d'autant plus lourd que l'entreprise est petite. Je souhaite donc que s'engage une vaste politique de simplification des normes applicables aux PME.

Dans ce but, il nous faudra nous fixer dorénavant des objectifs extrêmement concrets : la limitation très stricte du temps nécessaire au renseignement des formulaires, la simplification effective de la feuille de paye des salariés français, et la réorganisation de l'ensemble des relations entre l'Etat et les entreprises dans une logique de « guichet unique ».

Internet est une chance pour réhabiliter l'effort, le goût du risque, et augmenter le pouvoir d'achat. Sur internet, chacun peut créer son activité et en vivre. Nous le voyons tous les jours. Au lieu de l'étouffer, je ferai en sorte que l'Etat facilite, incite et soutienne ce foisonnement de micro-initiatives. Pour faire le pendant avec l'exonération de charges fiscales et sociales sur les heures supplémentaires, les revenus tirés d'une activité numérique personnelle seront exonérés de charges sociales et fiscales dans une limite à définir. Au-delà, un statut simplifié de micro-entreprise numérique permettra à ces activités de croître et de se développer.

Sources(s)

Mon Projet

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

Tribune journal du net (20/04/07)

Entreprise patrimoniale

Je suis un très grand partisan de l'entreprise patrimoniale, celle où le chef d'entreprise, le dirigeant, est aussi l'actionnaire principal. Ces entreprises là portent les valeurs de travail, de réussite, de responsabilité auxquelles je suis très attaché. Elles sont aujourd'hui les plus dynamiques en termes de création d'emplois. Les mesures que je propose, notamment la réforme du bouclier fiscal, la déduction de l'ISF de l'investissement dans une PME, la baisse de l'impôt sur les sociétés, mais également l'exonération des droits de succession pour 95 % des Français, permettront de récompenser tous ceux qui, à la tête d'entreprises patrimoniales, ont pris des risques.

Sources(s)

Réponses CGPME

Environnement

Le développement durable doit devenir une dimension essentielle de toute l'action publique. Ce n'est pas un choix, c'est une urgence, une nécessité. Mais ce que nous pouvons choisir, c'est d'en faire une chance pour la croissance et nos emplois. Je créerai un grand ministère du Développement durable, pour que l'environnement ait les moyens de ses ambitions. Notre politique énergétique conciliera l'indépendance et le développement durable. Nous augmenterons la part des énergies renouvelables, isolerons les bâtiments anciens, mais nous renouvellerons aussi le parc nucléaire. Grâce à la clairvoyance de nos prédécesseurs, nous avons la chance de maîtriser cette énergie déterminante pour le futur car elle ne perturbe pas le climat et garantit en partie notre autonomie énergétique. Ceux qui vous disent qu'ils vont renoncer au nucléaire vous font, au mieux, de fausses promesses, au pire mettent gravement en danger notre indépendance. Je souhaite que la responsabilité de ceux qui polluent puisse être mise en cause de manière illimitée. Je créerai une fiscalité écologique pour inciter les Français à adopter des comportements vertueux, notamment une TVA à taux réduit sur les produits propres. Nous investirons dans la recherche sur les technologies propres. Nous développerons les transports en commun et les transports alternatifs à la route, tout en aidant les transporteurs routiers à acquérir des véhicules propres. Enfin, nous devons agir au niveau international pour que les grands pays s'engagent dans la réduction des gaz à effet de serre et la protection de la biodiversité. Une organisation mondiale de l'environnement doit voir le jour et je proposerai que les produits venant de pays qui ne respectent aucun engagement en matière écologique soient pénalisés.

Sources(s)

Mon Projet

Etat

Le premier rôle de la politique, c'est de faire fonctionner l'État. La mondialisation ne disqualifie nullement le rôle des États. Au contraire. Dans la mondialisation, les pays qui échouent sont ceux dont l'État est inefficace, entrave, empêche; ceux qui réussissent sont ceux dans lesquels l'État facilite, incite, soutient. Rien ne se fera donc avec un État qui continue à fonctionner comme aujourd'hui. Je crois dans un État ouvert, équilibré, soucieux de faire agir tout le monde ensemble. Mais je crois aussi dans un État fort, qui fait des choix, mène des politiques et, plus que tout, poursuit l'intérêt général, l'intérêt de notre nation.

Sources(s)

Mon projet

Etat actionnaire

Je propose que l'Etat actionnaire joue son rôle, pas seulement en préparant des privatisations pour desserrer l'étau de la dette mais en n'oubliant pas qu'il doit aussi être un Etat stratège, garant de la préservation de nos intérêts industriels et technologiques fondamentaux.

C'est ce que font les Américains avec l'intelligence économique et avec les dépenses du Pentagone. C'est ce que les Japonais font avec le MITI. C'est ce que les Chinois font avec leur gestion politique de transfert de technologies. C'est ce que la France et avec elle l'Europe ne font plus ou plus suffisamment. C'est ce que nous avons commencé à faire avec les pôles de compétitivité, avec l'agence nationale de la recherche, avec l'agence nationale de l'innovation industrielle. Il faut aller beaucoup plus loin.

Sources(s)

Discours St Etienne (09/11/06)

Etudes surveillées

L'école ne peut se décharger de toute responsabilité quand la classe est finie. C'est la raison pour laquelle je souhaite qu'elle prenne en charge les orphelins de 16h ou de 17h dont les parents travaillent, qu'elle organise des études surveillées où les enfants au lieu d'être livrés à eux-mêmes soient encadrés pour faire leurs devoirs. Je souhaite que les enseignants volontaires pour diriger ces études, comme ceux qui seront volontaires pour faire du soutien scolaire, reçoivent un surcroît de rémunération ».

« Je propose que les enseignants sur la base du volontariat puissent encadrer des études dirigées et être payés davantage ».

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Etudiant

Enfin, je veux transformer la condition étudiante, en faisant tout pour que l'argent ne soit jamais un obstacle à la poursuite des études, en permettant à nos jeunes d'être autonomes et en créant des campus universitaires de réputation mondiale et européenne.

Si je suis élu, l'étudiant qui travaille ne paiera pas d'impôt.

Sources(s)

Mon Projet

euro

Je ferai en sorte que l'euro devienne un outil de croissance, d'emploi et de puissance économique. Si nous avons fait l'euro, c'est pour nous en servir.

Je n'accepte plus la façon dont est géré l'euro dans notre pays. Et je veux le poser avec gravité. J'ai voté pour l'euro. Je suis pour l'euro. L'euro est une réussite, mais on n'a pas fait la deuxième monnaie du monde pour ne pas s'en servir. (...) Je demande pourquoi les Américains se servent du dollar comme d'une arme au service de la croissance et de l'emploi ? Les Japonais du yen. Les Chinois du yuan, et les Anglais de la livre sterling. (...) Je veux un gouvernement économique pour l'Europe. C'est-à-dire des ministres des Finances qui gèrent la zone euro pour en faire la première zone de croissance du monde.

L'euro doit être au service de la croissance et de l'emploi, et pas simplement de la lutte contre une inflation qui n'existe plus, pour une raison simple, c'est que la concurrence est telle, la mondialisation est telle, que la lutte contre l'inflation doit être moins grande, pour la raison simple que la concurrence fait baisser les prix.

Nous devons avoir une politique monétaire. Si nous avons fait l'euro, c'est pour nous en servir. J'agirai au sein de l'Eurogroupe pour nous doter d'un gouvernement économique et éviter d'avoir des chocs

asymétriques de conjoncture, sortir du flou juridique s'agissant de la politique de change, organiser une vraie concertation entre l'Eurogroupe et la BCE. Modifier le traité serait sans doute très difficile. Un accord me paraît en revanche envisageable.

Sources(s)

Mon Projet

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Conférence de presse (02/04/07)

Europe

Je suis un Européen convaincu. Je sais jusque dans ma propre histoire ce qu'il en a coûté à l'Europe d'être divisée. Mais je n'ai pas dit oui à la construction européenne tout au long de ces années pour avoir l'Europe que nous avons aujourd'hui. L'Europe ne doit pas être le cheval de Troie d'une mondialisation réduite à la circulation des capitaux et des marchandises, mais doit au contraire protéger ses peuples dans la mondialisation. L'Europe est d'abord une grande culture. Elle doit agir dans le monde pour que les valeurs de la civilisation ne cèdent pas sous la pression des seuls intérêts commerciaux et financiers. Elle doit défendre les droits de l'homme, la démocratie, la protection des plus faibles, la solidarité, la protection de la nature. L'Europe doit ensuite préserver les intérêts de ses peuples. Je réhabiliterai la préférence communautaire, c'est-à-dire le droit pour l'Europe, lorsque c'est son intérêt, notamment à l'OMC, de préférer et donc de protéger ses produits, ses entreprises, ses marchés. L'Europe ne doit pas se résigner aux délocalisations, mais au contraire tout faire pour que l'activité se localise en Europe. C'est ce que nous ont dit ceux qui ont voté non au référendum sur le projet de Constitution. C'est un fait politique. Je veux leur dire que je les ai entendus. Enfin, l'Europe doit nous permettre de faire à plusieurs ce que seuls nous faisons moins bien: notamment la politique migratoire et le développement, la politique industrielle et la recherche, le développement durable. Je soutiendrai la PAC car elle est la condition de l'indépendance alimentaire de toute l'Europe. Nous avons fait l'Europe pour agir, pas pour subir. Nous avons fait l'Europe pour exprimer une volonté commune, pas pour organiser notre renoncement collectif. Pour toutes ces raisons, je veux que l'Europe ait des frontières et je m'opposerai à l'entrée de la Turquie. J'ai proposé à nos partenaires un traité simplifié, limité aux questions institutionnelles que nul n'a contestées pendant la campagne référendaire, afin que l'Europe se dote rapidement des moyens de fonctionner efficacement à 27 États membres. La question de la réécriture d'un texte plus global, scellant la dimension fondamentalement politique de l'Europe, se posera dans un second temps.

Sources(s)

Mon Projet

Euthanasie / Fin de vie

Je suis pour le respect de la vie, dans la mesure où la souffrance ne rend pas la vie impossible. Il y a des limites à la souffrance humaine. Mais, je ne pense pas que cette question se règle par une loi. Comment voulez-vous qu'un texte recense tous les cas de fin de vie? Cela ne se quantifie pas. Un texte ne peut pas donner une liste exhaustive de situations où les cas de fin de vie peuvent s'appliquer. Je veux que l'on fasse confiance au dialogue. C'est au patient, à sa famille et au corps médical de trouver la solution la plus adaptée. Je pense qu'il faut donc laisser une zone de liberté.

Un tiers seulement des personnes qui y auraient droit bénéficier de soins palliatifs. Il faut donc urgemment les développer.

Sources(s)

Interview Femme Actuelle (26/03/07)

Evaluation

C'est le corollaire de la liberté pédagogique et de l'autonomie. Refuser l'évaluation de l'école ou du maître c'est mépriser les enseignants, c'est leur dénier leur capacité à être efficaces, à être performants. C'est leur refuser le droit d'être jugés sur leur résultat. Pour moi la culture du résultat est nécessaire à l'école comme ailleurs. Mais l'évaluation ne peut pas se fonder sur des critères purement quantitatifs. Ils doivent être aussi et avant tout qualitatifs, ce qui renvoie à la question de savoir quelle mission on assigne à l'éducation.

Sources(s)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07)

Excellence

Contre l'héritage de mai 68, contre le refus de toute autorité, contre le relativisme culturel et moral, contre le nivellement par le bas, contre la dévalorisation des diplômes, contre l'inculture, il n'y a pas d'autre choix que l'excellence.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Exode rural

Rétablir la confiance est plus que jamais nécessaire pour ceux de nos concitoyens qui sont issus du monde rural. Depuis des décennies, certains de nos territoires ruraux les plus fragiles sont gagnés peu à peu par la désertification. Or je veux affirmer, une fois encore, qu'il n'y a pas de fatalité au dépeuplement ni à l'exode rural, pour peu que l'Etat poursuive et amplifie ce qui fut toujours une grande politique, une politique originale dans notre pays, celle de l'aménagement du territoire. Elle n'est d'ailleurs pas pour rien dans la qualité de vie et des services publics que nous reconnaissons les étrangers qui visitent et apprécient notre pays. Aménager le territoire, c'est refuser que l'Etat ne renforce encore les tendances, là, à la concentration, ailleurs, au dépeuplement, plutôt que de rechercher un équilibre dans le développement de nos territoires. Aménager le territoire, c'est finalement garantir une véritable égalité des chances pour chaque Français, en tout point du territoire.

Sources(s)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

Exploitation agricole

Je suis favorable au maintien des outils d'aide à l'installation. Ces outils ont fait leur preuve, ils sont efficaces. Mais il ne faut pas vivre dans l'illusion : on n'installera pas un agriculteur pour un départ. L'objectif doit être de veiller au renouvellement des générations et de ne pas détourner les jeunes de ce métier. Il faut également veiller à appuyer les démarches des jeunes qui viennent d'autres milieux. (...)

L'aide à l'installation est primordiale, de même que les prêts bonifiés. Un effort pourrait sans doute être fait en direction du stage d'installation, afin de le rapprocher des besoins réels des futurs exploitants.

Sources(s)

Famille

On a pris l'habitude de dire que l'autorité, le respect, le mérite n'étaient pas des valeurs importantes. Je considère que ce sont des valeurs fondamentales sans lesquelles il n'y a pas de société possible. Nous devons tout faire pour que les familles, l'école, la société dans son ensemble soient de nouveau des lieux de transmission de ces repères. Si je suis élu, je soutiendrai fortement toutes les familles, sans a priori, car elles sont le premier lieu d'éducation et de solidarité. J'aiderai celles qui ont des difficultés à assumer leur mission éducative et responsabiliserai celles qui y renoncent par la mise sous tutelle des allocations familiales. Je ne crois pas qu'il soit du rôle de la loi d'affirmer qu'une famille, cela peut être un père et une mère, mais aussi deux mères ou deux pères. Je veux, en revanche, reconnaître la sincérité de l'amour homosexuel, en créant une union civile donnant les mêmes droits aux couples de même sexe qu'aux couples mariés, à l'exception de la filiation et de l'adoption, ainsi qu'un statut de beaux-parents, valable pour les familles recomposées et homoparentales. J'aiderai les familles à chacune des étapes de leur existence. En particulier, j'allouerai des allocations familiales dès le premier enfant. La garde des enfants ne sera plus un obstacle au travail des femmes. J'allouerai des droits sociaux et des droits à la retraite à ceux qui se consacrent à l'éducation de leurs enfants ou qui s'occupent d'une personne handicapée. Je supprimerai les droits de donation et de succession pour que les familles, à l'exception des plus riches, puissent transmettre librement le fruit du travail de toute leur vie à leurs enfants.

Sources(s)

Mon Projet

Fédérations sportives

Le sport est devenu une véritable industrie par les enjeux économiques et sociaux internationaux. Il faut sortir de la logique où l'on considère que, pour pouvoir diriger une fédération, il faut soit avoir des moyens personnels considérables et être dégagé de toute obligation professionnelle, soit être à un âge où l'on a le choix entre une retraite paisible ou une activité bénévole. (...) Le sport ne peut pas avoir de tels enjeux et ne pas être professionnalisé dans sa gestion et dans son approche. Ce n'est pas parce que c'est du sport amateur que la question tourne autour du seul bénévolat. Ceux qui se dévouent pour le sport méritent d'en être récompensés. Comment ?

Je souhaite d'abord que les dirigeants des fédérations puissent être rémunérés pour le travail qu'ils font. Porter, diriger une fédération est un travail à temps complet qui mérite d'être rémunéré et pas par de petits arrangements. (...)

Je veux que chaque fédération, dans chaque sport, puisse se donner les meilleurs pour les diriger. Et qui peut me dire que nous pouvons avoir les meilleurs pour incarner son sport si nous ne les payons pas ?

Quelle drôle d'idée que de voir l'argent rentrer dans le sport et considérer que les dirigeants, qui animent un sport, le portent, défendent son image et l'organisent, eux, n'ont pas vocation à être rémunérés. Que la rémunération d'un dirigeant ferait en sorte que l'enthousiasme de ce dirigeant ne serait pas aussi noble. C'est faux !

À la tête de nos fédérations, nous avons besoin de dirigeants professionnels, engagés et de qualité.

Et que soit faite une place spécifique aux anciens champions au sein des conseils d'administration de nos fédérations. Que celui qui a tout reçu de son sport, qui lui a tout donné, ne puisse pas s'investir dans le sport qui a été sa vie est un désastre. (...)

Il ne faut pas avoir peur de rémunérer les gens pour le travail qu'ils font.

Sources(s)

Rencontre avec les sportifs (15/04/07)

Femmes

Depuis qu'en 1944, le général de Gaulle a fait entrer les femmes de plain-pied dans la République en leur donnant le droit de vote, les progrès ont été bien insuffisants. (...) Malgré la loi sur la parité, malgré la loi sur l'égalité professionnelle, les femmes ne sont pas encore des citoyennes à part entière dans notre République.

Je veux un État exemplaire en matière d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et on est encore bien loin du compte.

Je veux que dans les conseils d'administration des entreprises publiques il y ait au moins 50% de femmes.

Je veux que le principe de la parité tel qu'il s'applique à la politique s'applique aussi aux représentants du personnel dans les entreprises.

Je veux que le temps passé à l'éducation des enfants soit pris en compte pour le calcul des retraites, que les femmes aient continué de travailler en les élevant aient cessé de travailler pour les élever.

Je veux que les femmes qui ont cessé longtemps de travailler pour élever leurs enfants et qui se séparent de leur mari soient davantage aidées pour retrouver un emploi.

Je veux que les femmes au chômage qui cherchent un emploi aient le droit de faire garder leurs enfants comme les femmes qui travaillent.

Je veux que la violence conjugale soit plus durement réprimée et que les femmes qui en sont victimes soient mieux accompagnées.

Je veux répéter qu'aucune coutume, aucune culture d'origine, aucune pratique religieuse ne saurait en France autoriser quiconque à proclamer l'infériorité intrinsèque de la femme.

Je veux que partout en France les femmes soient libres de se promener en jupe, libres de vivre comme elles l'entendent, libre de se marier à leur guise.

Je veux que les femmes, notamment les mères isolées, soient spécialement aidées à retrouver des emplois stables à temps complet.

Sources(s)

Discours Périgieux (12/10/06)

Mon projet

Filière bois

La France a un rôle fort à jouer dans la promotion de la filière bois. Le développement de la maison en bois pourrait être le signal de cette ambition. À cette fin, je crois que nous devons nous doter d'un plan d'ensemble, élaboré dans le cadre d'une grande concertation, qui permettra de valoriser la filière bois dans la création d'un puits de carbone et de soutenir cette activité.

Sources(s)

Interview Architecture Bois (avril 2007)

Finances publiques

La maîtrise de nos finances publiques est un impératif moral autant que financier. Les jeunes générations ne peuvent accepter que les générations actuelles vivent à leur crédit. Mais je veux aussi vous dire que la dette est la conséquence de l'échec de nos politiques antérieures. C'est pourquoi mon projet concilie trois objectifs: engager les réformes dont notre pays a besoin, baisser les impôts, réduire la dette et le déficit. Il est intégralement financé par des économies sur les dépenses existantes. Je ferai en sorte qu'à l'avenir il soit interdit de financer les dépenses de tous les jours par de la dette.

Sources(s)

Mon projet

Fiscalité

Tout doit être fait pour permettre à nos PME de grandir et pour que notre pays crée les centaines de milliers d'emplois qui peuvent l'être dans les nouveaux segments de l'économie. Je rapprocherai la fiscalité des entreprises de la moyenne européenne car il est évident que personne ne viendra créer des emplois chez nous si notre fiscalité continue à être la plus dissuasive d'Europe. Je ferai tout pour réduire la fiscalité qui pèse sur le travail.

Nous devons avoir une politique fiscale. Le grand problème fiscal de la France, c'est le poids de la fiscalité qui pèse sur le travail et sur les fruits du travail. Je veux taxer la pollution et expérimenter la TVA sociale. Je veux réduire ou changer les prélèvements qui frappent le fruit du travail (succession, ISF, bouclier fiscal à 50% comprenant la CSG et la CRDS). Je veux enfin rapprocher la fiscalité qui pèse sur les entreprises de la moyenne européenne.

Sources(s)

Mon Projet

Conférence de presse (02/04/07)

Fiscalité écologique

Je souhaite que la responsabilité de ceux qui polluent puisse être mise en cause de manière illimitée. Je créerai une fiscalité écologique pour inciter les Français à adopter des comportements vertueux, notamment une TVA à taux réduit sur les produits propres.

Sources(s)

Mon Projet

Fonction publique

Je veux que nos grandes administrations deviennent de véritables partenaires de la réussite des entreprises. Il faut mettre un terme à la logique de défiance qui existe à l'égard des PME. Je le dis franchement : il est injuste que l'Administration traite à la même enseigne la grande majorité des entreprises de bonne foi et l'infime minorité de celles qui trichent sciemment. L'Administration ne peut plus se cantonner dans un pur rôle

de contrôle et de sanction vis à vis d'entreprises toutes supposées fraudeuses.

Pour opérer ce bouleversement dans nos habitudes, il est nécessaire que ces administrations, et leurs agents, soient demain évalués sur leur capacité à rendre à tous un service de qualité, sur la rapidité des réponses données aux entreprises, et non plus sur le seul montant des redressements opérés ou sur les procès-verbaux dressés.

Sources(s)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Fonctionnaires

En échange des efforts que je leur demanderai, nos fonctionnaires seront plus considérés, mieux payés et leurs carrières seront plus valorisantes.

Je veux signer un contrat de progrès avec les fonctionnaires : des fonctionnaires moins nombreux, mieux payés, plus considérés, plus autonomes, aux carrières plus variées grâce à une organisation en métiers, en contrepartie de services publics plus efficaces qui s'adaptent aux besoins et aux attentes des usagers.

On ne fera pas l'Etat sans les fonctionnaires. A fortiori contre eux. Je veux le redire: je n'aime pas la façon dont on parle des fonctionnaires dans notre pays.

Chercher à faire des fonctionnaires les boucs émissaires de la faillite des politiques dont ils ne sont en rien responsables est indigne.

Les fonctionnaires sont comme tout le monde, ils veulent être reconnus et ils veulent être respectés. Ils sont prêts au changement mais ils veulent y être associés.

Au fonctionnaire qui subit depuis des années l'érosion de son pouvoir d'achat, je dis ma volonté qu'il y ait moins de fonctionnaires mais qu'ils soient mieux payés et mieux considérés.

Au fonctionnaire qui se sent démotivé parce que ses efforts ne sont jamais récompensés je dis que mon objectif est que le mérite soit reconnu et les gains de productivité partagés. Je lui dis que je ne veux pas que la seule voie de réussite soit celle des concours et des examens mais que l'expérience et le mérite, cela doit compter aussi.

Au fonctionnaire qui souffre de la désorganisation créée par les 35 heures, en particulier à l'hôpital, je dis que mon objectif est la remise à plat complète des 35 heures dans le secteur public de sorte que ceux qui veulent travailler davantage pour gagner davantage aient le droit de le faire.

Au fonctionnaire de police, au professeur, à l'agent hospitalier, au chauffeur de bus, au contrôleur de la SNCF qui se font insulter, agresser, menacer, je dis que cette violence dont ils sont les victimes est inacceptable, parce qu'ils ont droit à leur dignité et parce qu'à travers eux c'est à l'autorité de l'Etat qu'on porte atteinte, c'est la République qu'on offense.

Un système gagnant-gagnant

« Je suis le seul candidat à avoir dit : il y a 450 000 fonctionnaires qui partent à la retraite d'ici à 2012, il faut qu'on en remplace un sur deux. On ne licencie personne. On en remplace un sur deux. (...) ».. « on ne peut pas continuer à embaucher sans cesse plus alors qu'entre temps il y a eu l'Europe, la décentralisation, l'informatique, l'Internet, les nouvelles techniques de communication. « Depuis 1980 on a créé 1 million de postes de fonctionnaires dans notre pays. (...) Comme il y a beaucoup de fonctionnaires, ils sont mal payés, mal considérés, mal respectés. Je veux donc qu'on économise en remplaçant un fonctionnaire sur deux et que la moitié des gains de productivité on les rende aux fonctionnaires sous forme d'augmentation de leur pouvoir d'achat ».

Sources(s)

Mon Projet

Conférence de presse (02/04/07)

Formation

Pour garantir l'égalité des chances et permettre à chacun de s'adapter aux évolutions de l'économie, nous créerons un compte individuel d'épargne de formation, afin que chacun puisse, à tout moment de sa carrière, suivre une formation vraiment qualifiante lui permettant de changer de métier, de secteur ou d'atteindre une qualification supérieure.

Je mettrai en oeuvre un grand plan Marshall de la formation pour tous les jeunes de nos quartiers, pour qu'aucun ne soit laissé de côté, pour que chacun puisse tenter sa chance, pour que chacun ait un emploi.

Je veux lever les tabous de notre système de formation professionnelle : trop de dépenses de gestion, trop de gaspillages, trop d'opacité, trop d'argent pour former ceux qui sont déjà qualifiés, pas assez pour ceux qui ne le sont pas. La création d'un compte individuel de formation professionnelle permettant à chacun, lorsqu'il en a besoin, de bénéficier d'une formation suffisamment longue pour être qualifiante, entraînera une profonde modernisation de nos structures de formation professionnelle.

Je souhaite proposer aux femmes qui veulent travailler, une fois que les enfants sont grands, d'accéder à une formation qualifiante d'un an, rémunérée.

L'ordinateur n'est pas un minitel évolué, c'est une porte ouverte sur le monde, avec ses richesses, mais aussi ses risques. Je ferai de la formation numérique une priorité. Je réviserai profondément les programmes et référentiels, trop centrés sur la pratique à l'heure où c'est par la connaissance de la technique qu'on s'affranchit de ses contraintes. J'engagerai aussi une politique adaptée aux besoins de ceux qui ont du mal à franchir le pas du numérique, je pense notamment aux seniors, souvent déroutés face à ces nouvelles technologies, aux foyers ou aux étudiants à faibles revenus et aux TPE et PME qui les négligent faute de temps alors que c'est une condition du maintien et du développement de leur activité.

Sources(s)

Mon Projet

Discours Zénith (18/03/07)

Conférence de presse (02/04/07)

Interview Femme Actuelle (26/03/07)

Tribune journal du net (20/04/07)

Fracture numérique

L'accès au haut et très haut débit doit être reconnu comme une obligation de service public sur tout le territoire. La politique de couverture en haut débit d'ores et déjà engagée doit se poursuivre pour couvrir réellement la totalité du territoire, ce qui n'est pas le cas à ce jour. Un cadre réglementaire favorable aux investissements en très haut débit par les opérateurs sera mis en place.

Tous les Français n'ont pas les moyens d'acquérir un ordinateur, ni le temps d'acquérir les connaissances nécessaires à sa bonne utilisation. Je ne veux pas de « laissés pour compte » du numérique, qu'ils soient seniors, sans emploi, étudiants, personnes isolées, ou autres. C'est pourquoi je souhaite renforcer considérablement l'usage d'Internet dans l'éducation ; mais aussi créer un véritable réseau de formation de proximité à l'Internet, appuyé par exemple sur le réseau des points d'accès publics à l'Internet.

Lutter contre les inégalités numériques est un impératif. Tous les Français, quel que soit le lieu où ils vivent ou travaillent, doivent avoir accès au haut débit à 1 mégabit minimum, demain au très haut débit. Mais l'accès ne sert à rien sans équipement et la France accuse un retard urgent à combler. Je m'assigne le triple objectif de 100% des écoles connectées en haut débit et 100% des universités en WiFi, de doubler le nombre de foyers équipés et de créer un point d'accès public à internet dans au moins un tiers de nos communes. Parmi les moyens pour l'atteindre, je favoriserai les offres matérielles premier-prix, pour lesquelles les logiciels libres sont un véritable atout. Je sais qu'il est aujourd'hui possible d'avoir sur le marché des offres à moins de 500 euros, voire beaucoup moins au travers de solutions telles que le recyclage informatique par exemple.

Sources(s)

Interview dans le magazine L'Ordinateur individuel (mars 2007)

Interview dans le magazine Internauts Micro (mars 2007)

Tribune journal du net (20/04/07)

Français

Etre Français c'est aimer la France, c'est vouloir la République, c'est respecter l'Etat.

Etre Français c'est prendre en partage l'histoire de la France et les valeurs de la France.

Etre Français c'est penser qu'au-delà de la droite et de la gauche, au-delà des partis, au-delà des croyances, il y a quelque chose de plus grand qui s'appelle la France.

Je veux dire à tous les Français que la France est plus forte quand elle est unie, que la désunion des Français a toujours causé l'affaiblissement de la France, que lorsque la France est faible c'est chacun d'entre nous qui se trouve affaibli.

Etre Français c'est se sentir l'héritier d'une seule et même histoire dont nous avons toutes les raisons d'être fiers. Si on aime la France, on doit assumer son histoire et celle de tous les Français qui ont fait de la France une grande nation.

Si je suis élu, je ne cesserai d'affirmer notre fierté d'être français. Notre fierté repose ensuite sur notre langue et notre culture, immense. Je défendrai la langue française dont j'ose affirmer qu'elle est un bien pour l'humanité, ainsi que le rayonnement de notre culture dans le monde.

Sources(s)

Discours de Caen (09/03/07)

Mon Projet

France

J'aime cette France de toutes les couleurs et de toutes les religions où s'entremêlent tant d'histoires, de souvenirs et de cultures. J'aime cette France de la diversité, des différences et des mélanges.

Et parce que je l'aime, parce que je la respecte, je ne veux pas la laisser caricaturer par une minorité qui ne lui ressemble pas, qui ne cherche qu'à attiser la violence et la haine.

Sources(s)

Discours Zénith (18/03/07)

Franchise Santé

La logique de ma proposition est la responsabilisation de tous sur l'ensemble des soins. Aujourd'hui, les

seules personnes responsabilisées sur leur consommation de soins sont les 10% de Français qui n'ont pas de couverture complémentaire parce qu'ils sont souvent juste au-dessus des seuils d'attribution de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire. Avec la franchise que je propose, qui n'est pas une franchise à l'acte mais une franchise annuelle, chacun sera amené à contribuer personnellement, mais de façon modeste, à sa propre consommation. Cela me paraît être la moindre des choses pour un bien aussi essentiel que la santé. Cette franchise ne sera remboursée ni par les régimes obligatoires, ni par les organismes complémentaires. Elle sera en revanche plafonnée annuellement et un nombre limité de personnes, par exemple les enfants et les titulaires du minimum vieillesse, pourront en être exonérées. Cette franchise se substituera au 1^{er} forfaitaire et aux augmentations régulières de ticket modérateur.

Sources(s)

Interview Panorama du médecin (mars 2007)

Francophonie

Si je suis élu, je mettrai la francophonie au rang des priorités diplomatiques de la France. Je renforcerai tout à la fois le dispositif de l'action culturelle de la France à l'étranger et l'aide à la création, parce que c'est par la création que le Français rayonne.

Je veillerai à ce que dans les entreprises installées sur le territoire français la langue de travail soit le Français dès lors qu'il n'y a aucune nécessité économique ou commerciale qui oblige à s'exprimer dans une autre langue.

Je me battrais pour que, dans les instances européennes et à l'ONU, le Français continue d'être employé. Ce sera naturellement une obligation absolue pour tout représentant de la France dans des organisations internationales.

Je veux qu'on enrichisse les programmes scolaires d'un volet francophone significatif et que, dans les villes, on crée des maisons de la francophonie, lieux vivants d'arts et de culture, où les jeunes pourront « toucher du doigt » l'originalité des cultures francophones. Il est également important de leur permettre de découvrir la richesse des cultures du Sud avec un service civique assorti d'un volet francophone.

Dans l'enseignement supérieur, il est urgent de commencer à réfléchir à la création de chaires francophones, quasi inexistantes en France, afin de retenir des talents littéraires comme Maryse Condé, Alain Mabanckou ou Achille Mbembe, qui ont fini par s'exiler aux Etats-Unis

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Tribune dans Le Figaro (22/03/07)

Fraternité

Dans les valeurs de la République, la fraternité n'est pas une valeur moins importante que les autres. C'est la plus importante de toutes. (...) Je veux remettre la fraternité au coeur de la politique. Ce n'est pas démodé. Ce n'est pas l'affaire de la société civile. Ce n'est pas seulement la préoccupation du monde associatif. Ce doit être le combat d'un Président de la République : la Fraternité !

La fraternité pour moi c'est que les accidentés de la vie soient secourus. C'est que les malades puissent avoir une vie sociale normale, qu'ils puissent se loger, travailler, emprunter aux mêmes conditions que les autres avec s'il le faut une caution publique. C'est que le plein emploi soit atteint pour que tout le monde puisse travailler, puisse nourrir sa famille, élever ses enfants. C'est que celui qui travaille dur puisse se loger décemment.

Je rêve que le peuple français tout entier se lève pour que la fraternité ne soit plus seulement un mot gravé

sur le fronton des mairies mais devienne une réalité entre les hommes et les femmes de notre pays.

Je rêve qu'un jour tous les enfants dont les familles sont françaises depuis des générations, tous les enfants de rapatriés et de harkis, tous les enfants d'immigrés, tous les petits-enfants d'Italiens, de Polonais et de Républicains espagnols, tous les enfants catholiques, protestants, juifs ou musulmans puissent s'asseoir ensemble à la table de la fraternité.

Je rêve que vous viviez dans une France où personne ne soit jugé sur la couleur de sa peau ou sur sa religion ou sur l'adresse de son quartier, mais sur la nature de son caractère.

Je rêve que tous les enfants de tous les quartiers, de toutes les couleurs, de toutes les religions qui habitent ce pays qui est le leur puissent partager la même fierté d'être Français, les mêmes rêves et les mêmes ambitions, qu'ils aient le sentiment de vivre dans le même pays avec les mêmes chances et les mêmes droits.

Je rêve d'une France où chacun trouve sa place, où les professeurs n'aient plus peur de leurs élèves, où les adultes n'aient plus peur des jeunes, où les jeunes n'aient plus peur de devenir adultes, où les parents n'aient plus peur que leurs enfants vivent moins bien qu'eux, où l'ouvrier ne vive plus dans la hantise des délocalisations, où la différence ne soit plus vécue comme un danger mais comme une richesse, où l'avenir ne soit plus une menace mais une promesse.

Sources(s)

Discours Zénith (18/03/07)

Frontières de l'Europe

Je veux une Europe qui ait une existence politique, et qui ait une identité, et par conséquent une Europe qui ait des frontières. Je veux une Europe où tous les pays du monde, fussent-ils démocratiques, n'aient pas vocation à entrer. La Turquie, qui n'est pas un pays européen, n'a pas sa place à l'intérieur de l'Union Européenne. L'Europe sans frontière c'est la mort de la grande idée de l'Europe politique. L'Europe sans frontière c'est le risque de la voir condamnée à devenir une sous-région de l'ONU. Je ne l'accepte pas.

Sources(s)

Discours Strasbourg (21/02/07)

Frontières de l'Europe

Je veux une Europe qui ait une existence politique, et qui ait une identité, et par conséquent une Europe qui ait des frontières. Je veux une Europe où tous les pays du monde, fussent-ils démocratiques, n'aient pas vocation à entrer. La Turquie, qui n'est pas un pays européen, n'a pas sa place à l'intérieur de l'Union Européenne. L'Europe sans frontière c'est la mort de la grande idée de l'Europe politique. L'Europe sans frontière c'est le risque de la voir condamnée à devenir une sous-région de l'ONU. Je ne l'accepte pas.

Sources(s)

Discours Strasbourg (21/02/07)

Garde d'enfants

À la femme qui a du mal à concilier sa vie familiale et sa vie professionnelle, je propose un investissement massif dans le développement et la diversification des modes de garde.

Il faut régler une fois pour toutes le problème de la garde des enfants de moins de trois ans. Je rendrai opposable devant les tribunaux le droit à une solution de garde pour tout enfant de moins de trois ans. Pour ces enfants, chaque famille recevra une allocation qu'elle pourra utiliser pour payer une place en crèche ou recourir à une assistante maternelle. Je veux que l'argent que l'Etat consacre aux crèches vous soit directement donné. C'est vous qui déciderez qu'à tel endroit on ouvre une crèche, et non pas l'Etat ou les communes. Il n'est pas normal qu'il soit si difficile d'ouvrir des crèches d'entreprise, des crèches associatives ou des crèches municipales alors que le besoin est si grand.

Sources(s)

Discours Agen (22/06/06)

Rencontre « Femmes et égalité des chances » (06/04/07)

Gaz de France

GAZ DE FRANCE c'est une entreprise qui achète du gaz, mais qui n'en produit pas. Est-ce qu'il faut adosser cette entreprise qui achète sur un autre acheteur ? Pourquoi pas, on peut en discuter. Ou est-ce qu'il faut réfléchir à un producteur ? La question mérite d'être posée. (...)

GAZ DE FRANCE achète du gaz. SUEZ achète du gaz, de l'électricité. Si on les fusionne tous les deux, la taille est plus importante, donc on peut espérer qu'ils aient des prix moins chers. Si j'étais président de la République je pourrais aussi réfléchir, voir si GAZ DE FRANCE SUEZ ou GAZ DE FRANCE n'aurait pas intérêt à se tourner du côté de producteurs de gaz pour faire une grande entreprise qui produirait du gaz et le commercialiserait.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Golden parachute

Je veux dire au grand patron dont la gestion est un échec, et qui négocie une prime d'éviction en forme de parachute en or, qu'il est légitime que la réussite paye, mais qu'il est scandaleux que l'échec enrichisse (...). La moindre des choses, c'est que les dirigeants des grands groupes cotés assument leur rémunération devant leurs salariés, leurs actionnaires, et que, par conséquent, la rémunération de chaque dirigeant ne soit pas secrètement fixée dans le huis-clos du conseil d'administration, mais publiquement approuvée pour chacun d'entre eux par l'assemblée générale des actionnaires et, bien sûr, publiée nominativement dans le rapport annuel. Je propose qu'il en soit de même pour toutes les primes exceptionnelles, les parachutes et les retraites chapeau.

Sources(s)

Discours Agen (22/06/06)

Golden Parachutes

Si je suis élu président de la République, je ferai voter dès l'été 2007 une loi qui interdira la pratique détestable des golden parachutes, parce que c'est contraire aux valeurs qui sont les miennes.

Sources(s)

Réunion publique Marseille (19/04/07)

Gouvernement

Si je suis élu, mon gouvernement sera limité à 15 ministres pour être plus efficace. Je demanderai aux ministres de s'engager sur des objectifs et j'évaluerai régulièrement leur travail. Il y aura moins de lois, mais elles seront appliquées.

Je gouvernerai avec un gouvernement resserré, de 15 ministres, selon une architecture ministérielle totalement renouvelée. Je demanderai aux ministres de s'engager sur un contrat de mission à durée déterminée, c'est-à-dire sur des résultats que j'évaluerai chaque année. Je supprimerai massivement les organismes inutiles qui empêchent en réalité les ministres d'agir et ralentissent l'action publique. Je proposerai aux meilleurs du secteur privé de nous aider à reconstruire l'Etat par la création de contrats hors catégories de rémunération.

Sources(s)

Mon Projet

Conférence de presse (02/04/07)

Gratuité des musées

Il faut répondre aux attentes de nos compatriotes par des chèques culture, des passeports culturels offrant un panel de spectacles et d'activités, des exonérations ciblées capables d'attirer les publics éloignés des pratiques culturelles comme, par exemple, la gratuité dans les musées.

Sources(s)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Guichet unique

L'impôt réglementaire que constituent les contraintes et les normes de toute nature pèse sur nos entreprises. Cette charge pénalise toutes nos entreprises, mais touche plus durement encore les plus petites d'entre elles. Je suis convaincu que le chantier de la simplification administrative doit réellement changer de dimension. Il nous faut nous fixer dorénavant des objectifs extrêmement concrets. Cela passe par la limitation très stricte du temps nécessaire au renseignement des formulaires, par la simplification effective de la feuille de paye des salariés français, et par la réorganisation de l'ensemble des relations entre l'Etat et les entreprises dans une logique de « guichet unique ».

Sources(s)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Handicap

Je veux que nous ayons l'argent nécessaire pour mener de grandes politiques de solidarité. Je veux en citer trois plus particulièrement. La première concerne les personnes handicapées. Elles nous apprennent le courage et c'est pourquoi je veux absolument que nos enfants soient scolarisés dans les mêmes écoles que les enfants handicapés. Elles nous rappellent ce qui est vraiment important dans l'existence. Je veux rendre opposables devant les tribunaux un certain nombre de droits qui les concernent, notamment l'accès aux transports et aux bâtiments publics. Leur insertion dans le monde du travail sera pour moi une priorité et je leur ouvrirai les portes de l'enseignement supérieur.

J'ai la conviction profonde que le handicap enrichit celui qui le côtoie. C'est pourquoi j'ai toujours pensé que la société avait le devoir de garantir aux personnes handicapées les mêmes conditions d'existence qu'aux personnes valides, et à ces dernières, la chance de pouvoir apprécier le courage et la volonté des personnes handicapées. A l'école, au travail, dans les loisirs : la place des personnes handicapées est au milieu des personnes valides, ni plus, ni moins.

Je considère, d'abord, que l'Allocation Adulte Handicapé ne permet pas de vivre décemment, elle n'atteint même pas le seuil de pauvreté, et, au nom de la solidarité la plus élémentaire, je propose d'en revaloriser le montant de 25%. Je veux ensuite encourager et reconnaître le mérite des personnes handicapées qui décident de reprendre un emploi, en mettant en place un revenu de solidarité active, c'est-à-dire une allocation qui permette de toujours garantir un vrai supplément de revenu entre celui qui travaille et celui qui ne travaille pas.

Je suis choqué lorsque des entreprises préfèrent payer une amende plutôt que d'embaucher au moins 6% de personnes handicapées, et scandalisé que les administrations ne respectent pas le quota de 6%. J'ai moi-même quadruplé, en trois ans, le nombre de personnes handicapées employées par le Conseil général des Hauts-de-Seine. Je ferai tout pour que le seuil de 6% soit atteint. Pour les services de l'Etat, ce sera pour moi un impératif. J'entends bien convaincre aussi les collectivités locales et les entreprises. Je veux favoriser l'accès des personnes handicapées aux établissements d'enseignement supérieur où elles sont beaucoup trop peu présentes. Cette égalité de droits, je veux d'ailleurs l'étendre à tous les domaines de la vie quotidienne. C'est pourquoi je veux rendre opposables devant les tribunaux les principes d'accessibilité des bâtiments publics et de scolarisation des enfants handicapés dans les établissements ordinaires.

Chaque collectivité doit assumer sa part de responsabilité et financer les éventuelles mises en conformité des bâtiments ou des moyens de transport relevant de ses compétences. S'agissant de la dépendance liée au handicap et au vieillissement, dont les coûts sont immenses et croissants, je propose la création d'une cinquième branche de la protection sociale : elle permettra d'assurer une prise en charge des situations de perte d'autonomie.

C'est pour la République un honneur et un devoir que d'accueillir et de soigner les étrangers dans les meilleures conditions possibles, en particulier les enfants et les adolescents. Je me suis toujours montré très attentif à ce que les personnes en situation de handicap nécessitant des soins, obtiennent un droit de séjour en France lorsqu'elles ne pouvaient pas bénéficier du traitement approprié dans leur pays d'origine. Je considère toutefois que ce séjour ne fait pas naître un droit à demeurer en France : sur ce sujet, je crois qu'il faut savoir faire preuve d'humanité, mais aussi de responsabilité.

Sources(s)

Mon Projet

Interview Yanous Focus (avril 2007)

Harkis

Vous avez été victimes d'une double discrimination: discriminés parce que la France vous a mobilisés et vous a abandonnés; discriminés parce que vivre dans un camp n'offre pas les mêmes chances au départ de la vie. (...) Si je suis élu, je m'engage à faire pour vous une discrimination positive, doublement positive, la discrimination positive « plus, plus ». Vous êtes, vous les enfants de harkis, les premières personnes vers qui nous devons engager une politique de discrimination positive (...) par la mise en place de politiques individualisées en matière de formation, d'accès à l'emploi ou au logement, ainsi que des concours spécifiques d'accès à l'emploi public ou une politique particulière d'accès aux fonctions et postes politiques.

Les harkis ayant été en captivité pourront bénéficier du titre de « prisonniers de guerre ». Ils seront tous « considérés comme des anciens combattant ».

La création rapide d'une Fondation pour la mémoire sur la guerre d'Algérie, dans laquelle les harkis (auront) toute leur place, avec les autres rapatriés. (...) Il faudra bien un jour rendre hommage aux victimes de cette « guerre sans nom » sur les deux rives, des victimes auxquelles on doit enfin donner des visages.

Sources(s)

Rencontre avec les associations de Harkis (31/03/07)

Heures supplémentaires

Les heures supplémentaires seront toutes payées au moins 25 % de plus que les heures normales, et elles seront exonérées de toute charge sociale et de tout impôt. En travaillant quatre heures de plus par semaine, un salarié rémunéré au Smic gagnera immédiatement 165 euros net de plus par mois.

Sources(s)

Mon Projet

Hôpital

Je libérerai l'hôpital de la contrainte des 35 heures en permettant à tous ceux qui veulent travailler plus pour gagner davantage de le faire.

L'hôpital est en pleine transformation : nouvelle gouvernance, T2A. Nous devons prendre le temps de l'évaluation de ces réformes. Je veux poser par avance plusieurs principes. D'une part, l'autonomie de l'hôpital et sa souplesse d'organisation. C'est le meilleur moyen pour que l'organisation sanitaire la plus adaptée aux populations desservies soit mise en place. D'autre part, la garantie du service public. Il faut s'assurer que la mise en place des réformes respecte les missions propres de l'hôpital public que sont la recherche, la formation, les urgences et l'égalité d'accès aux soins sur le territoire. C'est dans ces conditions que nous pourrons aller vers une tarification commune entre public et privé.

Je veux lancer rapidement un grand débat sur les missions de l'hôpital. Il faut ramener l'hôpital à sa mission première, soigner les patients qui souffrent de pathologies médicales. Cela suppose de développer les services de long et moyen séjour pour les personnes en fin de vie, les personnes dépendantes. Le personnel qui le souhaite pourra faire des heures supplémentaires exonérées de charges. C'est comme cela que nous supprimerons les 35 heures à l'hôpital. Il faut également revoir la carte hospitalière. On ne pourra pas conserver en l'état tous les hôpitaux de France. Certains sont trop petits pour assurer des soins techniques dans des conditions de sécurité satisfaisantes, mais devront remplir d'autres missions. Quant aux infirmières, je fais mienne la question de la revalorisation de leur diplôme. Je veux offrir au personnel médical de meilleures possibilités de promotion sociale, notamment pour les infirmières qui veulent devenir médecins.

Je souhaite revoir la gouvernance des hôpitaux, en leur permettant, dans la ligne des réformes en cours, de se consacrer davantage à la politique médicale, de bénéficier d'une plus grande souplesse et d'une plus grande autonomie de gestion, et en même temps d'être évalués sur des résultats. La création d'un conseil de surveillance et d'un directoire, deux organes distincts, permettrait de séparer les fonctions opérationnelles des fonctions de contrôle. Le directoire serait dépositaire de l'unité de commandement et de décision et mettrait en oeuvre la politique hospitalière approuvée par le conseil de surveillance.

Sources(s)

Mon Projet

Interview Hôpitaux MAGazine (avril 2007)

Interview Panorama du médecin (mars 2007)

Interview Femme Actuelle (26/03/07)

Hôpital prison

La présence de malades dans les prisons » est « un problème essentiel. (...)Il faut de toute urgence développer l'Hôpital prison ». Des structures comme l'hôpital prison permettraient de placer « dans des établissements d'un nouveau type des hommes et des femmes qui ont besoin d'être soignés et qui peuvent présenter un danger à la fois pour la société et leurs co-détenus.

Sources(s)

Visite au centre pénitencier pour femmes de Rennes (22/01/07)

ICANN

La gestion actuelle par l'ICANN n'est pas une « menace » pour les autres pays. La véritable menace serait de voir ces questions du ressort de pays peu respectueux de la liberté d'expression. La création, à la suite du dernier Sommet mondial sur la société de l'information de Tunis, d'une plateforme de dialogue permanent, le Forum sur la Gouvernance d'Internet, est un premier pas vers une gestion plus équilibrée de l'Internet à l'échelle internationale.

Il faut aller plus loin. Je souhaite que la France participe plus activement à ces discussions qui structurent l'avenir d'Internet dans le monde, et la prochaine réunion du forum, en novembre 2007 à Rio, en donnera l'occasion.

Sources(s)

Interview au magazine Internauts Micro (mars 2007)

Identité nationale

Je défends une identité française fondée sur un certain nombre de valeurs sur lesquelles je ne transigerai pas: la laïcité, l'égalité entre les hommes et les femmes, l'égalité pour tous les territoires, la promotion sociale, la valorisation du mérite.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Immigration

Pendant des années, on n'a pas pu parler d'immigration dans notre pays. Ceux qui n'acceptaient pas l'ouverture totale des frontières étaient immédiatement taxés d'extrémisme ou de racisme. Je veux souligner qu'en matière d'immigration les problèmes sont plus devant nous que derrière nous et qu'il n'y a pas d'autre solution qu'une politique responsable, qui concilie immigration maîtrisée et codéveloppement. Si je suis élu, je conforterai la politique d'immigration choisie que j'ai engagée en tant que ministre de l'Intérieur. J'instaurerai des plafonds annuels d'immigration. La laïcité, l'égalité entre la femme et l'homme, la liberté de

conscience sont des principes avec lesquels je ne transigerai jamais. Je demanderai à ceux qui veulent venir s'installer en France de faire l'effort d'apprendre le français avant, parce que c'est une condition essentielle d'une intégration réussie et parce que cela sera un signe de leur volonté de respecter notre culture. Le regroupement familial ne sera possible que si la personne a un logement et un travail lui permettant de faire vivre sa famille sans prise en compte des allocations familiales. Enfin, j'ai proposé la création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, car l'intégration passe par le partage de notre culture autant que par son enrichissement. Un seul ministère doit traiter l'ensemble des questions relatives à l'immigration, à l'intégration et au codéveloppement.

Sources(s)

Mon Projet

Immigration choisie

Entre l'immigration zéro, qui nous appauvrirait et serait contraire à nos intérêts comme à nos traditions, et l'ouverture totale des frontières, qui est une folie irresponsable alors que de grandes migrations s'annoncent, il existe une position de bon sens, qui est celle de l'immigration régulée, concertée avec les pays d'origine. La France doit continuer d'accueillir des migrants. C'est son intérêt et sa responsabilité, notamment pour la formation des élites des pays que nous aidons.

Mais elle ne doit le faire qu'à certaines conditions.

La première condition, c'est de se doter de plafonds d'immigration, comme le fait par exemple le Canada, un pays démocratique somme toute. Nous ne pouvons accueillir que dans la mesure où nous pouvons fournir un logement, un emploi, une école pour les enfants. Sinon c'est la crise de l'intégration et des banlieues, comme nous la connaissons aujourd'hui.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Immigration clandestine

Il faut lutter contre l'immigration clandestine qui fait la fortune des marchands de sommeil et des passeurs sans scrupule qui n'hésitent pas à mettre en danger la vie des pauvres malheureux dont ils exploitent la détresse.

Je souhaite que celui qui a été reconduit dans son pays ne puisse pas obtenir un titre de séjour en France pendant les 5 ans qui suivent.

Je souhaite que les étrangers en situation irrégulière soient exclus du droit au logement opposable.

Sources(s)

Discours de Caen (09/03/07)

Impôts

Je n'augmenterai pas les impôts, mais au contraire ferai tout pour les baisser. Je ne vois pas quelle gloire on peut tirer du fait que nos impôts sont quatre points plus élevés que la moyenne de l'Union européenne à 15.

Revalorisation des retraites

Pouvoir d'achat/Retraites/Injustices

Je comprends la forte inquiétude des personnes âgées qui, depuis dix ans, subissent une véritable érosion

de leur pouvoir d'achat sous l'effet de la pression fiscale. C'est pour cela que je suis autant soucieux de réduire les impôts. J'augmenterai de 25 % le minimum vieillesse, je revaloriserai les petites retraites et les pensions de réversion pour que ces retraités vivent mieux. Ces mesures seront financées grâce aux économies que j'obtiendrai en réformant les régimes spéciaux de retraite.

Sources(s)

Mon Projet

Impôts sur les bénéfices

Je demande un impôt sur les bénéfices des sociétés modulé. Plus cher pour ceux qui suppriment de l'emploi, moins élevé pour ceux qui gardent de l'emploi.

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Indépendance et pluralisme de la presse

Il est tout à fait légitime de poser la question du pluralisme des médias au regard de son importance pour le débat démocratique. Je constate qu'il existe des règles et des instances de contrôle qui s'assurent de ce pluralisme. Notre industrie des médias est menacée pour sa part par la révolution numérique et la mondialisation de la culture et de la communication. Elle a donc besoin d'avoir des groupes solides qui la structurent. Par suite, la situation actuelle me semble satisfaisante dans ses grandes lignes, même si elle n'exclut pas des adaptations. Un rapport a été remis à ce sujet par Alain Lancelot en 2005. Il a ouvert des pistes. Je suis prêt à en reprendre certaines et ferai en sorte que la réflexion se poursuive. Je veux ajouter que je suis préoccupé par les difficultés actuelles de la presse écrite, alors que la qualité, la diversité et l'indépendance de celle-ci constituent des protections absolument déterminantes pour la liberté d'expression et la démocratie. J'entends donc soutenir, par tous les moyens possibles, le secteur de la presse écrite dans les efforts qu'il doit entreprendre pour sortir de la crise qu'il traverse.

Sources(s)

Réponses à Reporters sans frontières (avril 2007)

Indice des prix

Je propose de revoir l'indice des prix. Chacun s'en rend compte en faisant ses courses ou en payant ses factures, il ne reflète pas la réalité. Pour que cet indicateur soit utile, il faut qu'il corresponde véritablement aux dépenses. Je prévois donc de le modifier.

Sources(s)

Interview Femme Actuelle (26/03/07)

Industrie

Contre les délocalisations, je mettrai en oeuvre une politique industrielle, en choisissant les secteurs stratégiques sur lesquels concentrer nos efforts. Notre pays doit garder des usines. L'exemple d'Alstom montre qu'il est possible et utile de nous battre pour notre industrie.

Accepter la fin de l'industrie comme une fatalité est une erreur stratégique.

La nouvelle économie transforme l'ancienne, elle ne la fait pas disparaître. La nouvelle économie n'a fait disparaître ni la sidérurgie, ni la mécanique, ni le textile. Les services ne feront pas disparaître l'industrie.

Je propose que soit mise en oeuvre une politique de filières qui permette à la France d'exploiter ses atouts et de tirer le meilleur parti de ses avancées technologiques et de son image de marque dans le nucléaire, le ferroviaire, l'espace, l'automobile, la santé, l'agro-alimentaire, le tourisme ou le luxe, ou encore dans les technologies propres où la France est en mesure, si elle s'en donne les moyens, de prendre un avantage décisif.

Je propose que l'Etat se donne les moyens d'investir dans les bassins industriels en difficulté pour les réindustrialiser en y développant des activités nouvelles.

Sources(s)

Mon Projet

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Industrie du jeu vidéo

Il y a tout d'abord les efforts engagés par la France pour le crédit d'impôt production en faveur du jeu vidéo. C'est une mesure forte dont je soutiens le principe et que les députés viennent d'inscrire dans le projet de loi de modernisation de la diffusion audiovisuelle et de la télévision du futur. Des négociations restent à conduire auprès de la Commission européenne, notamment en ce qui concerne le périmètre des jeux pouvant bénéficier de cette mesure, et j'entends être vigilant sur les critères retenus, afin de ne pas pénaliser l'économie nationale du jeu vidéo. Au-delà, le jeu vidéo est une industrie encore jeune, et tout reste à construire pour que notre pays lui offre des conditions optimales de développement. Je pense par exemple à la formation aux métiers du jeu vidéo, mais aussi au développement de pôles de compétitivité consacrés à cette activité, à l'instar du pôle Image Multimédia et Vie Numérique d'Ile-de-France, ou encore du projet de pôle « jeu vidéo » initié par Capital Games et Lyon Game. De façon générale, le ministère de la Culture et de la Communication a déjà engagé de nombreux efforts dans le sens de la reconnaissance du caractère culturel du jeu vidéo, et la mise en oeuvre des outils nécessaires pour que cette industrie dispose des moyens nécessaires dans un univers mondial fortement concurrentiel. C'est une direction que j'entends poursuivre et intensifier.

Sources(s)

Interview PlayStation (04/07)

Industrie du logiciel

Je souhaite conforter l'excellence de notre industrie du logiciel et en particulier dans le domaine des jeux vidéos où nos talents fort nombreux ont tendance à s'expatrier de plus en plus souvent.

L'industrie du logiciel, qu'il soit libre ou propriétaire, est capitale pour l'avenir. La France excelle dans cette discipline et je souhaite favoriser la pleine expansion de l'édition logicielle dans la diversité de ses modèles économiques, sous ces deux aspects, qui sont d'ailleurs de plus en plus complémentaires. Un pôle de compétitivité est en voie de création autour du logiciel libre. J'en soutiens le principe.

Sources(s)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Interview dans le magazine L'Ordinateur individuel (mars 2007)

Industrie du médicament

Le secteur du médicament est une priorité à mes yeux. Il faut en finir avec la pression fiscale croissante qui pèse sur cette industrie depuis tant d'années. Ma conviction est que nous allons dépenser de plus en plus pour la santé. C'est bon pour les patients, pour l'emploi, pour l'économie. Il faudra donc que nous ayons les recettes nécessaires pour financer ces dépenses, sans handicaper les générations futures. En revanche, je suis hostile à une régulation comptable de l'assurance-maladie ayant pour seul but de contracter les dépenses.

Sources(s)

Interview Pharmaceutiques (mars 2007)

Infirmières/Infirmiers

Malgré les grands services qu'elles rendent à la société, aux patients et à leur famille, les infirmières et infirmiers restent en ville comme à l'hôpital les oubliés de nos politiques de santé : leurs qualifications ne bénéficient pas d'une reconnaissance à la hauteur de la durée des études et du niveau d'exigence de leurs responsabilités professionnelles ; l'amélioration de leurs perspectives en termes de rémunération et de carrière a pris un retard incontestable.

Leur effort et leur mérite doivent être davantage valorisés, leur rôle indispensable dans notre système de soins conforté. C'est autant une question de justice qu'un enjeu d'efficacité et de qualité des soins, qu'il s'agisse de faire face à la problématique du vieillissement de la population et de la prise en charge de la dépendance, de privilégier le maintien à domicile de préférence à l'hospitalisation, de relever le défi de la prévention ou d'améliorer le fonctionnement de nos hôpitaux.

Dans ces conditions, Nicolas Sarkozy redit son souhait que leur diplôme soit reconnu au niveau licence et que la tarification des actes des infirmières et infirmiers exerçant en libéral soit réévaluée. Dans un souci d'équité avec les autres professionnels de santé, j souhaite également que leurs indemnités kilométriques soient progressivement revalorisées.

La revalorisation de la condition infirmière fait clairement partie de son projet pour la santé. A cet effet, il s'engage à ce que son gouvernement définisse avec la profession un plan de revalorisation prévoyant notamment que leur soient transférés certains actes diagnostics et thérapeutiques dans le cadre d'une délégation de tâches concertée avec le corps médical, que soient reconnues au niveau Bac+4 voire Bac+5 (niveau Master 1 et 2) certaines spécialités infirmières, que soient remises à plat les conditions d'application des 35 heures à l'hôpital pour permettre aux personnels qui le désirent de gagner plus en travaillant davantage, que soient mises en place des incitations financières pour encourager l'activité des infirmières et infirmiers dans les zones déficitaires, ou encore que soit facilité juridiquement et financièrement le développement des cabinets libéraux de groupe.

Sources(s)

Communiqué sur une lettre adressée aux infirmières et infirmiers (17/04/07)

Innovation industrielle

Sur le terrain de l'innovation industrielle, c'est aussi la démarche d'un financement par projets qui prévaut déjà dans les pôles de compétitivité que j'ai mis en place à travers l'ensemble de notre pays. Dans ces pôles, il s'agit, je le rappelle, de rapprocher les industriels et les chercheurs, afin de favoriser une R&D gagnante. Cela commence à marcher et si le succès se confirme, la France prendra là un tournant décisif pour son avenir industriel.

Sources(s)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Institutions européennes

Débloquer l'Europe institutionnellement, telle est à mes yeux la priorité absolue si nous ne voulons pas que très vite l'Union ne se transforme en une simple zone de libre-échange où viendront s'affronter les spéculateurs et les prédateurs du monde entier.

Débloquer l'Europe institutionnellement, ce sera le sens de ma première initiative européenne si je suis élu. Dans ce but je proposerai à nos partenaires de nous mettre d'accord sur un traité simplifié qui reprendra les dispositions du projet de traité constitutionnel nécessaires pour que l'Europe puisse se remettre en marche qui n'ont pas suscité de désaccord majeur durant la campagne référendaire.

Sources(s)

Discours Strasbourg (21/02/07)

Instruction civique

Une des missions essentielles de l'école républicaine est d'assurer la formation de citoyens libres et éclairés. Je pense que l'école doit dispenser des connaissances, mais aussi des valeurs, parmi lesquelles figurent le respect de l'autorité, la responsabilité, l'intégrité morale. C'est pourquoi je suis favorable à ce que l'instruction civique soit davantage intégrée aux enseignements dispensés par l'école.

Sources(s)

Questionnaire Organisation -Transparence-Internatonal France (TI France - mars 2007)

Intégration

Je demanderai à ceux qui veulent venir s'installer en France de faire l'effort d'apprendre le français avant, parce que c'est une condition essentielle d'une intégration réussie et parce que cela sera un signe de leur volonté de respecter notre culture. (...) J'ai proposé la création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, car l'intégration passe par le partage de notre culture autant que par son enrichissement. Un seul ministère doit traiter l'ensemble des questions relatives à l'immigration, à l'intégration et au codéveloppement.

La France est un pays qui s'est construit par l'ouverture ; je veux que la France reste ouverte, accueillante et généreuse. Je veux que tous ceux qui aiment la France et respectent la France soit accueillis chez nous parce que nous avons besoin d'eux. Et je dis une chose : nous avons un socle de valeurs : la laïcité, la séparation du temporel et du spirituel, l'égalité entre la femme et l'homme qu'on ne bradera pas. Si vous n'expliquez pas à ceux qui vont nous rejoindre, les immigrés, qu'il y a des valeurs que nous ne négocierons pas, qui s'appelle l'identité de la France, comment voulez-vous qu'ils s'intègrent.

La politique de l'immigration, c'est l'identité de la France dans 30 ans. Ceux qui nous rejoignent doivent la respecter, tout en apportant ce qu'ils sont. Nous ne voulons pas brader les valeurs de cette identité française. Un pays se construit par vagues successives d'immigration. Il est cohérent de vouloir rénover l'intégration à la française en rappelant que la France n'est pas seulement une démocratie où seule compte la loi de la majorité, c'est aussi une République avec des principes et des valeurs.

Ceux qui veulent soumettre leur femme, ceux qui veulent pratiquer la polygamie, l'excision ou le mariage forcé, ceux qui veulent imposer à leurs soeurs la loi des grands frères, ceux qui ne veulent pas que leur femme s'habille comme elle le souhaite ne sont pas les bienvenus sur le territoire de la République française.

Sources(s)

Mon Projet

Journal de 20 heures (TF1 - 14/03/07)

Interview au Journal du Dimanche (11/03/07)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Intermittents du spectacle

Je mesure pleinement le rôle joué par les intermittents du spectacle, sans lesquels il n'y aurait pas de spectacle vivant, pas de créations cinématographiques, ou audiovisuelles. Il est normal qu'ils bénéficient d'un régime d'indemnisation du chômage particulier, qui est d'ailleurs unique dans le monde. Je suis favorable à une indemnisation généreuse qui permette à ceux qui décident de travailler pour la culture de vivre convenablement quitte à leur demander en contrepartie de contribuer au développement de l'enseignement artistique et à la découverte par les jeunes des métiers de la culture.

Pour l'instant, un nouvel accord vient d'être signé. Je pense qu'il faut le laisser vivre et en faire le bilan dans quelques mois. Mais la vérité, c'est qu'un accord sera toujours insuffisant tant qu'il se fera dans un contexte de pénurie. Or, je suis convaincu que l'emploi culturel est plein de promesses, et qu'il compte parmi les secteurs les plus créateurs, potentiellement, de richesses et de croissance, en particulier du côté du cinéma et de l'audiovisuel. Je ferai tout pour le développement de l'emploi culturel.

Sources(s)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Internats d'excellence

Protéger l'enfant c'est faire en sorte que les bons élèves issus de familles modestes et qui ne peuvent pas étudier chez eux dans de bonnes conditions puissent être accueillis dans des internats d'excellence.

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Investissement

Depuis trop longtemps la France cherche à rétablir ses équilibres en diminuant ses dépenses d'investissement au lieu de diminuer ses dépenses courantes.

Depuis trop longtemps la France sacrifie ses dépenses d'avenir parce que personne n'a le courage de toucher aux dépenses du passé.

Je propose de tailler dans la dépense improductive et de donner la priorité à l'investissement.

Je propose d'investir massivement dans l'enseignement supérieur et dans la recherche après avoir donné à nos universités une plus grande autonomie.

Je propose de donner aux Français la possibilité de s'endetter davantage pour investir. Il faut donner à tous ceux qui ont des projets les moyens de les financer grâce à du capital risque public, à des prêts à taux zéro,

à un système de cautionnement public qui mutualise les risques et qui permette à ceux qui ne peuvent pas apporter de garanties d'accéder au crédit.

Je propose que le crédit d'impôt recherche soit porté à 100% pour stimuler l'effort de recherche des entreprises.

Sources(s)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Irak

Les Français savent aussi qu'ils doivent à la lucidité de Jacques Chirac de ne pas les avoir entraînés dans une entreprise incertaine, celle d'une guerre en Irak qui était une erreur historique et qu'ils ne souhaitent pas. (...)

En Irak, ma conviction est que la solution ne peut être que politique. Il faut réinventer un "pacte" entre Irakiens qui assurerait à chaque communauté, à chaque segment de la société irakienne, à chaque Irakien un accès équitable aux institutions et aux ressources du pays. Et qui isolerait les terroristes. En ce qui concerne la question du retrait des troupes étrangères, la France n'a pas de troupes sur le terrain et n'est donc pas la mieux placée pour dire quelle serait la bonne date pour ce retrait. Il y a me semble-t-il deux écueils à éviter : un retrait précipité, qui entraînerait le chaos, ou l'absence de toute perspective de retrait, à laquelle les Irakiens réagiraient par plus de violence et qui ferait le jeu des terroristes. La voie adaptée consiste à fixer un "horizon" pour le retrait, qu'il appartient aux autorités irakiennes de définir en fonction de la situation et en liaison avec les pays qui ont des troupes sur le terrain. Je crois qu'ainsi les Irakiens seront assurés que l'objectif est bien de leur rendre la plénitude de leur souveraineté.

Sources(s)

Conférence de presse sur la politique internationale (28/02/07)

Iran

Je suis convaincu qu'une solution diplomatique est possible si la communauté internationale reste ferme sur ses principes et dans ses demandes. Un nouveau conflit aurait des conséquences très graves pour la région. L'accès de l'Iran à l'arme nucléaire est inacceptable, mais le règlement de la crise avec l'Iran doit être recherché par la négociation et dans un cadre multilatéral. La France doit agir pour que la communauté internationale reste unie, comme elle l'a été en adoptant à l'unanimité les résolutions 1 737 et 1 747.

Si l'Iran continue à ne pas respecter les résolutions du Conseil de sécurité, il faudra aller plus loin dans les sanctions pour faire comprendre au régime que nous n'acceptons pas le fait accompli d'un Iran nucléaire. Dans ce cas, nous rechercherons en priorité l'unité du Conseil de sécurité sur de nouvelles mesures. Rien n'est exclu, a priori, ce qui compte, c'est l'efficacité. S'agissant de sanctions en dehors du Conseil de sécurité, ce n'est pas un problème de principe. Mais il est, bien sûr, préférable d'avoir une résolution de l'ONU.

C'est à l'Iran de choisir entre sanctions et isolement croissant ou coopération. En contrepartie, la Communauté internationale doit garantir qu'elle tiendra ses engagements, notamment en termes d'accès au nucléaire civil, si Téhéran respecte ses obligations.

Sources(s)

Le Monde (16/04/07)

Interview Arabies (04/07)

ISF

Il n'y aura pas de suppression de l'ISF si je suis président de la République. Il est normal que ceux qui ont les plus gros patrimoines paient davantage. En revanche, je crois à un bouclier fiscal à 50 % intégrant la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). Autrement dit, nul ne paiera au fisc plus que la moitié de ce qu'il a gagné. Il faut faire revenir les patrimoines et créer une nouvelle génération de capitalistes familiaux, qui investissent dans les PME et au service de l'emploi. J'entends donc donner à ceux qui paient l'ISF la possibilité de déduire de cet impôt, par exemple jusqu'à 50 000 euros, à condition de l'investir dans les PME. Je veux que tous ceux qui ont des projets puissent les financer et pas seulement dans la high tech ou dans Internet.

Sources(s)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Islam

Je pense qu'il n'y a pas eu un ministre de l'Intérieur qui ait fait davantage pour les musulmans de France que moi, en créant le CFCM, en indiquant qu'il n'y avait aucun amalgame à faire entre l'Islam et les extrémistes, en demandant pour les Musulmans le droit de prier non pas dans des caves et des garages, mais dans des mosquées, et en indiquant que l'Islam de France que je souhaite à la différence de l'Islam en France, que je ne souhaite pas.

La place de l'islam doit être celle de toute religion dans une société laïque, qui garantit la liberté de conscience, de religion, de culte. La France doit rester le pays de la liberté de pensée et d'expression. Je garantirai le droit des musulmans à pratiquer leur culte de manière digne, mais aussi le respect de nos principes fondateurs : laïcité, liberté de conscience, égalité hommes/femmes.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Interview Arabie (04/07)

Islam de France

Je veux également couper l'islam de France des influences étrangères, qu'il s'agisse du financement des lieux de culte ou de la formation des imams.

Je pense qu'il n'y a pas eu un ministre de l'Intérieur qui ait fait davantage pour les musulmans de France que moi, en créant le CFCM, en indiquant qu'il n'y avait aucun amalgame à faire entre l'Islam et les extrémistes, en demandant pour les Musulmans le droit de prier non pas dans des caves et des garages, mais dans des mosquées, et en indiquant que l'Islam de France que je souhaite à la différence de l'Islam en France, que je ne souhaite pas.

Sources(s)

Interview La Croix (04/04/07)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Israël

S'agissant plus spécifiquement du conflit israélo-palestinien, ma conviction est que, si nous voulons trouver une solution, chacun des protagonistes doit accepter de reconnaître le droit de l'autre. Personne ne saurait perdre de vue deux réalités fondamentales : d'un côté, le terrorisme dont est victime la population israélienne, qui est inacceptable, de l'autre, un peuple occupé, qui ne renoncera jamais, quoi qu'il endure. Dans ce conflit, la France doit adopter une position équilibrée et un discours de franchise.

A nos amis palestiniens, je veux dire que l'existence et la sécurité de l'Etat d'Israël ne sont pas négociables et que rien ne peut justifier la violence. Les terroristes qui prétendent agir en leur nom et pour leur bien sont en fait les véritables ennemis des Palestiniens car ils les privent d'une paix à laquelle ils aspirent et ont droit. C'est la raison pour laquelle la France, avec l'ensemble de la communauté internationale, a posé comme condition à la reprise du dialogue avec le gouvernement palestinien que ce dernier respecte les trois conditions posées par le Quartet : la reconnaissance d'Israël, le renoncement à la violence et le respect des accords antérieurs.

Et à nos amis israéliens, je veux dire qu'Israël doit se tenir prêt à faire les concessions nécessaires pour permettre aux Palestiniens d'établir un Etat viable.

Vous l'avez compris, je défendrai avec la même énergie et avec la même force le droit d'Israël à vivre en sécurité et le droit des Palestiniens à disposer d'un Etat. Sur cette base, je suis convaincu qu'une solution pourra être trouvée, car l'immense majorité des deux peuples ne veut que la paix et la réconciliation.

Sources(s)

Interview Actualité Juive (04/07)

Jeu vidéo

Il n'est plus nécessaire de faire la preuve de l'engouement des Français pour le jeu vidéo : avec 15 millions de joueurs français et plus d'un milliard d'euros de ventes, nous sommes face à une révolution culturelle au sens où l'usage du jeu vidéo devient un loisir extrêmement prisé. A mes yeux, cela signifie clairement que le jeu répond à une attente forte, mais aussi que les talents français en matière de création de jeux doivent savoir trouver dans notre pays les conditions pour se développer sans devoir s'expatrier, et que la distribution des jeux doit respecter toutes les sensibilités. (...)

Le jeu vidéo ne se résume pas aux seuls jeux ultra-violents, bien au contraire. C'est devenu un véritable phénomène de société qui nous réserve des évolutions passionnantes et permet aux joueurs de vivre différentes situations, des plus anodines aux plus extrêmes, sans me parler des mondes, virtuels qui commencent à apparaître. Ce que j'espère, c'est que ce phénomène saura continuer à se développer en harmonie avec les règles de notre société. Les efforts de signalisation des éditeurs comme les politiques de sensibilisation des parents aux risques de certains jeux sont une bonne voie, même si de vraies améliorations restent nécessaires. (...) C'est un sujet que je suis avec une très grande attention : on ne peut transiger ni avec la protection des mineurs, ni avec la liberté des adultes, ni avec la responsabilité des professionnels.

Sources(s)

Interview PlayStation (04/07)

Jeunes

Je veux permettre à chaque jeune de conquérir l'autonomie financière qui lui permette de financer ses

études, sa formation, de ne plus vivre chez ses parents, de vivre sa vie, de vivre avec qui il veut, d'aimer qui il veut, comme il veut.

Sources(s)

Discours Zénith (18/03/07)

Juge

L'affaire Outreau a mis en lumière, de manière dramatique, les graves dysfonctionnements de notre justice pénale. Je propose une refonte complète de la procédure pour sortir le juge d'instruction et le juge des libertés et de la détention (JLD) de leur solitude. Le JLD sera supprimé et l'instruction sera conduite par des juges expérimentés travaillant davantage en équipe. La détention provisoire sera prononcée au terme d'une procédure d'habeas corpus, en audience publique et contradictoire, devant une juridiction collégiale dont le juge d'instruction ne fera pas partie.

Qu'il s'agisse autrefois du juge d'instruction, aujourd'hui du juge des libertés et de la détention, une évidence s'impose : un juge seul n'offre pas assez de garanties pour prendre une décision aussi lourde que celle d'incarcérer une personne présumée innocente. Je souhaite donc la création de juridictions collégiales, ne comprenant pas le juge d'instruction et statuant en audience publique sur la mise en détention provisoire. Elles devraient aussi se faire présenter régulièrement chaque mis en cause pour vérifier la justification du maintien en détention préventive et l'état d'avancement des investigations. Une mise en examen ne devrait d'ailleurs pas durer plus de cinq ans.

Un Etat qui protège c'est un Etat qui garantit l'indépendance de la justice et lui donne les moyens nécessaires à son fonctionnement. C'est un Etat où les juges sont responsables de leurs actes quand ils commettent des fautes comme n'importe quel citoyen.

Sources(s)

Le Parisien version électronique (23/03/07)

Discours Corneilles-en-Parisis (06/03/07)

Justice

Je veillerai rigoureusement à l'indépendance de la justice, notamment en lui donnant les moyens nécessaires à sa mission. Mais la justice ne peut pas être un pouvoir à côté des autres, sans aucun contrôle, ni contre-pouvoir. Rendue en votre nom, elle doit vous rendre des comptes. C'est pourquoi je veux que le Conseil supérieur de la magistrature soit composé majoritairement de non-magistrats, que vous puissiez le saisir si vous vous estimez victimes de la négligence ou de la faute d'un magistrat et que vous participiez aux jugements des affaires délictuelles les plus graves. Enfin, je souhaite que notre pays progresse sur la voie des libertés. Plus aucun citoyen ne devra craindre d'être placé sans défense en prison comme cela s'est passé dans la terrible affaire d'Outreau. Je créerai une procédure d'habeas corpus, qui garantira que personne n'est envoyé, ni main maintenu en prison sans qu'une juridiction collégiale statuant en audience publique ne se soit prononcée. Je veux également réformer en profondeur nos prisons pour qu'elles soient un lieu de préparation de la réinsertion, pas un lieu d'aggravation de la relégation.

Sources(s)

Mon projet

Laïcité

Pour promouvoir la laïcité, nous pourrions diffuser largement une "charte de la laïcité et de la citoyenneté", dans les écoles, lors des retraits de cartes d'électeur ou des journées d'appel de préparation à la défense... Elle devrait également être remise aux étrangers dans le cadre du contrat d'accueil et d'intégration que j'ai fait adopter dans la loi sur l'immigration choisie.

Sources(s)

Tribune La Croix (21/09/06)

Langue Française

Nous avons le devoir pour nos enfants, pour l'avenir de la civilisation mondiale, pour la défense d'une certaine idée de l'homme, de promouvoir la langue française.

Si je suis élu, je mettrai la francophonie au rang des priorités diplomatiques de la France. Je renforcerai tout à la fois le dispositif de l'action culturelle de la France à l'étranger et l'aide à la création, parce que c'est par la création que le Français rayonne.

Je veillerai à ce que dans les entreprises installées sur le territoire français la langue de travail soit le Français dès lors qu'il n'y a aucune nécessité économique ou commerciale qui oblige à s'exprimer dans une autre langue.

Je me battrais pour que, dans les instances européennes et à l'ONU, le Français continue d'être employé. Ce sera naturellement une obligation absolue pour tout représentant de la France dans des organisations internationales.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Langues étrangères

Je me battrais pour que soit généralisé partout en Europe l'enseignement de deux langues étrangères parce que c'est la seule façon efficace pour que l'hégémonie de l'anglais soit battue en brèche.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Langues régionales

Je souhaite que leur enseignement soit correctement pris en charge par l'éducation nationale.

Je souhaite que l'on soutienne leur pratique et leur diffusion. Mais je ne veux pas de cette logique de confrontation avec le Français que cherchent à faire prévaloir certains indépendantistes qui veulent en finir avec l'unité française que nous avons mis si longtemps à construire et qui reste le bien le plus précieux mais aussi le plus fragile que nous ayons à léguer à nos enfants.

Si je suis élu, je ne serai pas favorable à la Charte européenne des langues régionales. Je ne veux pas que demain un juge européen ayant une expérience historique du problème des minorités différente de la nôtre, décide qu'une langue régionale doit être considérée comme langue de la République au même titre que le Français.

Car au-delà de la lettre des textes il y a la dynamique des interprétations et des jurisprudences qui peut aller

très loin. J'ai la conviction qu'en France, terre de liberté, aucune minorité n'est opprimée et qu'il n'est donc pas nécessaire de donner à des juges européens le droit de se prononcer sur un sujet qui est consubstantiel à notre identité nationale et n'a absolument rien à voir avec la construction de l'Europe.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Liban

Le Liban est un des rares pays dans la région où des hommes et des femmes de différentes confessions sont capables de vivre ensemble. Ce que j'ai voulu dire lorsque j'ai parlé du "miracle libanais", c'est que nous ne pouvions laisser mourir une telle merveille. Parce que l'amitié qui nous lie à nos frères libanais est unique et indéfectible, la place de la France sera toujours aux côtés du peuple libanais quand il souffre. J'ai été, comme tous les Français, profondément touché par le drame qu'ont enduré les Libanais l'été dernier et j'ai tenu à plusieurs reprises à leur exprimer toute ma solidarité. Si la France doit choisir un camp au Liban, c'est celui de la paix et du respect de la souveraineté libanaise. J'ai toujours conçu l'amitié franco-libanaise comme une relation entre deux peuples, entre deux Nations et non comme celle de la France avec telle ou telle communauté. Croire que notre relation avec les uns ne peut grandir qu'au détriment des autres, est une grave erreur. Mais parce que nous sommes les amis des Libanais, nous leur devons la franchise. Et être franc aujourd'hui, c'est trouver le courage de leur dire que les groupes armés qui prétendent agir pour le bien du peuple libanais sont, en fait, ceux qui le privent d'une paix à laquelle il aspire tant. Il faut que les Libanais le sachent: les ennemis du Liban et de sa souveraineté, ce sont d'abord les groupes armés.

Sources(s)

La Revue du Liban (7-14/04/07)

Liberté pédagogique

Qui mieux que l'instituteur peut choisir la bonne méthode pour apprendre à lire à l'enfant qui est en face de lui et qu'il apprend tous les jours à connaître ? Certainement pas en tout cas un bureaucrate parisien enfermé dans son bureau qui ne voit pas un enfant de la journée.

Sources(s)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07)

Libertés

Pour garantir aux Français une protection absolue de leurs droits et de leurs libertés, je demande aussi qu'ils puissent directement saisir l'instance disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et que leur requête soit examinée par une majorité de non-magistrats.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Livret d'épargne civique

Le bénévolat est une vraie richesse pour nos quartiers. Je veux le valoriser en créant un livret d'épargne civique qui donnera aux bénévoles des avantages concrets: stages de formation gratuits, points supplémentaires aux examens, cotisation pour la retraite.

Sources(s)

Le Parisien version électronique (23/03/07)

Logement

Depuis des années, on vous dit qu'on ne peut rien contre la crise du logement, et on laisse s'aggraver une pénurie qui a rendu la propriété impossible pour beaucoup d'entre vous et la location de plus en plus difficile. Cette situation ne peut pas durer. Il faut d'abord inciter à la construction de logements pour faire baisser les prix. Je veux que le droit au logement soit opposable devant les tribunaux, afin que les pouvoirs publics soient obligés d'agir pour assurer la construction d'assez de logements dans toute la gamme des besoins. Je veux permettre à chaque ménage d'être propriétaire, parce que la propriété est le rêve de chacun d'entre nous. Je vous permettrai notamment de déduire de votre impôt sur le revenu les intérêts de votre emprunt immobilier. Ceux qui ne paient pas l'impôt sur le revenu recevront une aide de l'État pour emprunter. Je faciliterai la location en supprimant l'obligation de caution et de dépôt de garantie. En contrepartie, les propriétaires seront protégés contre les risques d'impayés de loyers. Je réformerai l'hébergement d'urgence, pour qu'il soit digne et permette la réinsertion.

Sources(s)

Mon Projet

Logiciel libre

L'industrie du logiciel, qu'il soit libre ou propriétaire, est capitale pour l'avenir. La France excelle dans cette discipline et je souhaite favoriser la pleine expansion de l'édition logicielle dans la diversité de ses modèles économiques, sous ces deux aspects, qui sont d'ailleurs de plus en plus complémentaires. Un pôle de compétitivité est en voie de création autour du logiciel libre. J'en soutiens le principe.

Sources(s)

Interview dans le magazine L'Ordinateur individuel (mars 2007)

Loi 1905

Je n'avancerai pas sur ce sujet tant qu'il n'y aura pas de consensus en la matière. (...)Je poursuivrai la discussion avec l'ensemble des religions. C'est un sujet sur lequel on ne peut avancer sans consensus. (...) Au fond, je veux m'en tenir à quelques objectifs. Je souhaite que la République soit une République des droits réels et pas virtuels. À quoi cela sert-il de dire à nos compatriotes musulmans qu'ils ont les mêmes droits que les autres, s'ils sont obligés de prier dans des caves ou des garages ? Les problèmes de terrorisme, on les a dans les caves et les garages. Pas à la Grande Mosquée de Lyon ou de Paris ! Je veux également couper l'islam de France des influences étrangères, qu'il s'agisse du financement des lieux de culte ou de la formation des imams. Enfin, je veux aider les élus locaux à pouvoir répondre aux demandes des communautés présentes dans leurs villes. (...)

La loi de 1905 est un monument. Avant d'y toucher, il faut faire très attention. Le code des communes, en revanche, pourrait permettre un certain nombre d'aménagements.

Sources(s)

Interview La Croix (04/04/07)

Loi mémorielle

Je ne suis pas favorable (...) à la multiplication des lois mémorielles, car je pense qu'il n'appartient pas aux responsables politiques de se substituer aux historiens, et je ne veux pas d'une repentance généralisée qui soit la porte ouverte à la concurrence des mémoires ou qui dresse les Français les uns contre les autres en fonction de leurs origines. La priorité est de nous unir autour de la fierté d'être français.

Sources(s)

Réponses à Reporters sans frontières (avril 2007)

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

La France doit continuer à être au premier rang de l'action internationale en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Sa législation est particulièrement stricte. Lorsque j'étais ministre de l'Economie et des finances, j'ai d'ailleurs étendu le champ d'application de la déclaration de soupçon de blanchiment, par la loi du 9 août 2004. La transparence de la place financière d'Andorre doit continuée à être promue. Il en va de même à Monaco, dans la continuité des efforts déjà réalisés, en lien avec la France, sur l'application aux activités bancaires du code monétaire et financier français et sur le respect de toutes les normes internationales de lutte contre le blanchiment. Je souhaite que cette collaboration se poursuive pour que des normes sur les flux financiers, équivalentes aux normes françaises, soient adoptées.

Notre réglementation, en France et en Europe, doit continuer à être à l'avant-garde des meilleurs standards internationaux en la matière. Je promouvrai cette action vigilante, auprès du G 7 et de l'OCDE, car les initiatives menées au cours des dernières années, souvent à l'initiative de la France, comme la liste noire du GAFI, ont montré leur efficacité. Je le ferai également auprès de nos partenaires en Europe, pour que chacun puisse à son tour agir en ce sens.

Le blanchiment et l'utilisation du système financier par les réseaux criminels représentent une menace directe pour nos sociétés démocratiques et la stabilité économique. J'ai la volonté, en partenariat avec les autres Etats européens, d'engager une véritable action concertée en matière de rapprochement des législations et de coopération renforcée entre les autorités judiciaires et les services enquêteurs. Il convient en particulier de s'engager sur la transparence des mouvements de capitaux et prévoir des sanctions à l'égard des pays non coopératifs.

Sources(s)

Questionnaire Organisation -Transparence-Internatonal France (TI France - mars 2007)

Lutte contre l'homophobie

Comme peut-on faire pour lutter contre l'homophobie ? De deux façons. Par des sanctions immédiates et très sévères : la meilleure des préventions, c'est la certitude de la sanction. La dérision, le mépris à l'égard de l'homosexualité, c'est intolérable, de la même façon que les violences dites « culturelles » envers les femmes sont intolérables. Ma politique est simple : on ne peut rien tolérer en la matière. Rien. Ni une familiarité, ni une injure, ni une attitude. Je ne parle même pas des agressions. Deuxièmement, tout ce qui peut être fait à l'école pour expliquer que la différence est une richesse et pas un risque, je le favoriserai.

Sources(s)

Interview Têtu (04/07)

Lutte contre la corruption

Il est indispensable d'assurer le bon fonctionnement des administrations et des services judiciaires chargés de lutter contre la corruption. Il convient, en particulier, de renforcer la capacité des services enquêteurs. La formation spécialisée des magistrats, des enquêteurs et des experts doit constituer une autre priorité. Des moyens matériels suffisants doivent, en outre, être mis à leur disposition. C'est d'ailleurs pourquoi je veux renforcer la spécialisation des tribunaux et des magistrats. Enfin, au-delà de la répression, il faut renforcer la prévention en direction des opérateurs publics et privés qui peuvent être exposés aux risques de la corruption.

Sources(s)

Questionnaire Organisation -Transparence-Internatonal France (TI France - mars 2007)

Lutte contre le Sida

La prévention est la clé. Tout doit être fait pour expliquer, convaincre, rendre accessibles les préservatifs, notamment dans les lycées. Il ne faut pas relâcher la garde. L'effort d'explication des jeunes doit être développé, l'effort sur la recherche dans la lutte contre le sida doit être maintenu, le soutien aux malades doit être une priorité de santé publique. (...)

Ce qu'on fait Jacques Chirac et Philippe Douste-Blazy avec UNITAID est une très bonne chose. La pandémie qui s'étend en Afrique est un problème pour l'Europe et pour la France. On ne pas considérer que le problème du Sida s'arrête aux frontières de l'Hexagone. L'accès aux médicaments n'est pas seulement une obligation morale de solidarité, c'est une obligation pour nous. Comment arrêtera-t-on l'épidémie en Europe si dans les autres pays du monde l'épidémie continue d'avancer ?

Sources(s)

Interview Têtu (04/07)

Lutte contre les grandes pandémies

Elle peut être l'occasion d'oeuvrer à l'édification d'une mondialisation équitable, à travers l'initiative UNITAID, lancée par la France et présidée par Philippe Douste-Blazy, grâce à laquelle les malades du SIDA, de la tuberculose et du paludisme dans les pays pauvres auront accès à des médicaments performants pour se soigner. 500 millions de dollars seront disponibles dès 2008 sur la base de financements-citoyen. 30 pays ont déjà adhéré à cette initiative, qui bénéficiera à 100 000 enfants en 2007 et 200 000 en 2008. L'effort devra être poursuivi résolument.

Sources(s)

Conférence de presse sur la politique internationale (28/02/07)

Magreb

Nos relations sont riches et denses. La coopération bilatérale continue de s'enrichir, en particulier dans l'enseignement supérieur et la santé, mais aussi la formation professionnelle, l'éducation, et tant d'autres domaines au coeur des réformes menées au Maghreb pour moderniser les économies et les institutions, ce que la France entend appuyer par sa coopération bilatérale.

Premier partenaire commercial des pays du Maghreb, la France doit poursuivre ses efforts. Les jeunes entrepreneurs du Maghreb doivent pouvoir contribuer à faire émerger des filières industrielles intégrées, à cheval sur les deux rives de la Méditerranée. Je souhaite par ailleurs que le Maghreb joue un rôle moteur

dans l'Union méditerranéenne que j'appelle de mes vœux et qui aurait vocation à travailler avec l'UE sur des sujets d'intérêt commun : sécurité collective, immigration, écologie et codéveloppement.

Sources(s)

Interview Arabies (04/07)

Maison des adolescents

Je souhaite que cette expérience se poursuive et se généralise. Toutefois les troubles de l'adolescence ne sont que la suite logique de la non prise en compte des difficultés de l'enfant, et particulièrement des maltraitances dont il est l'objet. Il serait dramatique que ces « maisons de l'adolescence » ne soient que la conséquence de la faillite de la prévention et des soins.

Sources(s)

Interview Marie-Claire (avril 2007)

Maisons des créateurs

Je propose de créer partout des Maisons des créateurs où se retrouveront tous ceux qui aspirent à inventer, à créer, à entreprendre dans tous les domaines, où ils pourront trouver des soutiens, des conseils, des formations, des aides, mais aussi où ils échangeront, où ils croiseront leurs expériences, leurs idées, leurs projets, où ils formeront des projets communs, où ils inventeront ensemble l'avenir.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Mandat électoral

Je suis pour une limitation du mandat présidentiel à deux quinquennats, car dix années sont un temps suffisamment long pour une fonction aussi éminente. Faut-il étendre cette limitation de deux mandats à l'ensemble des autres élus, maires ou députés ? Personnellement, je ne le pense pas. Je ne crois pas que la limitation des mandats ait un effet direct sur la lutte contre la corruption, que je soutiens comme vous. Surtout, je pense que, dans un régime démocratique, c'est aux électeurs de choisir leurs élus. Si un élu est formidable, intègre, dévoué, je ne vois pas ce qui s'oppose à ce qu'il soit régulièrement réélu.

Sources(s)

Questionnaire Organisation -Transparence-Internatonal France (TI France - mars 2007)

Marché de l'art

Son dynamisme s'inscrit plutôt dans une revitalisation globale de notre économie. Très simplement, si les acheteurs potentiels reviennent en France, la place de Paris sera confortée. Mais là encore, on peut agir. Via les commandes publiques. Les collections que constituent en régions les FRAC, le FNAC dans la capitale, et qui portent des ambitions, des cohérences. En rendant la France plus attractive pour les artistes étrangers, avec la création, sur l'ensemble du territoire, de maisons ou de cités pour les accueillir en résidence. En nous battant, à Bruxelles, et je suis décidé à le faire, pour que la TVA à l'importation soit réduite, notamment pour les arts décoratifs, les meubles, les manuscrits, ce qui est une nécessité si l'on veut concurrencer le Royaume-Uni où la TVA n'est que de 5%, et qui occupe une place majeure sur la marché de l'art.

Il est évident qu'en favorisant la création de richesses, en faisant en sorte que les entrepreneurs aient envie de rester en France, on garde sur notre sol les acheteurs, les collectionneurs potentiels. Les pouvoirs publics doivent renvoyer aux collectionneurs d'art, notamment d'art contemporain, une image positive de leur passion. Elle contribue à la vitalité de la création, au rayonnement de la culture française, et même, bien souvent, par le biais des donations ou de la dation, à l'enrichissement du patrimoine national.

Ensuite, il faut certainement aller plus loin en matière de fiscalité : pour développer le mécénat, notamment le mécénat d'entreprise qui a déjà été dopé par la loi de 2003, et pour faciliter la création et l'activité des fondations. Enfin, il faut soutenir vraiment nos artistes français à l'étranger. Il faut mettre en place une politique et des structures de promotion efficaces de la création française sur la scène internationale, qui évitent les écueils de la dispersion des moyens et de la promotion officielle de nos artistes.

Sources(s)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Interview Arts Magazine (avril 2007)

Mariage homosexuel

Je veux que le mariage protège la filiation et le cadre naturel de la famille. Pour cette raison, je n'ouvrirai pas le mariage, ni l'adoption aux couples de même sexe.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Médecine libérale

La médecine libérale est un fondement du système de santé français. Nos compatriotes y sont très attachés. Il faut le préserver et répondre à ses attentes et à ses préoccupations. J'en vois principalement trois. Le rôle du généraliste, d'abord. Celui-ci est en première ligne dans le parcours de soins et la loi de 2004 l'a expressément consacré. Je le dis clairement, je suis favorable à l'alignement du tarif de la consultation des généralistes sur celui des spécialistes. Deuxièmement : l'épuisement, la surcharge de travail, l'isolement, en ville et à la campagne. Je souhaite favoriser la constitution de cabinets de groupe, le regroupement de médecins généralistes, spécialistes et autres professionnels de santé, et permettre à ceux qui le souhaitent de pouvoir salarier un confrère ou utiliser des modes nouveaux d'association comme le contrat de collaboration. Je souhaite également que notre confiance dans les médecins libéraux se traduise par la création d'espaces de liberté tarifaire (en contrepartie d'obligations d'évaluation et de formation continue). Troisièmement : la pénurie de médecins et autres professionnels de santé sur certaines parties du territoire. Les incitations actuelles à l'installation dans certaines zones devront être évaluées et sans doute renforcées. Je pense que la constitution de cabinets de groupe est une réponse au phénomène de l'isolement.

Sources(s)

Interview Pharmaceutiques (mars 2007)

Méditerranée

Je favoriserai le développement des pays pauvres, en cessant d'aider les gouvernements corrompus, en mettant en place une Union méditerranéenne avec les pays du Sud

C'est à la France, européenne et méditerranéenne à la fois, de prendre l'initiative avec ses partenaires du Sud de l'Europe, d'une Union Méditerranéenne comme elle prit jadis l'initiative de construire l'Union

européenne. Cette Union Méditerranéenne devra prendre en charge les questions de lutte contre le terrorisme, la gestion concertée des migrations, le développement économique et commercial et la promotion de l'Etat de droit dans la région. Elle aura vocation à travailler étroitement avec l'Union Européenne, et un jour à avoir avec elle des institutions communes. Je souhaite que la France se voit de nouveau comme une puissance méditerranéenne majeure.

Je souhaite par ailleurs que le Maghreb joue un rôle moteur dans l'Union méditerranéenne que j'appelle de mes vœux et qui aurait vocation à travailler avec l'UE sur des sujets d'intérêt commun : sécurité collective, immigration, écologie et codéveloppement.

Sources(s)

Mon Projet

Conférence de presse sur les relations internationales (28/02/07)

Interview Arabies (04/07)

Mère au foyer

Je ne suis pas favorable au salaire de mère au foyer. L'Etat n'a pas les moyens. Et puis il faut être cohérent. Je ne peux pas demander aux gens de travailler plus et verser un salaire à des femmes qui souhaitent élever leurs enfants. En revanche, on peut améliorer leur situation. Je propose que ces femmes aient droit à une protection sociale autonome et que les années passées à éduquer leurs enfants leur ouvrent droit à une pension de retraite. Cela existe déjà, mais pas pour toutes et à des niveaux nettement insuffisants. Ces droits, acquis personnellement et indépendamment de la pension de leur conjoint, leur assureraient une certaine autonomie financière. En cas de séparation ou de veuvage, elles pourraient donc disposer de droits propres. Et puis, je souhaite proposer à celles qui veulent travailler, une fois que les enfants sont grands, d'accéder à une formation qualifiante d'un an, rémunérée. La liberté de chacun, et des femmes en particulier, est ma priorité.

Sources(s)

Interview Femme Actuelle (26/03/07)

Mi-temps sportif

Si les épreuves sportives continuent à avoir les plus petits coefficients, il ne faut pas s'étonner que les familles regardent le sport comme une anecdote.

Il y a eu un grand débat sur le mi-temps sportif. On passait d'une situation où l'on ne fait jamais de sport, à une situation où l'on en ferait à mi-temps. À l'arrivée, rien n'a été changé du tout.

Je veux qu'on laisse le choix, à toutes les familles de France, de l'école de son enfant. Choisir une école où l'on fera du sport, en doublant le nombre d'heures. Ou choisir une école où l'on fera un mi-temps sportif, même si son enfant n'a pas vocation à devenir professionnel.

Je conteste violemment l'idée que pour faire un mi-temps sportif il faut avoir l'espérance de devenir champion olympique ou professionnel. Il existe quantité de jeunes, dans des tas de familles, qui peuvent avoir envie de faire du sport autant que des autres matières, sans pour autant avoir l'espérance d'être un jour champion olympique ou d'être sélectionné en équipe de France.

Je veux que ce choix existe. À partir de ce moment-là, je veux que les établissements de mi-temps sportifs ne soient pas des fabriques à champions. Tant mieux si nous en avons, je n'ai jamais opposé sport d'élite et sport de masse, car l'élite est absolument nécessaire pour tirer l'ensemble du peuple vers un objectif et un rêve.

Mais je veux que le gosse qui n'a aucun talent pour le sport mais qui l'aime passionnément puisse en faire à

mi-temps.

Sources(s)

Rencontre avec les sportifs (15/04/07)

Micro-crédit

Je propose de développer le micro crédit pour financer les micros projets.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Mineurs

Je poursuivrai la politique de sécurité que j'ai engagée depuis 2002. Des peines planchers seront instaurées pour les multirécidivistes et le droit pénal des mineurs sera réformé.

Je demande qu'on change l'ordonnance de 45 sur les mineurs, ça ne peut plus continuer comme ça. Un mineur de 17 ans, n'a rien à voir avec un mineur de 17 ans en 1945 et d'ailleurs quand vous êtes frappé par un mineur ça vous fait la même souffrance que quand vous êtes frappé par un majeur.

Le mineur multirécidiviste de 16 à 18 ans sera puni comme un majeur.

Sources(s)

Mon Projet

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Minima sociaux

Je ne veux pas réduire les minima sociaux car personne ne vit dignement avec le RMI tel qu'il existe aujourd'hui.

Il ne faut plus de minima sociaux sans contrepartie d'activité. Dans notre société les devoirs doivent être la contrepartie des droits.

Je veux que ceux qui ont des minima sociaux (...) et qui reprennent un emploi, puissent pendant les deux premières années cumuler le minima social et cet emploi.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Minimum vieillesse

J'augmenterai de 25 % le minimum vieillesse.

Sources(s)

Mon Projet

Ministère de l'immigration et de l'identité nationale

J'ai proposé la création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, car l'intégration passe par le partage de notre culture autant que par son enrichissement. Un seul ministère doit traiter l'ensemble des questions relatives à l'immigration, à l'intégration et au codéveloppement.

Je veux un ministère de l'immigration et de l'identité nationale, (...) aujourd'hui le dossier de l'immigration est explosé en trois ministères différents.

Je continuerai à parler de l'immigration en posant le problème de l'identité nationale. Ce que nous avons de plus précieux à offrir à tous ceux qui veulent vivre en France c'est la fierté d'être Français qui est bien davantage qu'un statut juridique. Le partage de cette identité qui est la nôtre, avec la culture, la langue, les valeurs qui la fondent est la condition de leur intégration réussie. Comment réussir l'intégration de ceux que nous accueillons si nous ne prenons pas la peine de leur parler du pays où ils veulent vivre ?

La France est un pays qui s'est construit par l'ouverture ; je veux que la France reste ouverte, accueillante et généreuse. Je veux que tous ceux qui aiment la France et respectent la France soit accueillis chez nous parce que nous avons besoin d'eux. Et je dis une chose : nous avons un socle de valeurs : la laïcité, la séparation du temporel et du spirituel, l'égalité entre la femme et l'homme qu'on ne bradera pas. Si vous n'expliquez pas à ceux qui vont nous rejoindre, les immigrés, qu'il y a des valeurs que nous ne négocierons pas, qui s'appelle l'identité de la France, comment voulez-vous qu'ils s'intègrent.

Sources(s)

Mon Projet

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Discours Besançon (13/03/07)

Journal de 20 heures (TF1 - 14/03/07)

Ministère de la Culture

Le poids politique du Ministère de la Culture doit être élargi, pour que les arbitrages en matière d'éducation ne soient pas rendus au détriment de la culture. Je veux faire de l'enseignement culturel et artistique la clé de la démocratisation de la culture (...)

A côté des politiques culturelles des collectivités locales auxquelles la décentralisation adonné un souffle nouveau, le grand problème à résoudre est celui d'une coopération plus étroite entre les institutions culturelles et l'Education Nationale. Un certain nombre d'expériences réussies doivent nous inciter à aller beaucoup plus loin sur une beaucoup plus grande échelle. (...)

Sources(s)

Interview Télérama (14/02/07)

Discours Besançon (13/03/07)

Ministère des Affaires financières

Je souhaite changer radicalement la procédure budgétaire. Je ne veux plus que les administrations et les ministres aillent quémander chaque année le détail de leur budget à Bercy. Je veux qu'on leur donne une enveloppe et qu'on leur demande de s'y tenir. A côté du ministère de l'emploi, de la croissance et de la stratégie économique, je créerai un ministère des affaires financières chargé des comptes. Ce ministre sera le seul à débattre du projet de loi de finances, les ministres débattant de leur gestion au moment des lois de finances d'exécution.

Sources(s)

Conférence de presse (02/04/07)

Ministre

Je crois qu'un pays de 64 millions d'habitants doit avoir un nombre limité de ministères (limité à 15), mais des ministères rebâtis.

Je veux moins de ministres qui soient davantage responsables, qui aient davantage de poids face à l'administration.

Je veux que ce soient les ministres qui gouvernent et non les cabinets

Je ne veux plus que ce soient les bureaucrates qui gouvernent.

Je veux remplacer l'irresponsabilité technocratique par la responsabilité politique.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Discours Villebon-sur-Yvette

Mise en examen

Une mise en examen ne devrait pas durer plus de cinq ans.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Mixité sociale

Pour chaque établissement, je veux connaître les résultats, les progrès des élèves, le taux de réussite au brevet et au bac, afin de pouvoir juger de l'efficacité des mesures et du projet mis en oeuvre. Surtout, je veux imposer aux établissements une obligation de mixité sociale dans la composition de leurs effectifs. Cette évaluation et cette obligation de mixité permettront de s'assurer qu'il n'y a pas de discrimination selon le niveau scolaire ou social des élèves dans le recrutement et que la mixité est bien mise en oeuvre, partout en France. En contrepartie, les parents seraient libres de choisir l'école de leurs enfants. Enfin, je veux que chaque établissement présente un pourcentage minimal d'élèves aux classes préparatoires. Aujourd'hui, la moitié des établissements ne le fait pas. Il faut aussi faire confiance aux enseignants, et ne pas les juger à la simple application d'une circulaire! Les professeurs, mieux que quiconque, savent comment enseigner.

Sources(s)

Interview Femme Actuelle (26/03/07)

Mondialisation

La mondialisation est un fait. Il serait aussi vain de la nier ou de s'y opposer que de prétendre remettre en cause la loi de la gravité ou arrêter la course des nuages. La question n'est donc pas de savoir si la mondialisation est bonne ou mauvaise. Elle est de savoir si nous y sommes préparés. Le choix existe, car si la mondialisation est un fait, la subir n'est pas une fatalité.

Les Français veulent des faits, des actes, des décisions. Je veux être celui qui les propose, qui les imagine et surtout qui les mette en oeuvre. (...)

L'Etat doit protéger sans être protectionniste. Le mot protection ne me fait pas peur. Je l'assume. (...) La mondialisation exige un Etat fort, une cohésion sociale et territoriale forte, une identité collective forte. Si nous voulons être forts dans la mondialisation, nous ne devons renoncer à rien de cela. (...) Pour gagner dans la mondialisation, il faut investir plus que les autres et avant les autres.

Nous aurons besoin de l'Europe pour remporter ce combat, mais d'une Europe qui tienne aussi ses promesses de prospérité collective et de protection. Il serait illusoire d'imaginer que nos efforts porteront leurs fruits si nous continuons à nous battre dans un monde où les blocs économiques ne jouent pas avec les mêmes règles. Je refuse le protectionnisme mais je ne veux pas être naïf et j'attends un minimum de réciprocité dans l'application de règles sociales ou environnementales. J'entends que l'Europe soit demain un véritable espace commun de développement économique.

Sources(s)

Discours St Etienne (09/11/06)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Monnaie

Je veux que la monnaie soit au service de l'emploi et de la croissance.

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Moteur franco-allemand

Si le moteur franco-allemand reste essentiel et même incontournable en Europe, il ne peut plus suffire dans une Union qui compte désormais vingt-sept membres. L'amitié franco-allemande a toujours été au coeur du projet européen. Souvent, par le passé, nos deux pays ont permis à la construction européenne d'avancer quand celle-ci semblait en panne. Aujourd'hui encore, alors que l'Europe traverse une crise profonde après les échecs des référendums français et néerlandais, cette amitié doit être mise au service de l'idéal européen. Pour autant, dans une Europe à vingt-sept, nous avons besoin de toutes les énergies et de toutes les volontés. Les Etats qui souhaitent prendre leurs responsabilités doivent pouvoir le faire et se constituer en « groupes moteurs ». Ces groupes ad hoc permettront aux Etats membres qui le souhaitent d'aller ensemble, plus vite et plus loin, dans tel ou tel domaine dans lequel ils partagent un intérêt particulier et une volonté commune.

Sources(s)

Interview La Razon (avril 2007)

Multilatéralisme

Le conforter : plus que jamais, les grandes décisions internationales doivent faire l'objet d'une concertation des grands pays. Nous avons besoin de l'Organisation des Nations Unies parce qu'elle est universelle et

qu'elle a donc seule la légitimité et l'efficacité pour traiter certains problèmes. C'est vrai pour traiter les crises les plus complexes. On le voit dans les crises africaines, où les opérations de maintien de la paix ne se limitent pas à un volet militaire mais appuient aussi les processus politiques de transition, l'organisation des élections, la restructuration des forces de sécurité, la reconstruction de l'appareil judiciaire. Qui d'autre aurait aujourd'hui, 45 ans après les indépendances, la légitimité et la capacité pour le faire ? Partout où il s'agit d'affirmer une légitimité internationale face à des Etats, d'élaborer des normes universelles, de promouvoir de nouveaux principes, de réguler un monde global, les Nations Unies sont irremplaçables.

Sources(s)

Conférence de presse sur la politique internationale (28/02/07)

Musique

Le secteur de la musique traverse actuellement une crise incontestable. (...) Sous l'influence d'Internet, la musique va devoir s'inventer un autre modèle économique, comme elle a déjà largement commencé de le faire d'ailleurs. (...) Le rôle des pouvoirs publics est d'accompagner en douceur ces changements et de veiller à ce que la création indépendante, originale, facteur de nouveauté et de subversion puisse continuer à émerger et à vivre. C'est d'autant plus important qu'Internet peut tout autant permettre la diversification de l'offre qu'accentuer le marketing à outrance de quelques titres privilégiés. Sur ce point aussi, les pouvoirs publics ont un rôle à jouer, notamment par l'aide à la numérisation des catalogues et l'incitation à l'octroi des droits. C'est dans ce contexte de complet bouleversement que le soutien public aux industries musicales et la politique de diversité musicale devront être repensés pour être confortés.

Du côté des consommateurs, les avantages de la diversité de l'offre, de son exhaustivité, de sa sécurité tout comme l'interopérabilité des supports et des matériels, dont je souhaite qu'elle soit portée au rang de priorité stratégique industrielle de l'Europe, l'emporteront, je le crois, sur les inconvénients du téléchargement illégal. A cela s'ajoute, l'augmentation considérable des canaux de promotion et de diffusion des oeuvres, sur le web, à la télévision, par les mobiles ou encore par la radio, dont je m'engage à réorganiser le spectre pour que tous les Français aient accès aux grandes radios nationales et aux radios thématiques.

Sources(s)

Tribune Musique Info Hebdo (19/01/07)

Nations Unies

Pour préserver l'efficacité des Nations Unies, l'autorité du conseil de sécurité doit être incontestable. Il doit pour cela renforcer sa représentativité parce que le monde a changé. Cet élargissement du conseil doit concerner toutes les régions du monde et notamment les pays du Sud. Des grands pays comme l'Allemagne, l'Inde, le Japon ou le Brésil doivent y jouer un rôle permanent, et l'Afrique comme l'Amérique latine doivent également y être représentées.

J'ai conscience qu'il est difficile de réunir un consensus sur cette question entre les 192 Etats du monde. Je propose d'explorer des formules transitoires, pour avancer progressivement. Il nous faudra combiner le maintien du statut des cinq membres permanents, une augmentation globale limitée du nombre de sièges au Conseil, pour lui conserver son efficacité, avec la création de nouveaux sièges permanents sans droit de veto. Sans doute sera-t-il nécessaire de renvoyer à plus tard le choix définitif de certains nouveaux membres permanents. Pourquoi ne pas imaginer de créer des sièges à statut privilégié, éligibles pour trois ans par exemple ? Pourquoi ne pas imaginer que si un de ces Etats « privilégiés » était réélu à ce siège trois fois, il pourrait devenir permanent ? Quel que soit la formule retenue, la vocation de certains pays à devenir des membres permanents doit être fondée sur des critères clairs : la population sans doute, mais aussi la contribution financière à l'Organisation, et surtout la contribution en troupes aux opérations de maintien de la

paix.

Sources(s)

Conférence de presse sur les relations internationales (28/02/07)

Nominations

Je veux que les nominations aux fonctions les plus importantes de l'État se fassent sur des critères de compétences et de hauteur de vue, et non pas sur des critères de proximité avec le pouvoir politique en place. Les candidats à ces nominations seront auditionnés publiquement par le Parlement et celui-ci pourra mettre son veto à leur nomination.

Je veux que l'Etat soit exemplaire pour la promotion professionnelle des femmes. Pour chaque nomination, j'exigerai que l'on examine autant de candidatures féminines que de candidatures masculines. Je suis pour une démocratie irréprochable. Et une démocratie irréprochable, c'est une démocratie qui donne la même chance aux hommes et aux femmes.

Sources(s)

Mon Projet

Rencontre « Femmes et égalité des chances » (6/04/07)

Nucléaire civil

L'énergie du futur n'a pas vocation à être la possession exclusive des pays les plus développés dès lors qu'un système de garanties peut fonctionner efficacement. J'ai proposé pour cela la création, sous l'égide de l'ONU et de l'Agence Internationale pour l'énergie atomique, d'une véritable banque mondiale du combustible nucléaire civil qui garantirait aux pays émergents l'accès aux bienfaits de l'énergie atomique sans risque de détournement militaire. Cette institution aurait donc l'avantage d'ôter tout avantage économique et politique aux programmes nationaux d'enrichissement de l'uranium et de retraitement des combustibles irradiés.

Sur le nucléaire, une coopération est possible avec nos partenaires du Sud. Je souhaite par exemple proposer à l'Algérie, avant d'autres Etats, de l'aider à développer une capacité nucléaire civile en échange d'un partenariat sur l'exploitation des champs gaziers. Dire ceci, c'est aussi pour moi une façon de dire à l'Iran qu'une coopération est possible et que nous ne sommes pas condamnés à la confrontation. Au travers de l'exemple algérien, grand pays d'Afrique, c'est aussi dire que pour moi, le développement du Sud passe par l'accès à l'énergie et donc au nucléaire.

Sources(s)

Conférence de presse sur la politique internationale (28/02/07)

Numérique

Ce que nous avons fait pour l'aéronautique, l'espace et le nucléaire nous pouvons le faire aussi pour le numérique qui annonce un bouleversement du savoir, l'émergence d'une nouvelle forme d'intelligence collective qui nous obligera tôt ou tard à tout repenser : nos institutions, notre système d'enseignement, nos politiques publiques, notre système juridique. Nous ne devons pas attendre. Fixons-nous comme objectif que la prospective sur la société numérique devienne une priorité nationale et débouche sur une stratégie collective.

Le numérique est l'un des plus grands défis pour la nation aujourd'hui. Ses enjeux sont multiples : croissance, avec à la clef des centaines de milliers d'emplois, liberté, connaissance, diversité culturelle, qualité de vie, pouvoir d'achat ... Il n'est pas un secteur de notre société qui ne soit touché par l'apparition d'internet et les bouleversements qui en résultent. C'est une révolution qui se déroule sous nos yeux, la révolution numérique.

Les cinq années à venir seront déterminantes. Les réseaux à haut débit arriveront à maturité. Les réseaux à très haut débit d'une part, l'internet mobile d'autre part, commenceront à apporter leur lot de bouleversements nouveaux. Les métiers de la culture, en particulier la musique, seront plus que jamais au coeur de ce nouvel environnement et accompagner leur mutation en protégeant leurs spécificités est un enjeu majeur. Le pouvoir des citoyens se renforcera. La sécurité informatique deviendra une préoccupation essentielle. Il faudra veiller à ce que personne, quel que soit son âge ou sa situation sociale, ne soit laissé pour compte de ces évolutions.

Dans ce domaine aussi, je veux donc réformer en profondeur notre pays pour qu'il puisse se saisir de ces multiples opportunités, lui donner les moyens de franchir ces étapes sans renier nos valeurs, notre culture, notre identité et en les portant au niveau international.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Tribune journal du net (20/04/07)

Numerus clausus

Face à la baisse de la démographie médicale, le desserrement du numerus clausus est un impératif et je m'engage à en tirer toutes les conséquences, y compris financières, pour les facultés et les hôpitaux.

Sources(s)

Interview Panorama du médecin (mars 2007)

OGM

Je suis pour le moment sceptique sur les vrais avantages des OGM. Mais je n'écarte pas l'hypothèse que les OGM s'avèrent un jour vraiment utiles à la société, aux agriculteurs et aux consommateurs. C'est pourquoi je considère que la France doit se réserver la possibilité, plus tard, lorsque les conditions de sécurité seront pleinement remplies, de s'engager dans leur culture. Poursuivre la recherche est donc, de ce point de vue, indispensable. Si les OGM peuvent permettre de ne pas utiliser des produits phytosanitaires ou d'en réduire significativement l'utilisation, c'est un progrès. Si les OGM peuvent permettre de mettre au point des variétés qui apportent des avantages très significatifs pour la santé humaine ou pour le développement durable, c'est un progrès. Il faudra être en mesure d'en profiter.

L'expérimentation en plein champ doit en revanche s'accompagner d'un encadrement strict et transparent. Je pense qu'il faut renforcer la surveillance, en développant un véritable suivi biologique de toutes les cultures sur le territoire. Il faut s'appuyer sur les compétences des uns et des autres (scientifiques, milieux associatifs, services de l'État), et ce, en toute transparence. La biovigilance est une nécessité ; elle doit fédérer toutes les énergies.

Sources(s)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

OMC

Je veux que l'on change les règles de l'OMC. (...) Il ne faut pas sortir (de l'Organisation mondiale du commerce) mais négocier de manière différente. (...) Ce n'est pas aux commissaires européens d'aller négocier à l'OMC. C'est au président (de la commission) de négocier et à personne d'autre ». (...) A l'OMC, « je veux la réciprocité et je ne veux pas qu'on m'explique que ce que font les Américains, nous, on n'aurait pas le droit de le faire ».

La mondialisation telle que la France la souhaite passe par la réforme du fonctionnement de l'ONU et de l'ensemble des institutions internationales. Les grands pays émergents doivent être mieux représentés dans les organes de décision. Cela passe par la création à côté de l'organisation mondiale du commerce d'une organisation distincte dédiée à l'environnement et dotée des mêmes pouvoirs juridictionnels. Cela passe par la reconnaissance du statut spécifique de l'agriculture dans les règles qui gouvernent les relations commerciales internationales.

Sources(s)

Visite au salon de l'Agriculture (09/03/07)

Discours St Etienne (09/11/06)

Ordonnance de 1945

Je demande qu'on change l'ordonnance de 45 sur les mineurs, ça ne peut plus continuer comme ça. Un mineur de 17 ans, n'a rien à voir avec un mineur de 17 ans en 1945 et d'ailleurs quand vous êtes frappé par un mineur ça vous fait la même souffrance que quand vous êtes frappé par un majeur.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Organisation Mondiale de l'Environnement

Il nous créer une « Organisation mondiale de l'environnement » (OME) dont le rôle sera de rationaliser les principes et les normes dans le domaine environnemental et de mutualiser les moyens aujourd'hui éparpillés entre les pays et les structures internationales. Lieu d'expertise et de négociation internationale, cette OME serait alors un interlocuteur crédible pour les autres organisations multilatérales. Elle pourra notamment faire contrepoids à l'OMC qui a tendance à négliger les problèmes environnementaux.

Sources(s)

Conférence de presse sur les relations internationales (28/02/07)

Orientation

C'est l'autre condition de l'égalité des chances. Sans elle, ceux qui viennent des milieux les plus modestes sont incapables de choisir en toute connaissance de cause la formation qui correspond le mieux à leurs aspirations et à leurs aptitudes. Ils s'autocensurent face aux études longues ou ils s'engagent dans des voies sans issue. L'orientation doit devenir une pièce centrale et non plus secondaire de notre système éducatif pour que chacun puisse trouver la voie qui lui convient en ayant une claire conscience des débouchés qui s'offrent à lui.

C'est un élément central de la modernisation de notre pays, que la France ne peut plus continuer à laisser des milliers d'étudiants s'engouffrer chaque année dans des filières sans débouchés ou dans lesquelles ils n'ont aucune chance. La responsabilité publique exige d'avoir le courage de mettre fin à ce gâchis, à l'hypocrisie de cette sélection opaque, aux frustrations multiples ressenties par tant de jeunes qui passent quatre ou cinq ans dans l'enseignement supérieur, mais ne sont pas en mesure de décrocher à la fin un emploi qualifié.

L'argent public doit financer autant de places d'enseignement supérieur qu'il y a de bacheliers qui sortent du système scolaire, car notre objectif, c'est qu'un maximum de jeunes rejoignent l'enseignement supérieur. Mais cet argent ne doit financer que des filières qui conduisent à l'emploi, et à proportion des débouchés envisageables. C'est évidemment au niveau des universités que peut s'apprécier le mieux cette adéquation entre filières et besoins du marché du travail et ce sera donc aux universités de faire la preuve que leurs filières de formation mènent à l'emploi. Chaque étudiant de terminale recevra une information détaillée sur les filières qu'il envisage et devra être aidé à choisir une filière dans laquelle il a des chances de réussir et des chances de trouver un emploi.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07)

OTAN

Ce serait une erreur d'opposer la politique européenne de défense à l'Alliance Atlantique, alors même que l'Union européenne et l'OTAN sont deux organisations plus complémentaires que concurrentes. En revanche, nous devons veiller avec nos partenaires européens à ce que l'OTAN n'évolue pas, comme sembleraient le souhaiter les Etats-Unis, vers une organisation mondiale effectuant des missions aux confins de l'humanitaire, du militaire et des activités de police internationale. L'OTAN n'a pas vocation à se substituer à l'ONU. Elle doit conserver un ancrage géopolitique clair en Europe et une vocation strictement militaire. Et, dans le prolongement des Accords dits de Berlin Plus, l'Union européenne doit pouvoir, en tant que de besoin, s'appuyer sur les moyens, notamment de commandement et de planification, que l'Alliance met en oeuvre. Ce sont à mes yeux trois conditions du maintien à son niveau actuel de la contribution importante de notre pays à l'OTAN.

Sources(s)

Journée UMP Défense (7/03/07)

Outre-Mer

Depuis que j'ai lancé cette idée, en mars 2006, les acteurs économiques des quatre DOM ont répondu à mon appel et m'ont fait part de leurs attentes en la matière. Il ressort de nos échanges, durant ces derniers mois, un consensus sur l'idée de créer des zones franches globales au plan géographique mais ciblées sur certains secteurs d'activités. Il ne s'agit donc pas d'un privilège accordé à telle ou telle partie du territoire : la zone franche globale concerne la Guadeloupe tout entière !

(...) Ces zones franches viendraient en complément de l'actuelle défiscalisation qu'il faut conserver. Il faut la conserver car la défiscalisation agit sur les coûts d'investissement, là où les zones franches agiront sur les coûts de fonctionnement. Il faut la conserver car la défiscalisation n'est pas un « ensemble de niches fiscales », c'est un outil de développement économique nécessaire à la croissance de territoires spontanément sous capitalisés.

Le développement économique ne peut se concevoir, dans le monde ouvert qui est le nôtre, sans que ne soit garantie la

mobilité des personnes et des biens. C'est la raison pour laquelle j'ai toujours pensé que la continuité territoriale entre l'outre-mer et la métropole est une priorité majeure. Dire que l'outre-mer, c'est la France, ne doit pas rester « une parole en bouche ».

Concrètement, pour moi, la baisse des tarifs est une nécessité absolue. Mais, de grâce, arrêtons les clichés sur l'économie administrée ! Si l'on veut que les prix baissent, il ne suffit pas de se contenter de dire que l'on va obliger les compagnies aériennes, qui sont des sociétés de droit privé, à le faire. Ce n'est juridiquement pas possible.

Aujourd'hui, les prix trop élevés résultent, en partie, de la régulation du marché aérien. C'est la raison pour laquelle je viens de faire modifier les règles restreignant la concurrence. Dorénavant, les compagnies charters pourront vendre des vols « charters secs » sur l'Outre-mer, ce qui leur était interdit jusqu'à présent. C'est une première étape, même si d'autres mesures devront être prises un jour, telle que l'assouplissement des modalités de prise de congés bonifiés afin d'éviter l'engorgement des périodes de pointe.

Je propose un système d'exonération des droits de douanes pour les matières premières et les produits semi-ouvrés afin de favoriser les activités de transformation et donc d'intégration de valeur ajoutée localement. Enfin, je pense qu'il serait judicieux de mettre en place un mécanisme de crédit d'impôt majoré à l'exportation.

Sources(s)

Discours Guadeloupe (23/03/07)

Ouverture

Je ne suis pas l'homme d'un clan, je ne suis pas l'homme d'une famille politique, je veux m'adresser à tous les Français, sans exception et je pratiquerai l'ouverture, je ne veux pas mégoter, je ne veux pas compromis avant, mais je pratiquerai l'ouverture après.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Ouverture des magasins le dimanche

Je suis pour la liberté. Si des gens veulent travailler le dimanche ou aller faire leurs courses le dimanche où on peut les faire en famille, pourquoi le leur interdire. Regardez ce qu'on fait les Espagnols, c'est assez intéressant et ça ne marche pas trop mal, ils ont testé la libéralisation de l'ouverture du dimanche pour les seuls petits commerces. C'est-à-dire pour ceux, je crois, de mémoire, qui font moins de 150 ou de 200 mètres de surfaces de vente. (...) Je voudrais que région par région, on ait la liberté de faire les choses.

Je veux que les maires puissent autoriser l'ouverture des commerces le dimanche.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Rencontre « Femmes et égalité des chances » (06/04/07)

Ouvriers

J'ai visité beaucoup d'usines, rencontré beaucoup d'ouvriers. Dans les usines on parle peu. Il y a beaucoup de pudeur chez les ouvriers. Il y a une culture ouvrière, une façon d'être des ouvriers, un rapport particulier

des ouvriers à la vie et au travail. Je ne veux pas que cette culture ouvrière se perde. Je ne veux pas d'une France sans usine. Si les usines partaient, le reste partirait aussi. Les services aux entreprises partirait. Le marketing, la finance, la recherche appliquée partirait .

Sources(s)

Discours Corneilles-en-Parisis (06/03/07)

PAC

Je soutiendrai la PAC car elle est la condition de l'indépendance alimentaire de toute l'Europe. Nous avons fait l'Europe pour agir, pas pour subir. Nous avons fait l'Europe pour exprimer une volonté commune, pas pour organiser notre renoncement collectif.

Si je suis élu je proposerai à nos partenaires de rouvrir le dossier de la politique agricole commune avec l'objectif de garantir l'indépendance alimentaire de l'Europe, mais aussi la sécurité sanitaire, le respect de l'environnement et un revenu décent pour les agriculteurs qui passe par des prix qui respectent le savoir faire des agriculteurs. Repenser la politique agricole est une nécessité. La supprimer serait une catastrophe pour l'indépendance de l'Europe. Elle mettrait le sort de l'agriculture entre les mains de la spéculation.

Sources(s)

Mon Projet

Discours Strasbourg (21/02/07)

PACS

Nous sommes passés à côté du PACS. Je l'ai dit dès 1999 dans un discours, à Lyon. Je ne fais pas un « coming-out » pour cause d'élection présidentielle, je dis cela depuis huit ans.

Je suis le ministre des Finances qui a garanti par le PACS l'égalité fiscale entre les couples homosexuels et les couples hétérosexuels.

Sources(s)

Interview Têtu (04/07)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Palestine

S'agissant plus spécifiquement du conflit israélo-palestinien, ma conviction est que, si nous voulons trouver une solution, chacun des protagonistes doit accepter de reconnaître le droit de l'autre. Personne ne saurait perdre de vue deux réalités fondamentales : d'un côté, le terrorisme dont est victime la population israélienne, qui est inacceptable, de l'autre, un peuple occupé, qui ne renoncera jamais, quoi qu'il endure. Dans ce conflit, la France doit adopter une position équilibrée et un discours de franchise.

A nos amis palestiniens, je veux dire que l'existence et la sécurité de l'Etat d'Israël ne sont pas négociables et que rien ne peut justifier la violence. Les terroristes qui prétendent agir en leur nom et pour leur bien sont en fait les véritables ennemis des Palestiniens car ils les privent d'une paix à laquelle ils aspirent et ont droit. C'est la raison pour laquelle la France, avec l'ensemble de la communauté internationale, a posé comme condition à la reprise du dialogue avec le gouvernement palestinien que ce dernier respecte les trois conditions posées par le Quartet : la reconnaissance d'Israël, le renoncement à la violence et le respect des

accords antérieurs.

Et à nos amis israéliens, je veux dire qu' Israël doit se tenir prêt à faire les concessions nécessaires pour permettre aux Palestiniens d'établir un Etat viable.

Vous l'avez compris, je défendrai avec la même énergie et avec la même force le droit d'Israël à vivre en sécurité et le droit des Palestiniens à disposer d'un Etat. Sur cette base, je suis convaincu qu'une solution pourra être trouvée, car l'immense majorité des deux peuples ne veut que la paix et la réconciliation.

Sources(s)

Interview Actualité Juive (04/07)

Parent au foyer

Il ne faut pas culpabiliser les parents qui font le choix de se consacrer exclusivement à élever leurs enfants. C'est un choix qui peut être douloureux, lorsqu'elles deviennent veuves, lorsqu'il y a un problème avec le mari. Je propose deux choses : leur reconnaître un droit à la protection sociale, et que ces années consacrées à élever ses enfants, et donc par parenthèse à ne pas consommer de service public, je pense par exemple aux crèches, comptent dans le calcul de la retraite.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Parité

Depuis qu'en 1944, le général de Gaulle a fait entrer les femmes de plain-pied dans la République en leur donnant le droit de vote, les progrès ont été bien insuffisants. Je leur dis là encore comme je le pense : malgré la loi sur la parité, malgré la loi sur l'égalité professionnelle, les femmes ne sont pas encore des citoyennes à part entière dans notre République. Je veux un État exemplaire en matière d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et on est encore bien loin du compte. Je veux que dans les conseils d'administration des entreprises publiques il y ait au moins 50% de femmes. Je veux que le principe de la parité tel qu'il s'applique à la politique s'applique aussi aux représentants du personnel dans les entreprises.

Sources(s)

Discours Périgueux (12/10/06)

Parlement

Nous devons accorder davantage d'autonomie au Parlement dans la conduite de son activité législative et de contrôle de l'action du gouvernement. Je propose de donner aux parlementaires une plus grande maîtrise de leur ordre du jour, tout en confortant leurs pouvoirs de contrôle. Cela ne pourra se faire qu'en renforçant les capacités d'expertise et d'audit du Parlement et en donnant à l'opposition un véritable statut, comme c'est le cas au Royaume-Uni. Je pense à la possibilité pour l'opposition de créer une commission d'enquête et de présider certaines commissions permanentes. Et je crois que dans certains domaines importants de la vie de la nation, c'est-à-dire ceux qui engagent l'histoire et le destin de la France, comme les affaires internationales et européennes, par exemple, ou la défense, majorité et opposition doivent pouvoir travailler et décider ensemble. Dans une démocratie moderne, il ne peut y avoir de domaine réservé et de pouvoirs solitaires.

J'entends renforcer les pouvoirs du Parlement en matière de contrôle des services de renseignement ;

d'approbation de la présence et des modalités d'intervention de nos forces armées à l'étranger, au bout d'un certain délai à discuter ; de lancement des grands programmes d'armement ou encore de ratification des accords de défense.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Journée UMP Défense (7/03/07)

Partage du travail

Les 35 heures ont freiné les salaires et le pouvoir d'achat.

Je propose de passer d'une logique du partage à une logique de création.

Je propose que celui qui veut travailler plus pour gagner davantage ait le droit de le faire parce qu'il ne sert à rien d'avoir plus de temps libre quand on n'arrive plus à boucler ses fins de mois.

Sources(s)

Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Patrimoine

Je veux que le patrimoine soit entretenu. Je veux qu'il soit accessible à tous, ouvert à tous, et non refermé sur lui-même. Je veux qu'il soit remis au coeur de la vie sociale, que des liens soient tissés entre les sites, les monuments, et les établissements scolaires. Je veux que les citoyens se réapproprient le patrimoine et qu'à travers lui ils retrouvent leur identité et leur héritage commun et qu'il puisse les faire vivre.

La conservation et la valorisation du patrimoine, sa transmission aux générations futures sont à mes yeux les premiers devoirs de l'Etat.

Avec 4 milliards d'euros, en dix ans, on pourrait rendre sa splendeur à l'ensemble de notre patrimoine monumental dont 490 monuments majeurs en France. C'est un défi qui vaut la peine. (...) Ces monuments génèrent un flux de touristes considérable.

Sources(s)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Discours Besançon (13/03/07)

Interview Télérama (14/02/07)

Patriotisme

Je veux rendre à chaque jeune Français la fierté d'être Français. Cette fierté, je veux que nous l'offrions en partage à tous ceux qui veulent devenir Français, au lieu de les accueillir dans une France qui croierait si peu dans ses valeurs qu'elle ne se donnerait même plus la peine de les défendre.

A la jeunesse française qui ne mesure pas toujours combien elle aurait à souffrir du déclin de la France je veux rappeler que la France est plus forte quand elle est unie, que la désunion des Français a toujours causé l'affaiblissement de la France, que lorsque la France est faible c'est chacun d'entre nous qui se trouve affaibli.

Aimer la France c'est rassembler les Français. Pour rassembler il faut aimer. Il faut ouvrir les bras. Il faut donner. On peut le faire si dans le même temps on ne renonce pas à ce que l'on est.

Sources(s)

Discours Zénith (18/03/07)

Patrons voyous

J'ai employé le premier l'expression « patrons voyous », qui ne respectent ni les règles du marché, ni les droits des salariés. Je n'aurai aucune bienveillance à leur égard car je ne fais pas de différence entre la délinquance de la rue et celle au sein de l'entreprise. Je crois même que c'est pire, car, quand on est patron, on a, à l'égard de la société, une responsabilité particulière. C'est pourquoi j'ai parlé de tolérance « double zéro » pour celui qui déménage son usine la nuit, ou qui vide la caisse pour n'avoir à payer ni les salaires, ni les indemnités de licenciement.

Le Parisien (23/03/07)

Sources(s)

Le Parisien version électronique (23/03/07)

Pauvreté

Depuis 1984, la pauvreté ne baisse plus dans notre pays. Et si l'on déplace le critère de la pauvreté en retenant le seuil de 60 % du revenu médian plutôt que 50 %, cela fait passer des millions de Français sous le seuil de pauvreté, dont un million d'enfants. Pourtant, notre pays n'a jamais autant dépensé en matière sociale. Lorsque j'ai dénoncé l'échec du modèle social français, c'est cela que je visais : des dépenses sociales qui n'ont jamais été aussi élevées, une politique qui n'a jamais été aussi inefficace. Je fais quatre propositions. La première, c'est que la lutte contre la pauvreté, en particulier celle des enfants, soit une priorité du prochain quinquennat.

Ma deuxième priorité sera de faire du travail la principale voie de sortie de la pauvreté. Le plein-emploi pour chacun, avec des emplois à temps complet correctement rémunérés, est possible dans notre pays, si nous acceptons l'idée que c'est en travaillant davantage que chacun pourra avoir une activité. S'agissant des personnes pauvres, je mettrai en place la réforme proposée par Martin Hirsch, président d'Emmaüs France : la création d'un revenu de solidarité active au profit de ceux qui reprennent un emploi. Ma troisième priorité est l'éducation.

L'école est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Elle doit donner le meilleur aux enfants les plus défavorisés : je propose de diviser par deux le nombre d'élèves dans les ZEP et de créer des internats de réussite éducative dans toutes les villes afin de permettre aux enfants défavorisés de bénéficier des meilleures conditions de travail pour réussir. Enfin, je souhaite mettre en place concrètement le droit au logement opposable. Une personne qui travaille doit pouvoir se loger autrement que dans sa voiture ou dans un camping.

Sources(s)

Interview dans La Croix (13/03/07)

Peer to peer

La loi affirme que le droit d'auteur et les droits voisins doivent être respectés dans le monde numérique. C'est le socle essentiel à toute création et je reste opposé à une licence dite « globale » qui revient à spolier les créateurs à l'heure où l'essentiel de la distribution des oeuvres bascule sur l'Internet. Grâce à cette affirmation, des offres légales apparaissent aujourd'hui sous de multiples formes, y compris le P2P autorisé

par les ayants-droits et c'est la véritable solution au problème du téléchargement illégal. En matière de sanctions, j'ai toujours plaidé pour un régime proportionné : le bilan de son application, prévu par la loi, sera réalisé fin 2007, et il faudra agir en fonction de ses conclusions. L'interopérabilité est un objectif essentiel car elle détermine les usages autorisés des oeuvres acquises. Je souhaite qu'elle devienne une priorité stratégique industrielle européenne.

Sources(s)

Interview au magazine Internauts Micro (mars 2007)

Peine de mort

Je suis opposé à la peine de mort. C'est pour moi une question de principe. Je crois que le monde doit continuer à cheminer vers son abolition totale.

Sources(s)

Tribune dans Le Monde (03/01/07)

Peines planchers

Des peines planchers seront instaurées pour les multirécidivistes et le droit pénal des mineurs sera réformé.

Je souhaite qu'on crée des peines plancher pour les multirécidivistes, parce que 50 % des délits, c'est 5 % des délinquants. Et celui qui ne comprend pas qu'on ne doit pas revenir 25 fois devant le même tribunal pour la même chose, je souhaite qu'il soit puni sévèrement avec la certitude de la sanction.

Sources(s)

Mon Projet

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Pensée unique

Je veux en finir avec le politiquement correct et avec la pensée unique, qui est le point de rencontre de tous les renoncements, de tous les sectarismes, de toutes les arrogances.

Je veux en finir avec la pensée unique qui nous a mis dans la situation où nous sommes, qui s'est trompée sur tout, qui a échoué sur tout, qui a creusé les déficits, qui a augmenté le chômage, qui a fait exploser la pauvreté, l'exclusion, la précarité, qui a raté l'intégration, qui a laissé se développer les discriminations, qui a installé le communautarisme, qui a abaissé l'autorité de l'Etat, qui a affaibli l'identité nationale, qui a fabriqué l'échec de l'école, qui a dévalorisé les diplômes et le travail, qui a favorisé l'assistanat.

Je veux en finir avec la pensée unique qui dit que la politique ne peut rien faire pour changer quoi que ce soit et qu'elle ne peut rien dire sur rien. Parce qu'à force de ne rien faire, à force de ne rien dire, à force de ne rien penser, on finit par laisser le champ libre à tous les extrémismes.

Sources(s)

Discours Villebon-sur-Yvette (20/03/07)

Pensions de réversion

L'injustice faite aux veuves, dont les pensions de réversion, si ce n'était l'intervention du minimum vieillesse,

sont inférieures à 300 euros en moyenne. Quand un homme a travaillé toute sa vie, il doit pouvoir mourir dans la certitude que sa femme aura un minimum décent pour vivre. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Ce n'est pas une juste récompense du travail. J'augmenterai le taux des pensions de réversion. Quand un homme et une femme vivent ensemble, les cotisations retraites de l'un ne sont pas les siennes, mais celles du couple.

Sources(s)

Rencontre « Femmes et égalité des chances » (6/04/07)

Plein emploi

Le plein-emploi pour chacun, avec des emplois à temps complet correctement rémunérés, est possible dans notre pays, si nous acceptons l'idée que c'est en travaillant davantage que chacun pourra avoir une activité.

Notre seul objectif est de le ramener sous la barre des 5%, vers le plein emploi. C'est possible si l'on rompt avec la politique de partage du travail. Au lieu de payer les Français à moins travailler (préretraites, dispense de recherche d'emploi, 35 heures), il faut les inciter à travailler plus. L'activité des uns crée le travail des autres.

Sources(s)

Interview dans La Croix (13/03/07)

Le Parisien (23/03/07)

PME

Le développement des PME françaises passe d'abord à mon avis par une simplification de leur environnement juridique et fiscal. En complément des effets bénéfiques pour leur croissance qu'aura le contrat de travail unique, je souhaite que l'on suspende pendant deux ans tous les seuils réglementaires qui les empêchent d'embaucher et que l'on mette fin à la prolifération de textes législatifs et réglementaires qui les contraignent à passer un temps considérable à régler des problèmes de droit. En matière fiscale, je souhaite supprimer l'imposition forfaitaire annuelle, réformer la taxe professionnelle et rapprocher progressivement le taux de l'impôt sur les sociétés de la moyenne de l'Union européenne à 15. Il est par ailleurs indispensable d'améliorer les conditions de financement des PME, parce que le manque de capitaux est l'une des principales explications à leur trop faible développement. Je souhaite multiplier les investisseurs providentiels, grâce à la mise en place du bouclier fiscal à 50 %, CSG et CRDS comprises, et à l'autorisation de déduire de l'ISF l'investissement direct dans le capital d'une PME jusqu'à 50 000 euros. Le développement des PME exige enfin qu'elles innovent plus qu'aujourd'hui et qu'on les aide à le faire. Je propose notamment de réformer le crédit impôt recherche, en ayant une conception moins stricte de l'innovation et en augmentant les moyens publics qui lui sont consacrés.

Je propose que les PME bénéficient d'un accès privilégié à la commande publique et qu'une part des marchés attribués leur soit explicitement réservée.

Sources(s)

Réponses CGPME

Discours St Etienne (09/11/06)

PME / PMI

L'impôt réglementaire que constituent les contraintes et les normes de toute nature pesant sur nos

entreprises. Cette charge pénalise effectivement toutes nos entreprises, mais touche plus durement encore les plus petites d'entre elles. Je suis convaincu que le chantier de la simplification administrative doit réellement changer de dimension. Il nous faut nous fixer dorénavant des objectifs extrêmement concrets. Cela passe par la limitation très stricte du temps nécessaire au renseignement des formulaires, par la simplification effective de la feuille de paye des salariés français, et par la réorganisation de l'ensemble des relations entre l'Etat et les entreprises dans une logique de « guichet unique ».

Aujourd'hui, le cadre économique général qui est offert aux PME/PMI françaises ne leur permet pas de connaître un développement optimal. La rentabilité de ces petites entreprises françaises est 30% inférieure à celle de leurs concurrentes allemandes, anglaises ou américaines. J'y vois, pour ma part, la double conséquence de l'« impôt réglementaire » et des prélèvements obligatoires très élevés qui pèsent en France, sur le travail et sur la production. Mais, au-delà de la rentabilité, les relations économiques actuelles entre entreprises font peser un poids très lourd sur la trésorerie des PME. Cela passe principalement au travers de délais de paiement excessifs, en comparaison de ce qui se pratique à l'étranger. De mon point de vue, la solution est moins d'amener les banques à accompagner l'explosion des besoins en fonds de roulement que de revenir à la raison sur les délais de règlement. Dans cette perspective, il appartient, d'une part, au secteur public de montrer l'exemple en réduisant fortement ses propres délais et, d'autre part, de faire respecter, par des contrôles adaptés de la DGCCRF, les dispositions légales existantes qui prévoient l'application d'intérêts de retard.

Je propose que l'Etat conduise une véritable politique de la commande publique au profit des PME comme le font les Américains. Je ne vois pas pourquoi ce qui est acceptable pour l'Organisation Mondiale du Commerce en Amérique ne le serait pas en Europe

Sources(s)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Police de proximité

La police de proximité mise en oeuvre par M. Jospin a abouti à ce que, pour la première fois dans l'histoire de France, on a dépassé les 4 millions de crimes et délits. Avec nous la délinquance a baissé de 9,5 %. J'ai changé de stratégie, ce n'est pas pour y revenir.

Sources(s)

Interview au Journal du Dimanche (11/03/07)

Politique arabe

Je pense qu'il faudrait plutôt parler de politiques de la France au Maghreb, au Proche-Orient et dans le Golfe : formule plus neutre, qui tient compte de la variété de la zone qui inclut Israël et l'Iran. L'expression « politique arabe » a été forgée sous De Gaulle dans des circonstances historiques précises. Il s'agissait alors, pour la France, de se refaire une virginité dans la zone après la crise de Suez (1956) et la guerre d'Algérie (1954-1962). En pleine guerre froide. De Gaulle avait imaginé une « 3e voie » entre les États-Unis et l'URSS. Un tel positionnement répondait alors aux vœux de nombreux pays arabes qui se sentaient prisonniers du duel américano-soviétique. Le contexte actuel est différent. Il serait d'ailleurs utopique d'imaginer que la France peut agir seule dans la région, sans l'appui des États-Unis et de l'UE. Elle peut apporter un concours précieux, on l'a vu lors de la crise libanaise, mais en aucun cas agir seule. La France doit avoir une politique globale dans cette zone vitale aux intérêts nationaux. Une politique cohérente s'impose, d'autant que la région est en pleine phase de recomposition. Il me semble que deux séries d'objectifs, doivent guider la politique française. Tout d'abord, la modernité démocratique. La stabilité sans démocratie est une fausse

stabilité. Je ne suis pas un militant de la « démocratie aéroportée » pas plus que du statu quo. Il s'agit plutôt d'accompagner les évolutions des États et des sociétés. Je me réjouis que la plupart des pays arabes aient enregistré des progrès remarquables et qu'un processus de transition démocratique y soit engagé de manière irréversible.

Et, deuxième objectif, la défense et la promotion de nos intérêts. La France a de nombreux et anciens intérêts commerciaux, qu'elle doit protéger et renforcer. Les exportations représentent 6 % de notre commerce extérieur (3 % Maghreb, 2 % Golfe, 1 % Proche-Orient).

La défense de la langue française, à travers la formation d'une élite francophone et francophile : le français est répandu dans le Maghreb et au Liban, et c'est une langue non négligeable au Proche-Orient et dans le Golfe, où les écoles françaises sont très cotées auprès des élites.

Plus de 200 000 Français y sont installés (donc deux tiers sont binationaux). De nombreuses communautés liées à la région résident également en France. On estime à 3 millions le nombre de Français d'origine maghrébine.

Sources(s)

Interview Arabie (04/07)

Porte-Avions

La réalisation d'un second porte-avions, (...) c'est une question de cohérence. Soit nous ne construisons pas de porte-avions, et c'est un choix, soit nous en faisons deux. Parce qu'il est curieux de faire un porte-avions, sans se poser la question de la permanence à la mer de notre groupe aéronaval, compte tenu des impératifs sur notre premier porte-avions.

Sources(s)

Journée UMP Défense (7/03/07)

Pouvoir d'achat

Depuis des années, on vous dit que votre pouvoir d'achat augmente. C'est faux. Avec l'euro qui a fait augmenter les prix, les 35 heures qui ont gelé les salaires, le coût du logement qui a explosé et nos impôts qui sont parmi les plus élevés au monde, le pouvoir d'achat baisse en France. Mais ceux qui vous promettent que nous aurons plus de pouvoir d'achat en travaillant moins, et en ne changeant rien, ne vous disent pas la vérité non plus. Je veux être le Président du pouvoir d'achat. Pour cela, je permettrai d'abord à ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus de le faire, dans le secteur privé comme dans le secteur public. Les heures supplémentaires seront toutes payées au moins 25 % de plus que les heures normales, et elles seront exonérées de toute charge sociale et de tout impôt. En travaillant quatre heures de plus par semaine, un salarié rémunéré au Smic gagnera immédiatement 165 euros net de plus par mois. Les salaires sont trop bas dans notre pays. Je demanderai aux entreprises de faire un effort sur les salaires car l'État fait lui-même un effort sur les allègements de charges. Dès le mois de juin, je réunirai une conférence avec les partenaires sociaux afin que l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes soit totale d'ici 2010. Les femmes subissent plus que les hommes les salaires trop bas, le travail précaire, le sous-emploi, l'absence de formation. Je n'augmenterai pas les impôts, mais au contraire ferai tout pour les baisser. Je ne vois pas quelle gloire on peut tirer du fait que nos impôts sont quatre points plus élevés que la moyenne de l'Union européenne à 15. Je comprends la forte inquiétude des personnes âgées qui, depuis dix ans, subissent une véritable érosion de leur pouvoir d'achat sous l'effet de la pression fiscale. C'est pour cela que je suis autant soucieux de réduire les impôts. J'augmenterai de 25 % le minimum vieillesse, je revaloriserai les petites retraites et les pensions de réversion pour que ces retraités vivent mieux. Ces mesures seront financées grâce aux économies que j'obtiendrai en réformant les régimes spéciaux de retraite. Je veux mener des politiques sociales ambitieuses, lutter contre la pauvreté, notamment celle des enfants, investir dans les équipements et les services publics. Mais tout cela ne sera possible que si, d'abord, nous créons

plus de richesses marchandes. Voilà pourquoi je veux vous dire la vérité: nous devons collectivement enrichir notre économie et travailler davantage.

Sources(s)

Mon Projet

Pré-retraites

On ne peut pas dire aux Français : vous allez devoir cotiser plus longtemps pour payer vos retraites, parce qu'on va vivre plus longtemps, et en même temps continuer à mettre à la retraite des gens de 55 ans qui ont besoin de travailler ». « (...) Quand on met quelqu'un à la retraite de 55 ou de 56 ans, on ne crée pas un emploi pour un jeune. C'est un mensonge, on brise socialement quelqu'un qui veut travailler. Et je mets d'ailleurs les entreprises devant leurs responsabilités. On doit garder les quinquagénaires dans les entreprises. (...) À 55 ans on est encore jeune, alors à 52, on est un gamin. (...) je n'accepte pas le sacrifice qui est fait des quinquagénaires. Je changerai ça, je ne crois pas au système des préretraites. Je précise : quand on a commencé à bosser à 16 ans, comme les dames de l'entreprise LEGRAND près de Limoges, et qu'on embauche à 4h15 du matin, je comprends parfaitement bien qu'on veuille partir tôt. Ça je n'en discute pas, ça s'appelle la pénibilité. Mais pour l'essentiel, n'obligeons pas à partir à la retraite des gens qui ne le veulent pas. (...) Je vais même plus loin. Je souhaite qu'on puisse rester au travail, si l'employeur et le salarié sont d'accord, au-delà de l'âge de la retraite, si on veut améliorer sa retraite, ou si tout simplement on a des grands enfants qui font des études et qu'il faut continuer à payer.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Préférence communautaire

Ce qui n'est plus possible, c'est que la préférence européenne soit devenue "un gros mot" quand je vois chaque jour les signes d'une préférence américaine, d'une préférence canadienne, d'une préférence chinoise ou d'une préférence indienne. La réciprocité doit redevenir la règle dans les rapports entre l'Union européenne et les autres régions du monde.

Je ne vois pas d'objection à ce que la SNCF attribue des marchés à des entreprises canadiennes dès lors que les entreprises françaises peuvent avoir accès aux mêmes marchés dans les métropoles canadiennes. Aujourd'hui, je constate que ce n'est pas le cas.

En l'absence de réciprocité, je souhaite que l'Union européenne réactive l'idée fondamentale de la préférence communautaire, qui était à la base du marché commun. Je propose qu'aussi longtemps que nous n'obtiendrons pas des conditions loyales pour la concurrence internationale, les achats publics européens soient réservés en priorité aux producteurs européens.

L'Europe doit protéger et pour cela je proposerai à nos partenaires d'instaurer une préférence communautaire qui permette de faire face à la concurrence déloyale et de s'opposer aux dumpings.

Je réhabiliterai la préférence communautaire, c'est-à-dire le droit pour l'Europe, lorsque c'est son intérêt, notamment à l'OMC, de préférer et donc de protéger ses produits, ses entreprises, ses marchés. L'Europe ne doit pas se résigner aux délocalisations, mais au contraire tout faire pour que l'activité se localise en Europe.

Sources(s)

Discours St Etienne (09/11/06)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06) (06/03/07) : Discours

Prélèvements obligatoires

La baisse des prélèvements obligatoires, c'est une priorité pour moi.

On ne peut pas se dire Européen et se satisfaire de prélèvements obligatoires qui représentent 45,3 % du PIB, soit quatre points de plus que la moyenne de l'Union européenne à 15. (...) Si on réduit de 4 points nos prélèvements obligatoires, on rend 68 milliards d'euros aux Français : 2000 euros rendus aux Français par foyer et par an, y compris les retraités, et 4900 euros par foyer si on s'en tient à la France qui travaille.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Interview Le Monde (23/01/07)

Premier enfant

Je souhaite qu'une allocation familiale soit versée dès le premier enfant parce que le premier enfant représente une charge très lourde pour les jeunes couples qui sont au début de leur carrière professionnelle, qui souvent enchaînent les petits boulots et sont confrontés à la précarité.

Sources(s)

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Président

Pour redonner vraiment aux Français confiance dans la politique et leurs représentants, il faut fixer des objectifs clairs, s'engager sur des résultats et rendre régulièrement compte aux Français de leur réalisation. Le président de la République devra demain gouverner.

Je proposerai pour le président de la République deux mandats, pas un de plus. Parce que j'estime que l'énergie que l'on met à durer, on ne la met pas à faire.

Je souhaite que le président de la République puisse venir devant la représentation nationale pour présenter et expliquer ses grandes orientations de défense. Dans une démocratie moderne, il ne peut pas y avoir de domaines dont nous ne puissions pas parler.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Journée UMP de la Défense (07/03/07)

Président de la République

Je limiterai à deux le nombre de mandats du président de la République. Je rendrai compte régulièrement de mon action devant les Français et devant le Parlement. Je renforcerai les pouvoirs de celui-ci, notamment de l'opposition, parce que je ne veux pas gouverner seul et que je pense qu'une démocratie se protège des risques de dérive lorsqu'elle est capable d'organiser et d'accepter ses propres contre-pouvoirs.

Sources(s)

Mon projet

Presse écrite

La presse, elle aussi, a été durement touchée, même si ses difficultés ont bien d'autres causes. L'arrivée d'Internet a été pour elle un facteur aggravant. Il faut donc soutenir la presse, garantir la pérennité de l'actuel système d'aides, notamment l'aide aux fonds propres. Enfin, nous devons être à ses côtés dans ses efforts pour s'adapter aux réalités nouvelles. Cela passera sans doute après concertation avec l'ensemble des partenaires concernés, à une réforme d'ensemble, et notamment, dans le secteur de la distribution, par une réforme de la loi Bichet, qui, par les contraintes qu'elle impose, provoque, indirectement, la fermeture de nombreux points de vente. L'Etat doit jouer pleinement son rôle, parce qu'il n'y a pas de pluralisme de l'information, et donc de démocratie véritable, sans des entreprises de presse rentables et économiquement viables.

Sources(s)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Prêt à taux zéro

Dans certains endroits, le prix des terrains s'est envolé. Je propose donc la création d'un nouveau prêt à taux zéro foncier : le ménage qui achète est propriétaire de tout, tout de suite, mais les échéances de ce prêt à taux zéro avec lequel il a acheté le terrain, ne commencent à courir qu'une fois le bâti remboursé.

Je propose des prêts aux jeunes créateurs à taux zéro, parce que l'intérêt c'est le prix du temps, parce qu'un taux zéro c'est un acte de foi dans l'avenir.

Sources(s)

Interview dans la revue La Vie Immobilière (octobre 2006)

Discours Besançon (13/03/07)

Prêt foncier

Dans certains endroits, le prix des terrains s'est envolé. Je propose donc la création d'un nouveau prêt à taux zéro foncier : le ménage qui achète est propriétaire de tout, tout de suite, mais les échéances de ce prêt à taux zéro avec lequel il a acheté le terrain, ne commencent à courir qu'une fois le bâti remboursé.

Sources(s)

Interview dans la revue La Vie Immobilière (octobre 2006)

Prévention

Je souhaite que nous engagions un grand programme de prévention et de recherche sur les maladies qui touchent spécifiquement les femmes. Une femme meurt toutes les heures d'un cancer du sein. C'est considérable alors que c'est, bien souvent, évitable. C'est une immense injustice. Je protégerai la spécialité de gynécologie médicale qu'on a voulu supprimer par le passé. Et je renforcerai les fonds publics consacrés à la recherche sur les maladies de la femme, les cancers, l'ostéoporose, les maladies de la vieillesse et notamment la maladie Alzheimer qui touchent particulièrement les femmes parce qu'elles vivent plus

longtemps.

Une femme qui souffre de la maladie d'Alzheimer, c'est une femme doublement fragile. Fragile parce que c'est une femme, fragile parce qu'elle est malade. Vous le craignez pour vos mères, vous le craignez pour vous-mêmes. Les années que nous gagnons en espérance de vie doivent être des années en bonne santé. Je ferai des maladies de la vieillesse une priorité de santé publique. Prévenir et guérir ces maladies, ce serait un immense progrès pour toute l'humanité.

Sources(s)

Rencontre « Femmes et égalité des chances » (6/04/07)

Prime pour l'emploi

On donne une prime pour l'emploi à 8 millions de personnes. Autant dire qu'on ne la donne à personne. Je veux qu'on la donne à moins de monde, (...) mais qu'elle soit plus importante.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Prisons

La prison est une autre zone d'ombre de notre République. Je ne veux pas parler de honte parce que ce terme ne rend pas compte du travail remarquable de l'administration pénitentiaire. Beaucoup d'améliorations ne doivent pas moins être apportées à notre régime carcéral. Citons les fouilles au corps, trop fréquentes et humiliantes, la surpopulation, la prise en charge insuffisante des souffrances psychiques, les conditions de visite pour les familles et les proches. Je propose la mise en place d'un contrôle général indépendant des prisons, qui pourrait intervenir à tout moment pour mettre un terme à des situations incompatibles avec les exigences du droit et de la dignité humaine. Je suis également partisan d'une grande loi pénitentiaire permettant à notre démocratie de définir ce qu'elle attend de ses prisons et de se donner les moyens de sa politique dans ce domaine.

La poursuite de la construction des établissements pénitentiaires dont nous avons besoin ; la réduction du nombre de personnes en détention provisoire, en réservant cette hypothèse aux cas d'atteintes ou de tentatives d'atteinte à l'intégrité physique des personnes, et le placement dans d'autres structures, mieux adaptées, d'un grand nombre de personnes qui n'ont rien à faire en prison, je pense en particulier aux personnes qui souffrent de troubles psychiatriques ; enfin, l'élaboration d'une loi pénitentiaire exigeante et la création d'un contrôle général indépendant des prisons, feront qu'il ne sera plus possible, en France, d'obliger un détenu à partager sa cellule.

Je souhaite que notre pays progresse sur la voie des libertés. Plus aucun citoyen ne devra craindre d'être placé sans défense en prison comme cela s'est passé dans la terrible affaire d'Outreau. Je créerai une procédure d'habeas corpus, qui garantira que personne n'est envoyé, ni main maintenu en prison sans qu'une juridiction collégiale statuant en audience publique ne se soit prononcée. Je veux également réformer en profondeur nos prisons pour qu'elles soient un lieu de préparation de la réinsertion, pas un lieu d'aggravation de la relégation.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Interview Lyon Capitale (05/04/07)

Mon Projet

Proche-orient

Une autre priorité reste de relancer un processus de paix au Proche Orient, dont l'objectif est la création d'un Etat palestinien indépendant et viable et le renforcement de la sécurité d'Israël, sans lequel celui-ci ne fera pas de gestes politiques majeurs. Mais dans cette région, ma conviction est que la paix passera par le développement économique. L'Europe en cela a des arguments qu'elle doit faire jouer.

Ma position se veut équilibrée. Je souhaite maintenir un engagement sans faille en faveur de la souveraineté, et de l'indépendance du Liban dont je suis l'ami. Je suis aussi un ami d'Israël, dont le droit à la sécurité ne se négocie pas. Cette amitié ne dispense d'ailleurs pas des critiques. Dans la tragédie libanaise de l'été passé, j'ai jugé excessive et inadaptée la réaction du gouvernement israélien et je ne me sens pas moins ami d'Israël en disant cela. Concernant le conflit israélo-palestinien, la seule solution durable passe par une paix juste, donc négociée, avec l'établissement de deux États viables, démocratiques, vivant dans des frontières sûres et reconnues. La France, avec ses partenaires, notamment au sein du Quartet, doit tout faire pour aboutir à une solution.

Sources(s)

Conférence de presse sur la politique internationale (28/02/07)
Interview Arabies (04/07)

Produits Bio

Je souhaite mettre en place une politique consistant à rendre, grâce à une fiscalité adaptée, tous les produits écologiquement bons moins chers que les autres produits.

Sources(s)

Interview Agra Press Hebdo (22/01/07)

Produits du terroir

La force de notre agriculture, c'est sa diversité. Elle nous permet de concilier autosuffisance alimentaire, sécurité sanitaire, fortes exportations, qualité des produits, maintien des traditions culinaires et oenologiques. Il faut que notre politique agricole et celle de l'Union Européenne tiennent compte de cette diversité, sachant que les agriculteurs doivent pouvoir vivre majoritairement du prix de leurs productions. Les produits de terroir doivent gagner en rémunération par des circuits de distribution plus courts et un meilleur partage de la valeur ajoutée entre production et distribution.

Sources(s)

Le Parisien (23/03/07)

Produits phytosanitaires

Il faut tendre vers des utilisations qui soient de plus en plus mesurées. Il faut recourir à ces produits quand c'est nécessaire et seulement quand c'est nécessaire. Les agriculteurs en sont convaincus. Je sais leur envie de mieux faire. Cette détermination est bien la preuve que les tentatives d'opposer agriculture et environnement sont vides de sens.

Les producteurs ne sont pas les seuls concernés par les meilleurs usages des produits phytosanitaires. Ces

produits servent aussi à l'entretien des voiries communales, des axes routiers ou des jardins. Là aussi, il faut faire des efforts.

Sources(s)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

Professionnels de Santé

La priorité doit être de restaurer la confiance de chacun dans le système de santé, en particulier des professionnels. A l'hôpital, ils ont été trop longtemps soumis aux conséquences désastreuses des 35 heures. En libéral et dans les officines, ils ont eu l'impression d'être la seule variable d'ajustement du système. Dans l'industrie pharmaceutique, ils sont confrontés à la concurrence internationale et aux défis de l'innovation.

Sources(s)

Interview Hôpitaux MAGazine (avril 2007)

Promotion sociale

Je souhaite que l'effort individuel, le courage, l'initiative personnelle, le mérite républicain soient les seuls critères de la promotion sociale, mais je sais aussi que certains ont tant d'obstacles à surmonter qu'ils n'ont aucune chance d'y arriver si on ne leur donne pas un coup de main supplémentaire.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Proportionnelle

Je veux m'adresser aussi à tous ceux qui après le premier tour ne se sentent pas représentés, ont l'impression d'être exclus, d'être condamnés à ne pas avoir leur mot à dire dans la République. A tous ceux-là je veux dire que je les comprends et que je les respecte. Je veux leur dire que la proportionnelle n'est pas un bon système parce qu'elle donne le pouvoir aux partis, parce qu'elle rend difficile la constitution de majorités stables.

Nous avons déjà connu dans notre histoire les conséquences dramatiques de l'instabilité gouvernementale. Nous ne pouvons pas y revenir.

Mais nous devons réfléchir tous ensemble au moyen de permettre une représentation plus large des opinions et des sensibilités.

Je m'engage, si je suis élu, à réunir toutes les forces politiques et à discuter avec elles de la possibilité d'introduire un peu de proportionnelle au Sénat ou à l'Assemblée Nationale sans créer le risque d'une instabilité qui serait désastreuse.

Je veux m'adresser aussi à tous ceux qui après le premier tour ne se sentent pas représentés, ont l'impression d'être exclus, d'être condamnés à ne pas avoir leur mot à dire dans la République. A tous ceux-là je veux dire que je les comprends et que je les respecte. Je veux leur dire que la proportionnelle n'est pas un bon système parce qu'elle donne le pouvoir aux partis, parce qu'elle rend difficile la constitution de majorités stables.

Nous avons déjà connu dans notre histoire les conséquences dramatiques de l'instabilité gouvernementale.

Nous ne pouvons pas y revenir.

Mais nous devons réfléchir tous ensemble au moyen de permettre une représentation plus large des opinions et des sensibilités.

Je m'engage, si je suis élu, à réunir toutes les forces politiques et à discuter avec elles de la possibilité d'introduire un peu de proportionnelle au Sénat ou à l'Assemblée Nationale sans créer le risque d'une instabilité qui serait désastreuse.

Sources(s)

Discours Bercy (29/04/07)

Protection de l'enfance

Il faut profondément réformer le système de protection de l'enfance. Je souhaite expérimenter la séparation entre les juges chargés des mineurs délinquants et les juges chargés de la protection de l'enfance en danger.

Pas seulement pour mieux prévenir et répondre à la délinquance des mineurs, mais aussi et surtout pour que nous soyons plus rapides et plus efficaces dans la protection des enfants victimes et vulnérables, avec des juges qui leur seront consacrés.

Il faut appliquer les dispositions législatives (loi de 1998 rendant obligatoire l'audition filmée des enfants victimes d'abus sexuels) et les étendre à toutes les maltraitances. J'ai proposé que la médecine scolaire s'implique dans la détection précoce des enfants présentant des troubles du comportement. Il ne s'agit pas de repérer dès le plus jeune âge de futurs délinquants mais de ne pas rester les bras ballants devant ceux, qui même très jeunes, se conduisent de façon violente. Le rôle de l'école est de comprendre leur souffrance, afin de mettre en place les mesures utiles.

Sources(s)

Interview Marie-Claire (avril 2007)

Protection des sources journalistiques

La protection des sources journalistiques est l'une des pierres angulaires de la liberté de la presse. Or, le principe du secret des sources n'est actuellement mentionné que de manière indirecte dans notre droit, notamment par l'article 109 du code de procédure pénale. Je suis prêt à inscrire le droit de tous les journalistes à la protection de leurs sources dans la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et à étendre à leur domicile les garanties prévues pour les locaux d'une entreprise de presse.

Sources(s)

Réponses à Reporters sans frontières (avril 2007)

Protection sociale

Je créerai une cinquième branche de la protection sociale pour consacrer suffisamment de moyens à la perte d'autonomie et garantir à tous les Français qu'ils pourront rester à domicile s'ils le souhaitent. Je veux enfin que chacun puisse prendre un congé rémunéré pour pouvoir s'occuper d'un proche en fin de vie.

Pour donner réellement la priorité à l'emploi, il faut arrêter de le taxer toujours plus et de faire peser sur lui les dépenses, santé, retraite, dépendance, qui vont croître plus vite que l'économie au cours des années qui viennent. Je crois qu'il faut explorer d'autres pistes de financement. La fiscalité écologique ne représente

aujourd'hui que 2,9% du PIB, je propose d'élever ce niveau à 5% en 5 ans.

Je souhaite que l'on réfléchisse à la manière dont les importations pourraient être mises à contribution pour financer notre protection sociale et alléger les charges pesant sur le travail. Il faut que nous en parlions avec nos partenaires de l'Union européenne.

Sources(s)

Mon Projet

Interview Panorama du médecin (mars 2007)

Discours St Etienne (09/11/06)

Protocole de Kyoto

Le protocole de Kyoto a été un grand progrès même si ses ambitions de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont insuffisantes au regard des données scientifiques. Il nous faut aller plus loin avec les vingt pays industrialisés qui émettent le plus de gaz à effet de serre. Je pense tout particulièrement aux Etats-Unis, dont je souhaite qu'ils assument leur part de responsabilité dans le réchauffement climatique. L'Europe pourrait leur proposer une coopération dans la recherche sur les énergies du futur, en mutualisant nos moyens respectifs. Mais à mon sens la Chine, comme le Brésil, l'Inde et la Russie devront prendre toute leur part dans la lutte pour le respect de l'environnement. Je crois aussi qu'il faut concilier les échanges avec le respect de l'environnement. L'OMC doit intégrer cette question dans la négociation des accords internationaux. Nous devons veiller à ce que des mesures incitatives ou fiscales, comme une taxe carbone, soient mises en place pour lutter contre le dumping environnemental, en particulier s'agissant de la lutte contre le réchauffement climatique.

Sources(s)

Conférence de presse sur les relations internationales (28/02/07)

Quinquennat

Je limiterai à deux le nombre de mandats du président de la République. Je rendrai compte régulièrement de mon action devant les Français et devant le Parlement. Je renforcerai les pouvoirs de celui-ci, notamment de l'opposition, parce que je ne veux pas gouverner seul et que je pense qu'une démocratie se protège des risques de dérive lorsqu'elle est capable d'organiser et d'accepter ses propres contre-pouvoirs.

Sources(s)

Mon projet

Radars

L'installation des radars, c'est moi qui l'ai eu, l'idée. Le président de la République nous avait fixé comme une obligation d'avoir des résultats en matière de sécurité routière, et la demande d'installation des radars, je l'assume. Regardez les résultats, 10 000 tués en moins, c'est 10 000 familles à qui on ne vient pas un matin glauque expliquer que le fils ou la fille est mort. 50 % des tués sur la route n'ont commis qu'un seul crime, croiser un assassin de la route. Ils n'y sont pour rien, ils sont avec leur famille au volant de leur voiture, ils ne demandaient rien à personne, et ils croisent un dingue.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (TF1 - 5/02/07)

Rayonnement culturel

Mon rêve, aujourd'hui, c'est que la France compte hors de l'hexagone. Que ses créateurs, écrivains, artistes soient connus et reconnus, que notre création soit vivante dans les universités étrangères, les colloques, les grandes collections, les musées phares, les grands projets architecturaux, au sein du marché de l'art comme de celui du cinéma. Non pas que nous soyons absents. Mais nous ne sommes pas assez présents, assez influents. On le sent bien, c'est un élan, une volonté, une confiance que nous devons retrouver pour peser vraiment.

Je souhaite que nous nous dotions des relais les plus performants pour porter cet esprit de conquête. Je souhaite que le réseau de nos centres culturels à l'étranger, soit plus présent et plus actif au coeur des nouvelles puissances, des pays émergents, notamment du côté de l'Asie.

De même, il est urgent de mieux fédérer notre paysage audiovisuel extérieur, qui, là encore, est éclaté en de multiples chaînes, au lieu de rassembler ses moyens et ses talents pour porter de façon moderne et crédible la voix de la France. Et puis, il faut que nos grandes expositions circulent davantage. Que nos galeries, nos artistes soient plus présents dans les grandes foires internationales, ce qui est l'une des conditions pour que la place de Paris redevienne l'une des plaques tournantes du marché de l'art. Tout est lié. Il faut, enfin, exporter partout dans le monde notre savoir-faire, notre ingénierie culturelle et faire connaître nos chefs d'oeuvre en tous lieux.

Pour accroître notre rayonnement, pour renforcer nos positions, nous devons aussi jouer avec force la carte européenne. Il y a un système d'éducation européen à inventer, dont ERASMUS ne contient que les prémices, avec des parcours universitaires effectués dans différents pays, et cela dans toutes les disciplines. Avec des écoles européennes. Par exemple, une école européenne du patrimoine. Par exemple, une école européenne du cinéma, parce que cela a du sens. Et il y a, bien sûr, une culture européenne à faire vivre, avec le développement des coproductions cinématographiques et audiovisuelles, avec la circulation des oeuvres et des artistes, des aides massives à la traduction, des grandes manifestations et expositions itinérantes et la multiplication d'institutions comme la Villa Médicis ou la Casa Vélasquez dans les grandes nations d'Europe.

Sources(s)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Recherche

Je ferai des sciences du vivant une priorité de notre recherche. (...) J'investirai massivement dans la formation, dans la recherche (...) Nous investirons dans la recherche sur les technologies propres. (...)L'enseignement supérieur et la recherche seront pour moi une priorité absolue. Leurs moyens seront portés au même niveau que dans les pays les plus en pointe sur le sujet, mais cela s'accompagnera de réformes de fond. Je donnerai aux universités volontaires une autonomie réelle. Je réformerai notre appareil de recherche pour créer les conditions de travail et de rémunération permettant d'attirer et de garder les meilleurs enseignants et chercheurs.

La recherche française, parce qu'elle n'a pas su faire évoluer son organisation depuis 60 ans, est en situation de décrochage. La loi de programme du 18 avril 2006 a constitué un premier sursaut, en introduisant deux éléments indispensables à un renouveau de notre système de recherche : une évaluation indépendante (par le biais de L'AERES) et un financement selon une logique de projet (grâce à l'ANR). J'entends poursuivre cet effort et même aller plus loin durant les cinq prochaines années, avec la généralisation du financement par projet (l'ANR ne concerne que 6 % des crédits publics de la recherche] et la mise en place d'une évaluation

systematique dans l'ensemble du système.

Nous n'avons pas aujourd'hui les moyens financiers de relever le défi de la bataille mondiale de l'intelligence. Pendant les cinq prochaines années, je ferai donc de l'augmentation des dépenses consacrées à l'enseignement supérieur [5 milliards d'euros supplémentaires d'ici 2012) et à [a recherche (15 milliards d'euros supplémentaires, pour atteindre l'objectif de 3 % du PIB en 2012) une priorité. Avec ces nouveaux financements, accompagnés des réformes structurelles indispensables, j'entends notamment revaloriser les carrières des enseignants et des chercheurs, grâce à des rémunérations plus élevées et davantage modulées selon le mérite, des responsabilités supplémentaires pour les chercheurs, même jeunes, qui ont fait leurs preuves, et des moyens plus importants pour travailler (laboratoires bien équipés).

Le secteur privé ne représente que la moitié des dépenses nationales de recherche. Mon objectif est qu'il en atteigne les deux tiers d'ici 2012. J'encouragerai notamment l'innovation dans les PME, dont l'effort de recherche est proportionnellement le plus faible, en renforçant le crédit impôt-recherche, en leur réservant une partie des crédits publics de recherche et en ratifiant le protocole de Londres sur le brevet européen. Dans La continuité de La politique des pôles de compétitivité, je favoriserai les liens entre le secteur privé et les autres acteurs de l'innovation afin d'accroître la circulation du savoir et de multiplier les créations d'entreprises issues du monde de la recherche (en considérant par exemple comme zone franche fiscale les incubateurs d'entreprise dans les universités).

L'évolution de notre société exige plus de transparence, plus de participation et plus de responsabilité dans la définition et la conduite des politiques publiques, y compris ce lles relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche. Je veux renforcer le rôle du Parlement, notamment pour le contrôle de la mise en oeuvre des politiques gouvernementales. J'entends consulter, avant toute réforme importante, les citoyens et les personnes intéressées par la réforme. Cela vaudra notamment pour la réforme de l'enseignement supérieur et de La recherche. Je souhaite la création d'un comité environnemental d'éthique, ayant la même crédibilité, la même notoriété, la même indépendance, que le Comité national d'éthique afin que Les citoyens puissent être éclairés sur les grandes questions posées par la recherche scientifique en matière environ-nementale. C'est ainsi que nous pourrons concilier le principe de précaution et l'idéal de progrès. À l'université, [es scientifiques auront également un rôle central une fois la réforme de la gouveerrance achevée : les chercheurs et les enseignants-chercheurs auront une place beaucoup plus importante dans les conseils d'administration.

Nous persistons dans le financement récurrent des structures de recherche, alors que les pays les plus dynamiques fonctionnent selon une logique de projets. Nous persistons à laisser nos universités à la périphérie de l'effort de recherche, alors que nos partenaires placent les leurs au centre. Nous continuons à enfermer nos universités dans un carcan centralisé pendant que les universités de tous nos concurrents fonctionnent de manière autonome et libre. Face au risque de décrochage scientifique et technologique, les réformes sont une priorité. Je transformerai donc nos grands organismes de recherche en agences de moyens, chargées de sélectionner et financer des équipes de recherche pour des projets à durée déterminée. Je renforcerai la gouvernance des universités et je donnerai à celles qui le souhaitent un statut d'autonomie réelle afin qu'elles disposent de tous les moyens nécessaires pour se développer et réussir.

Le défi, c'est de mettre notre pays en situation de tirer le meilleur parti des multiples nouveaux services et usages que le très haut débit et l'internet mobile rendront possibles. Il est majeur. La recherche et l'innovation en sont le coeur. En augmentant le budget de l'enseignement supérieur de 50% en cinq ans et l'effort de recherche de 40%, j'ai l'ambition de leur en donner les moyens. Je ferai d'internet l'une des quatre ou cinq priorités de la recherche nationale et je favoriserai la création d'incubateurs d'entreprises dans les universités, qui seront alors considérées comme des zones franches.

Sources(s)

Mon Projet

VRS (02-03/07)

tribune journal du net (20/04/07)

Recherche médicale

Dans le cadre de l'augmentation générale de l'effort de recherche, je souhaite doubler les moyens de la recherche médicale au cours des cinq prochaines années. Il me paraît nécessaire de construire, à partir de l'INSERM, une agence unique de la recherche médicale qui procédera à des appels d'offres et des financements sur projet ainsi qu'à l'évaluation des résultats. Il faut favoriser le développement des jeunes entreprises innovantes en biotechnologies, en dynamisant l'environnement fiscal et financier dans lequel elles évoluent. Il faut enfin tout faire pour garder nos meilleurs chercheurs en France et attirer leurs homologues étrangers.

Sources(s)

Interview Pharmaceutiques (mars 2007)

Récidive

Je souhaite qu'on crée des peines planchers pour les multirécidivistes, parce que 50 % des délits, c'est 5 % des délinquants. Et celui qui ne comprend pas qu'on ne doit pas revenir 25 fois devant le même tribunal pour la même chose, je souhaite qu'il soit puni sévèrement avec la certitude de la sanction.

Je veux des peines doublées pour les multirécidivistes. Je veux résoudre enfin le problème des mineurs. Le mineur multirécidiviste de 16 à 18 ans sera puni comme un majeur.

Sources(s)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Redevance télé

Je ne suis pas pour l'augmentation de la redevance télé.

Sources(s)

Interview Télérama (14/02/07)

Réduction des émissions de gaz à effet de serre

Le changement climatique constitue un défi majeur de notre siècle. Si nous ne prenons pas rapidement les décisions qui s'imposent pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre, c'est notre propre survie qui est menacée. Or, le secteur du bâtiment absorbe à lui seul près de 40% de la consommation française d'énergie, loin devant les transports et l'industrie. L'utilisation des matériaux écologiques constitue, par conséquent, l'un des moyens les plus sûrs pour réduire notre consommation et maîtriser nos émissions de gaz à effet de serre.

Sources(s)

Interview Architecture Bois (avril 2007)

Réformes

Je vous associerai au choix des réformes. Je crois que l'on prend de meilleures décisions si l'on prend le temps d'écouter ceux qui sont concernés sur le terrain, et que les réformes sont mieux appliquées si chacun a pu au préalable les comprendre et les accepter. 10% du corps électoral pourront demander au Parlement de se prononcer sur un texte de loi.

Sources(s)

Mon projet

Régimes spéciaux

J'augmenterai de 25 % le minimum vieillesse, je revaloriserai les petites retraites et les pensions de réversion pour que ces retraités vivent mieux. Ces mesures seront financées grâce aux économies que j'obtiendrai en réformant les régimes spéciaux de retraite.

Je ferai la réforme des régimes spéciaux de retraite. Je n'accepte pas cette idée que tous les Français du public et du privé doivent cotiser 40 ans et que dans les régimes spéciaux, je ne leur reproche pas, on doit cotiser 37 années et demi.

Sources(s)

Mon Projet

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Regroupement familial

Le regroupement familial ne sera possible que si la personne a un logement et un travail lui permettant de faire vivre sa famille sans prise en compte des allocations familiales.

Il y aura trois conditions à poser pour qu'un étranger en France puisse faire venir sa famille : qu'il ait un logement pour la loger, pour qu'il n'y ait plus de squats ; qu'il ait les revenus de son travail pour la faire vivre, (...); et troisièmement qu'on apprenne le français, en tout cas des rudiments de français, avant de venir en France, parce que si on ne le fait pas, on ne peut pas s'intégrer.

Sources(s)

Mon Projet

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Régularisation

En régularisant tous les sans-papiers on incite une masse croissante de malheureux à immigrer clandestinement dans l'espoir d'être régularisés un jour et l'on fait monter le ressentiment chez ceux qu'on accueille si mal et chez ceux qui se sentent de plus en plus étrangers dans leur propre pays. Si je suis élu président de la République, il n'y aura pas de régularisation globale.

Sources(s)

Discours de Caen (09/03/07)

Réinsertion

Je veux augmenter les revenus du travail et faire du travail la voie de la réinsertion.

Sources(s)

Discours Nantes (15/03/07)

Relations entre les Etats

Nous devons rendre les relations entre les Etats plus transparentes. Il nous faut les débarrasser des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux qui n'ont d'autre mandat que celui qu'ils s'inventent. Le fonctionnement normal des institutions politiques et diplomatiques doit prévaloir sur les circuits officieux qui ont fait tant de mal par le passé. Il faut définitivement tourner la page des complaisances, des secrets et des ambiguïtés, notamment avec nos partenaires africains et arabes. Nous ne devons pas non plus nous contenter de la seule personnalisation de nos relations. Les relations entre des Etats modernes ne doivent pas seulement dépendre de la qualité des relations personnelles entre les chefs d'Etat, mais d'un dialogue franc et objectif, d'une confrontation des exigences respectives, du respect des engagements pris et de la construction d'une communauté d'intérêts à long terme.

Sources(s)

Conférence de presse sur la politique internationale (28/02/07)

Religion

La religion est évidemment d'abord une affaire privée. Nul ne doit être contraint ni de croire, ni de révéler sa croyance ou son incroyance. Chacun doit être libre de transmettre ou non sa foi. Nous vivons dans un pays qui, depuis plus d'une centaine d'années, a fait le choix de laisser la religion dans le registre de la vie privée. C'est notre tradition, et désormais une condition absolue de notre équilibre social. Je l'estime essentielle et je ferai tout pour la respecter et la conforter.

Pour lutter contre l'intégrisme et le communautarisme, il faut que toutes celles et tous ceux qui ont la foi, puissent la vivre et la pratiquer en toute égalité. Oui, il n'y a que des Français, égaux devant la loi, également respectables, également dignes de croire ou de ne pas croire, de pratiquer leur foi s'ils le souhaitent, à la seule condition de respecter l'ordre public.

La première question est celle du financement de la construction des lieux de culte. Je suis d'accord sur le constat. Il n'est pas juste que les fidèles des confessions en expansion récente sur notre territoire, l'islam sunnite et le christianisme évangélique, rencontrent des difficultés pour pratiquer leur culte. La loi de 1905 a organisé, en réalité, le financement public de l'immobilier affecté aux cultes qui étaient présents en France à l'époque du vote de la loi - et c'est très bien ainsi. Mais les cultes les plus récemment installés en France ne bénéficient pas, eux, d'un tel effort national. Et ils sont contraints, trop souvent, de recourir à des montages juridiques hasardeux et à un financement venant de l'étranger. Cela n'est satisfaisant ni pour les cultes, ni pour l'ordre public.

Sources(s)

Interview La Vie (5/04/07)

Tribune La Croix (21/09/06)

Repentance

La mode de la repentance est une mode exécration.

Je n'accepte pas que l'on demande aux fils d'expié les fautes des pères, surtout quand ils ne les ont pas commises.

Je n'accepte pas que l'on juge toujours le passé avec les préjugés du présent. Je n'accepte pas cette bonne conscience moralisatrice qui réécrit l'histoire dans le seul but de mettre la nation en accusation. Je n'accepte pas ce changement systématique de la nation qui est la forme ultime de la détestation de soi. Car pour un français, haïr la France c'est se haïr lui-même. Je n'accepte pas que l'on veuille vivre en France en professant la haine de la France. Je veux que le racisme et l'antisémitisme soient poursuivis et condamnés avec la plus grande sévérité. Mais je ne veux pas que l'on dise que tous les Français sont racistes ou antisémites, parce que c'est faux. Je ne veux pas que l'on dise que la France est le pays le plus raciste et le plus antisémite au monde, parce que ce n'est pas vrai, parce que la France c'est exactement le contraire, c'est le pays des droits de l'homme, c'est le pays qui récuse le plus le communautarisme qui renvoie chacun à ses origines ethniques et religieuses, c'est le pays de la République, qui s'est toujours battu depuis deux cents ans pour la liberté, l'égalité et la fraternité de tous les hommes .

Sources(s)

Discours de Caen (09/03/07)

République

Je souhaite une République en tout point exemplaire : exemplaire au niveau de l'organisation de ses pouvoirs constitutionnels, exemplaire au regard du juste équilibre qui doit nécessairement exister entre eux, exemplaire du point de vue de la protection des libertés.

Je ne crois pas à la République sans un minimum d'ordre, l'ordre républicain, je ne crois pas qu'on peut tout faire, je crois à la justice voyez-vous, mais je crois aussi à la fermeté. Je crois aux droits, mais je crois aussi aux devoirs.

Sources(s)

Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)

Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Réquisition

Je suis contre la réquisition pour une raison assez simple, c'est que la réquisition, ça conduira à ce que les propriétaires ne loueront plus leurs appartements.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Respect

Au fonctionnaire de police, au professeur, à l'agent hospitalier, au chauffeur de bus, au contrôleur de la SNCF qui se font insulter, agresser, menacer, je dis que cette violence dont ils sont les victimes est inacceptable, parce qu'ils ont droit à leur dignité et parce qu'à travers eux c'est à l'autorité de l'Etat qu'on porte atteinte, c'est la République qu'on offense.

Sources(s)

Responsabilité des entrepreneurs

Je sais que les chefs d'entreprise ressentent aujourd'hui une pression croissante en faveur de la mise en cause de leur responsabilité, notamment sur le terrain pénal. La facilité avec laquelle ils peuvent être mis en cause et condamnés est vécue par beaucoup, à juste titre, comme une très profonde injustice. Si je suis élu, je souhaite qu'une commission composée de juristes, d'économistes, de représentants des salariés et de chefs d'entreprise réexamine le régime complet de responsabilité des dirigeants d'entreprise, dans tous les domaines de la gestion, et à identifier les changements nécessaires.

Sources(s)

Réponses CGPME

Restauration

Je n'ai jamais compris que la fixation des taux de TVA pour des prestations locales doive relever d'une directive négociée à l'unanimité des Etats membres de l'UE. Autant je suis attaché aux progrès de l'harmonisation fiscale européenne pour l'impôt sur les sociétés ou pour les droits sur les alcools, l'essence, les cigarettes, qui manifestement impactent les échanges au sein de l'Union, autant je souhaite que la TVA sur les prestations locales, telles que la restauration ou la rénovation de logements, revienne entièrement dans le champ de notre compétence nationale, aussi tôt que possible.

J'entreprendrai ce combat si je suis élu, j'en prends l'engagement. Cette modification permettra alors à la France d'harmoniser à la baisse ses taux de TVA en matière de restauration, dans le cadre d'un accord global qui est à définir. Mais pour moi, l'objectif sera très clair : que la réduction de la pression fiscale ait un impact global, sur les prix pratiqués, sur le nombre d'emplois dans le secteur - nous savons qu'il constitue un gisement potentiel considérable - et sur le niveau des rémunérations pratiquées dans l'hôtellerie. A mes yeux, si l'Etat accepte de se priver d'une recette fiscale importante, c'est à la condition d'un accord gagnant-gagnant avec la profession, les salariés et les consommateurs. Nous avons déjà négocié ensemble un tel accord. Nous pouvons aller plus loin.

Sources(s)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

Retraites

Le retraité qui veut travailler et toucher sa retraite pourra le faire,

J'augmenterai de 25 % le minimum vieillesse, je revaloriserai les petites retraites et les pensions de réversion pour que ces retraités vivent mieux. Ces mesures seront financées grâce aux économies que j'obtiendrai en réformant les régimes spéciaux de retraite.

J'allouerai des droits sociaux et des droits à la retraite à ceux qui se consacrent à l'éducation de leurs enfants ou qui s'occupent d'une personne handicapée.

Les droits des femmes sont fragiles et incomplets au moment de la retraite. Je veux parler de la pauvreté des femmes âgées. Parce que derrière la pudeur et la réticence à en parler, se cachent d'immenses injustices.

L'injustice faite à celles qui ont travaillé toute leur vie aux côtés de leur mari et dont on a accepté pendant des

années qu'elles n'acquièrent aucun droit propre à la retraite. L'injustice faite à celles qui subissent, dans le montant de leur retraite, les conséquences de carrières entrecoupées par les grossesses et l'éducation des enfants. Si nous devons réformer les régimes spéciaux de retraite, c'est pour pouvoir revaloriser ces petites retraites.

L'injustice faite aux veuves, dont les pensions de réversion, si ce n'était l'intervention du minimum vieillesse, sont inférieures à 300 euros en moyenne. Quand un homme a travaillé toute sa vie, il doit pouvoir mourir dans la certitude que sa femme aura un minimum décent pour vivre. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Ce n'est pas une juste récompense du travail. J'augmenterai le taux des pensions de réversion. Quand un homme et une femme vivent ensemble, les cotisations retraites de l'un ne sont pas les siennes, mais celles du couple.

L'injustice faites aux femmes qui se consacrent exclusivement à l'éducation de leurs enfants, qui n'ont pas recours aux crèches et aux services d'accueil de l'enfance, mais qui n'ont droit ni à une pension de retraite, ni même à une sécurité sociale indépendante de leur mari. Je donnerai des droits sociaux et des droits à la retraite aux mères de famille qui se consacrent exclusivement à l'éducation de leurs enfants.

Le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer, de même que les 35 heures continueront d'être la durée hebdomadaire légale du travail. Que ce soit un minimum, cela me va très bien. Ce que je n'accepte pas est que cela soit aussi un maximum. Quelle drôle d'idée que d'interdire aux Français de travailler plus pour gagner plus. (...) La retraite, ce n'est pas un problème d'épargne mais de travail. Si cela vous intéresse de travailler jusqu'à 70 ans et de partir ensuite en vacances plutôt qu'acheter un appartement pour vos petits-enfants, c'est votre droit. Mais en travaillant davantage, vous contribuez à résoudre le problème de l'équilibre des retraites.

Sources(s)

Mon Projet

Rencontre « Femmes et égalité des chances » (06/04/07)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Revalorisation du travail annuel

Le travail manuel et l'« intelligence de la main » sont encore trop dévalorisés. Il en résulte une désaffection des jeunes, alors que plusieurs de ces secteurs sont des gisements importants d'emplois stables, durables et profondément utiles à la collectivité. Je souhaite engager une vaste démarche de revalorisation des métiers manuels et techniques. L'orientation des élèves sera renforcée à tous les niveaux du cursus scolaire, par la création d'un véritable service public de l'orientation. Il devra contribuer notamment à valoriser l'entreprise et les métiers auprès des élèves, afin de poursuivre le développement de l'enseignement professionnel et technique, mais aussi des cursus fondés sur l'alternance. Parallèlement, je souhaite créer des universités des métiers, c'est-à-dire des établissements d'excellence dans des secteurs plus manuels ou plus techniques, mais qui jouent aussi un rôle déterminant dans notre économie : par exemple, le jeu vidéo, les métiers d'art ou la gastronomie. S'agissant du pouvoir d'achat, comme pour tous les emplois, les emplois plus manuels bénéficieront de l'exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires. Ils pourront travailler plus pour gagner plus. Dans le même temps, l'introduction d'une contrepartie à la perception de revenus minimaux achèvera de revaloriser le travail, y compris manuel.

Sources(s)

Réponses CGPME

Revenu de solidarité active

S'agissant des personnes pauvres, je mettrai en place la réforme proposée par Martin Hirsch, président d'Emmaüs France : la création d'un revenu de solidarité active au profit de ceux qui reprennent un emploi.

Sources(s)

Interview dans La Croix (13/03/07)

RMI

L'assistanat est, pour moi, la plus insidieuse des aliénations. Parfois, j'entends que l'on prétend que je voudrais supprimer le RMI ! Non, il n'en a jamais été question ! En revanche, je n'accepte pas que l'on bénéficie de la solidarité nationale sans obligation réciproque, sans effort. Les minima sociaux attribués à des personnes en âge de travailler sont là pour les aider à franchir une étape difficile. Cela peut arriver à chacun mais cela ne peut pas et ne doit pas devenir un moyen de subsistance à vie. C'est aussi une question de dignité ! Je veux que tout bénéficiaire d'un minimum social en âge de travailler ait une activité adaptée à sa situation, qu'il s'agisse de formation ou de travail d'intérêt général. Le but de cette activité doit être de retrouver un emploi car c'est en travaillant que les hommes et les femmes peuvent concevoir des projets et donner le meilleur à leurs enfants. C'est en travaillant que l'on peut vivre debout !

Sources(s)

Discours Guadeloupe (23/03/07)

Ruralité

Il faut restaurer l'égalité des chances entre les territoires et garantir la qualité de vie des campagnes. Je n'ignore pas les problèmes de logement, d'accès aux soins, de prise en charge des jeunes enfants et des personnes âgées, de transport, de présence des services publics et des services au public dans les territoires ruraux. Ces problèmes doivent recevoir des réponses.

Rétablir la confiance est plus que jamais nécessaire pour ceux de nos concitoyens qui sont issus du monde rural. Depuis des décennies, certains de nos territoires ruraux les plus fragiles sont gagnés peu à peu par la désertification. Or je veux affirmer, une fois encore, qu'il n'y a pas de fatalité au dépeuplement ni à l'exode rural, pour peu que l'Etat poursuive et amplifie ce qui fut toujours une grande politique, une politique originale dans notre pays, celle de l'aménagement du territoire. Elle n'est d'ailleurs pas pour rien dans la qualité de vie et des services publics que nous reconnaissons les étrangers qui visitent et apprécient notre pays. Aménager le territoire, c'est refuser que l'Etat ne renforce encore les tendances, là, à la concentration, ailleurs, au dépeuplement, plutôt que de rechercher un équilibre dans le développement de nos territoires. Aménager le territoire, c'est finalement garantir une véritable égalité des chances pour chaque Français, en tout point du territoire.

Je n'accepte pas les fermetures de services publics en milieu rural, sans concertation et sans préavis. Comprendons-nous bien, je suis absolument convaincu que les services publics doivent évoluer, en fonction notamment des besoins exprimés par les habitants et les élus. Mais fermer purement et simplement un service public dans une zone rurale déjà fragilisée, m'a toujours semblé être le degré zéro de la réforme. Je veux prendre un engagement clair : que toute évolution des services publics ne puisse intervenir que pour garantir à tous un service d'une qualité encore supérieure. C'est le principe des « Points Poste » qui sont confiés à des commerces de proximité, ce qui permet d'assurer les mêmes services avec des horaires d'ouverture plus longs. Pour permettre au monde rural français de rebondir, pour garantir la permanence des grands services régaliens, nous avons le devoir d'imaginer, d'utiliser les nouvelles technologies, de jouer sur la polyvalence des agents et de mutualiser, partout où cela est possible, les moyens des acteurs publics ou privés.

La nouvelle politique de développement rural européenne, telle qu'appliquée en France, va se traduire par un certain degré de régionalisation. Certains pays choisissent d'aller plus loin. Ce sont des pays avec des

traditions décentralisées fortes. Je ne suis pas hostile à ce que la France renforce le rôle de l'échelon régional. Je pense cependant que l'urgence réside dans la clarification des objectifs des aides du second pilier. Nous devons fixer quelques objectifs clairs, dotés de moyens importants, pour éviter le saupoudrage. Le développement rural est un enjeu majeur, qui mérite des moyens à la hauteur et un haut degré d'efficacité des politiques publiques, communautaire comme française.

Sources(s)

Interview L'Echo Républicain (10/04/07)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

Interview Le Mag Cultures (février 2007)

Salaires

Je veux être le Président du pouvoir d'achat. Pour cela, je permettrai d'abord à ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus de le faire, dans le secteur privé comme dans le secteur public. Les heures supplémentaires seront toutes payées au moins 25 % de plus que les heures normales, et elles seront exonérées de toute charge sociale et de tout impôt. En travaillant quatre heures de plus par semaine, un salarié rémunéré au Smic gagnera immédiatement 165 euros net de plus par mois. Les salaires sont trop bas dans notre pays. Je demanderai aux entreprises de faire un effort sur les salaires car l'État fait lui-même un effort sur les allègements de charges.

Dès le mois de juin, je réunirai une conférence avec les partenaires sociaux afin que l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes soit totale d'ici 2010. Les femmes subissent plus que les hommes les salaires trop bas, le travail précaire, le sous-emploi, l'absence de formation.

Le problème, c'est non seulement que les salaires sont trop bas, mais encore que la grille des salaires est écrasée avec beaucoup de Français dont les salaires ont été rattrapés par le Smic. C'est pourquoi ma politique sera une politique d'augmentation de tous les salaires, le Smic bien sûr, mais aussi les autres, pour sortir de cet égalitarisme qui dévalorise l'effort et le travail. Et c'est pourquoi aussi je suis opposé au Smic à 1 500 euros brut n'importe quand et dans n'importe quelles conditions. Pour permettre l'augmentation de tous les salaires, je prendrai trois mesures : la rémunération au moins 25 % de plus des heures supplémentaires et leur exonération fiscale et sociale. Cela représentera 165 euros net de plus par mois pour un salarié rémunéré au Smic qui travaillera cinquante minutes de plus par jour ; l'obligation pour les branches d'augmenter la grille des salaires, faute de quoi elles perdront les allègements de charges ; l'investissement dans l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation pour que nos emplois soient plus qualifiés et donc mieux rémunérés.

Sources(s)

Mon Projet

Libération (10/04/07)

Santé

J'engagerai la politique de santé publique et de prévention qui nous fait défaut depuis tant d'années. J'améliorerai les conditions de travail des professionnels de la santé, leur ferai bien davantage confiance, reconnaitrai leur mérite par de plus grandes facilités de promotion professionnelle, et libérerai l'hôpital de la contrainte des 35 heures en permettant à tous ceux qui veulent travailler plus pour gagner davantage de le faire. Je souhaite garantir l'égalité et l'équité de l'accès aux soins pour tous sur tout le territoire. Mais je veux également que chacun se sente responsable du financement de notre système de santé.

Je ne pense pas qu'il y ait matière à beaucoup d'économies dans la santé. Compte tenu de l'allongement de la durée de la vie, du progrès médical et de l'aspiration bien naturelle de nos concitoyens à vivre en bonne santé, l'investissement dans la santé sera forcément majeur.

Je veux que nous préservions l'excellence de notre système de santé, qui est l'un des meilleurs du monde. Au lieu de lutter contre ses gaspillages, nous avons organisé son rationnement, essouffant nos professionnels sous le poids de la bureaucratie, de l'isolement, des inégalités, sans parler des 35 heures. Pour moi, la santé n'est pas un coût, c'est un investissement, une richesse, des emplois, de la croissance, et surtout un bien-être qui n'a aucun prix. C'est pourquoi tout euro dépensé dans la santé doit être un euro utile, qui serve à guérir ou à soulager la souffrance. Je ferai des sciences du vivant une priorité de notre recherche.

Les remboursements pour les lunettes et les prothèses, les Français ont un remboursement qui ne doit pas être supérieur à 30 %, alors que le problème d'hygiène dentaire, c'est un problème de santé publique, on ne peut pas dire que c'est du confort, on ne peut pas se trimballer avec une dent qui manque, et pareil pour les lunettes, ce n'est pas une question de mode, c'est une question de nécessité. J'ai proposé qu'on porte les remboursements jusqu'à 50 %, mais je veux qu'à l'inverse, on pose le problème des fraudes, des médicaments de confort et des excès en tout genre.

Sources(s)

Mon Projet

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Scolarité

S'agissant de la scolarisation des enfants de deux à trois ans, toutes les études montrent que, telle est pratiquée aujourd'hui, c'est-à-dire dans des classes trop nombreuses, avec du personnel insuffisamment formé et des institutrices qui sont seules à s'occuper d'une trentaine d'enfants, elle n'est pas adaptée à des enfants aussi jeunes. Par conséquent, je ne veux pas développer la scolarisation des enfants de deux à trois ans. Lorsque l'environnement familial des enfants ne leur permet pas d'acquérir le vocabulaire qui leur sera nécessaire pour réussir l'apprentissage de la lecture, de petites structures de prise en charge, avec des personnels qualifiés, devront toutefois être créées.

Sources(s)

Interview à la revue Cotémômes

SDF

S'agissant des sans domicile fixe, je suis pour des centres d'hébergement de petite taille, qui gardent les gens plus qu'une nuit, deux nuits ou une semaine pour les réinsérer.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Seconde chance

Je prends l'engagement si je suis élu de créer des écoles de la deuxième chance dans tous les départements et de développer dans toutes les disciplines des cursus qui permettent d'accéder à

l'enseignement supérieur sans le bac, comme c'est déjà le cas avec la capacité en droit ou avec le Conservatoire National des Arts et Métiers.

Je veux que toute personne qui n'a pas pu faire les études de son choix puisse les entreprendre plus tard.

Sources(s)

Discours Maisons-Alfort (02/02/07), Discours Nantes (15/03/07)

Sécurité

Je poursuivrai la politique de sécurité que j'ai engagée depuis 2002. Des peines planchers seront instaurées pour les multirécidivistes et le droit pénal des mineurs sera réformé.

Sources(s)

Mon Projet

Sécurité sociale professionnelle

Ceux qui font l'effort de travailler doivent bénéficier d'une vraie protection contre le chômage et contre les aléas de l'économie. Avec les partenaires sociaux, je créerai la sécurité sociale professionnelle. Elle ne supprimera pas le chômage, pas plus que la Sécurité sociale n'a supprimé la maladie. Mais elle permettra à chacun de surmonter au mieux et au plus vite cette difficulté. Une personne licenciée pour des raisons économiques ne perdra pas son contrat de travail: celui-ci sera transféré au service public de l'emploi qui lui garantira 90% de sa rémunération antérieure aussi longtemps que nécessaire, pour suivre une formation qualifiante, trouver un nouvel emploi, essayer un nouveau métier. En revanche, il ne sera plus possible de refuser plus de deux emplois sans justification.

Sources(s)

Mon projet

Seniors

Notre pays aidera les entreprises à donner du travail aux seniors au lieu de les encourager à s'en séparer.

Il nous faudra aussi cesser de mettre de côté les seniors qui pourraient et voudraient poursuivre leur activité. Il est inouï que nous continuions à dépenser plus de 5 milliards et demi d'euros chaque année pour retirer du marché du travail des personnes qui sont encore dans la force de l'âge. Si, là encore, cela devait permettre aux jeunes de travailler, nous n'aurions pas hélas l'un des taux de chômage des jeunes les plus élevés du monde.

Sources(s)

Mon Projet

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

Service civique

Je donnerai des avantages concrets à ceux qui donnent de leur temps à la société dans les associations, et créerai un service civique obligatoire de six mois.

Si je suis élu, je mettrai en place le service civique de 6 mois. Parce qu'il faut une fois au moins que l'on demande quelque chose à la jeunesse en contrepartie de ce qu'elle reçoit. Elle y trouvera la possibilité de servir de grandes causes, d'élargir son horizon, de rencontrer d'autres gens que ceux qu'elle a l'habitude de voir. (...)

Dans son volet militaire et de sécurité, le service civique pourrait utilement contribuer au renforcement de nos capacités de réaction, via notamment une réserve opérationnelle plus consistante, à même de soulager nos armées déjà fortement sollicitées sur les théâtres extérieurs.

Sources(s)

Mon Projet

Discours Zénith (18/03/07)

Interview Revue Défense & Sécurité internationale (Mars 2007)

Service minimum

Dès l'été, une loi créera un service minimum garanti en cas de grève. En échange des efforts que je leur demanderai, nos fonctionnaires seront plus considérés, mieux payés et leurs carrières seront plus valorisantes.

Sources(s)

Mon Projet

Service public de l'emploi

L'ANPE, l'Unedic, les Maisons de l'emploi seront réunies en un seul service public de l'emploi, qui interviendra immédiatement et de manière personnalisée pour permettre à tous ceux qui le souhaitent de trouver ou retrouver un emploi beaucoup plus rapidement qu'aujourd'hui.

Sources(s)

Mon projet

Services publics

Je crois résolument dans le service public, à son rôle pour l'égalité des chances. C'est pourquoi il est essentiel d'assurer sa présence dans les quartiers en difficulté, en milieu rural, outre-mer. Mais je veux que le service public soit au service du public. Je souhaite que son fonctionnement et ses horaires d'ouverture répondent mieux à vos attentes.

Sources(s)

Mon projet

Services publics en milieu rural

Je n'accepte pas les fermetures de services publics en milieu rural, sans concertation et sans préavis. Comprendons-nous bien, je suis absolument convaincu que les services publics doivent évoluer, en fonction notamment des besoins exprimés par les habitants et les élus. Mais fermer purement et simplement un service public dans une zone rurale déjà fragilisée, m'a toujours semblé être le degré zéro de la réforme. Je veux prendre un engagement clair : que toute évolution des services publics ne puisse intervenir que pour

garantir à tous un service d'une qualité encore supérieure. C'est le principe des « Points Poste » qui sont confiés à des commerces de proximité, ce qui permet d'assurer les mêmes services avec des horaires d'ouverture plus longs. Pour permettre au monde rural français de rebondir, pour garantir la permanence des grands services régaliens, nous avons le devoir d'imaginer, d'utiliser les nouvelles technologies, de jouer sur la polyvalence des agents et de mutualiser, partout où cela est possible, les moyens des acteurs publics ou privés.

Sources(s)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

SMIC

Le problème de la France, c'est que la SMIC, qui devrait n'être qu'un point de départ, est de plus en plus un point d'arrivée. De plus en plus de Français sont rémunérés au SMIC: 17% contre 1,4% des salariés britanniques, alors même que le SMIC britannique est supérieur de 100 euros au SMIC français. Voilà la triste réalité de notre pays. Les 35 heures ont artificiellement atrophié notre économie et gelé les salaires. Il faut faire repartir la machine économique, et permettre l'augmentation de tous les salaires. Le SMIC, mais aussi les autres.

Porter le Smic à 1500 euros, comme le proposent certains socialistes, ce serait un tout petit effort sur la durée de la législature. En réalité, tout en conservant le SMIC, il faut s'attaquer à l'écrasement des grilles salariales et faire un effort sur l'ensemble des salaires. Eux veulent l'augmentation du seul SMIC ; je préfère l'augmentation de tous les salaires grâce à l'augmentation de la quantité de travail.

La hausse du seul SMIC est un risque parce qu'elle tasserait la grille des salaires. Elle donnerait le sentiment à la classe moyenne que travailler dur ne sert à rien puisqu'on ne gagne pas plus, à l'arrivée, que celui qui est dans l'assistanat ou en bas de l'échelle. Je suis attaché à la justice. Je veux me préoccuper du pouvoir d'achat de tous les Français en « libérant » les 35 heures, donc en leur permettant de faire des heures supplémentaires sur lesquelles il n'y aura ni cotisations ni impôts sur le revenu.

Sources(s)

Le Parisien (23/03/07)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Interview Le Parisien (21/02/07)

Société de l'Information

La révolution numérique nous oblige à être imaginatifs autant que pragmatiques, et à cerner les priorités. Les nouvelles technologies offrent, évidemment, une augmentation sans limites des possibilités de diffusion. Elles permettent aux nouveaux talents de se faire connaître sans intermédiaires. Elles sont un lieu privilégié pour le dialogue des cultures. Elles sont une réalité qui nous oblige. La France doit améliorer toujours davantage son positionnement et jouer de tous ses atouts. C'est capital en termes économiques, car des milliers et des milliers d'emplois en dépendent. C'est capital en termes politiques et culturels, car, d'une dépendance technologique, peut découler une dépendance culturelle, comme le montre, par exemple, la domination d'un moteur de recherche comme Google.

C'est pourquoi, je souhaite que soit menée une politique de soutien efficace de nos entreprises innovantes dans ce secteur. Dans cet esprit, les universités doivent devenir des zones franches fiscales pour les étudiants, les enseignants, les chercheurs qui déposeraient des brevets et créeraient des entreprises. Je souhaite conforter l'excellence de notre industrie du logiciel et en particulier dans le domaine des jeux vidéos où nos talents fort nombreux ont tendance à s'expatrier de plus en plus souvent.

Je souhaite que l'Europe développe sa propre industrie des dispositifs de protection des oeuvres. Il faut que,

parallèlement, les industries culturelles affectées par Internet soient aidées pour réussir leur évolution. Ce qui signifie, pour le disque, qu'il faut aider à la numérisation des oeuvres et développer toutes les formes de diffusion légale. Réfléchir à des aides sociales pour soutenir l'emploi dans la filière musicale. Examiner l'ensemble des règles fiscales applicables à ce secteur, afin de les adapter dans ce contexte de complète mutation. (...)

Je souhaite que la politique culturelle investisse la société de l'information et qu'elle la tire vers le haut, qu'elle lui donne une âme, un contenu, fidèle à un idéal de civilisation que nous avons hérité des Lumières.

Je souhaite qu'elle fasse émerger un nouveau modèle économique, viable, qui respecte le droit des auteurs, des créateurs, des artistes, et qui en même temps réponde à l'exigence de permettre que les oeuvres soient accessibles à tous, qu'elles soient le plus largement diffusées. (...)

Internet est un extraordinaire instrument de démocratisation culturelle, qui doit être pleinement utilisé. Je pense, par exemple, à la création de sites publics mettant gratuitement à disposition les oeuvres du patrimoine français tombées dans le domaine public, ou financées par fonds publics. Je pense à la création de sites éducatifs et interactifs mettant les jeunes en contact direct avec les créations contemporaines. Il y a là un gisement infini, qui doit être exploité au profit de tous. (...)

La littérature de fond, la littérature à risque, celle par exemple des premiers romans, a besoin de ce réseau des passionnés que sont les libraires, qu'il faut soutenir, avec les collectivités locales, notamment contre la spéculation immobilière. Il faut les aider au développement d'une offre numérique, c'est à dire à mettre en ligne leur catalogue, leurs disponibilités, afin que les acheteurs, sûrs de ce qu'ils vont trouver, se rendent dans ces lieux de convivialité. De même qu'il faut aider les éditeurs à prendre le tournant des nouvelles technologies. Dans cet esprit, je souhaite que le Centre National du Livre voie ses missions et ses moyens renforcés. (...)

Sources(s)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Soins optiques et dentaires

Je propose un meilleur remboursement par l'assurance-maladie des soins optiques et dentaires. Ces soins, indispensables à une vie digne et de qualité, sont aujourd'hui très mal remboursés.

Sources(s)

Interview Panorama du médecin (mars 2007)

Solidarité

Nos politiques de solidarité méritent mieux que l'avarice et le rationnement. C'est pourtant ce que nous leur faisons subir depuis des années parce que nous ne commençons pas par le commencement: créer des richesses marchandes. Dans la cinquième puissance du monde, le minimum vieillesse et l'allocation pour adulte handicapé ne sont même pas au niveau du seuil de pauvreté. Pouvons-nous l'accepter? Je veux que nous ayons l'argent nécessaire pour mener de grandes politiques de solidarité. Je veux en citer trois plus particulièrement. La première concerne les personnes handicapées. Elles nous apprennent le courage et c'est pourquoi je veux absolument que nos enfants soient scolarisés dans les mêmes écoles que les enfants handicapés. Elles nous rappellent ce qui est vraiment important dans l'existence. Je veux rendre opposables devant les tribunaux un certain nombre de droits qui les concernent, notamment l'accès aux transports et aux bâtiments publics. Leur insertion dans le monde du travail sera pour moi une priorité et je

leur ouvrirai les portes de l'enseignement supérieur. Je souhaite ensuite mettre en oeuvre une grande politique de la fin de vie. Je veux que, dans la manière dont notre société prend en charge les personnes très âgées et lutte contre leur solitude, nous soyons un exemple de civilisation. Je lancerai un plan de prévention et de recherche sur les maladies de la vieillesse, notamment la maladie d'Alzheimer. Je créerai une cinquième branche de la protection sociale pour consacrer suffisamment de moyens à la perte d'autonomie et garantir à tous les Français qu'ils pourront rester à domicile s'ils le souhaitent. Je veux enfin que chacun puisse prendre un congé rémunéré pour pouvoir s'occuper d'un proche en fin de vie. Enfin, je veux que nous préservions l'excellence de notre système de santé, qui est l'un des meilleurs du monde. Au lieu de lutter contre ses gaspillages, nous avons organisé son rationnement, essouffant nos professionnels sous le poids de la bureaucratie, de l'isolement, des inégalités, sans parler des 35 heures. Pour moi, la santé n'est pas un coût, c'est un investissement, une richesse, des emplois, de la croissance, et surtout un bien-être qui n'a aucun prix. C'est pourquoi tout euro dépensé dans la santé doit être un euro utile, qui serve à guérir ou à soulager la souffrance. Je ferai des sciences du vivant une priorité de notre recherche. J'engagerai la politique de santé publique et de prévention qui nous fait défaut depuis tant d'années. J'améliorerai les conditions de travail des professionnels de la santé, leur ferai bien davantage confiance, reconnaitrai leur mérite par de plus grandes facilités de promotion professionnelle, et libérerai l'hôpital de la contrainte des 35 heures en permettant à tous ceux qui veulent travailler plus pour gagner davantage de le faire. Je souhaite garantir l'égalité et l'équité de l'accès aux soins pour tous sur tout le territoire. Mais je veux également que chacun se sente responsable du financement de notre système de santé.

Sources(s)

Mon Projet

Sport

Je ferai en sorte que l'école consacre plus de temps au sport.

Je veux rendre au sport la place qu'il mérite. Je ne veux que l'on se passionne simplement pour le sport quand il y a une Coupe du monde, qu'elle soit de football ou de rugby, quand il y a un Championnat du monde d'athlétisme ou quand un boxeur fait des exploits.

Je veux rendre sa place au sport dans notre société du 1er janvier au 31 décembre. Comment faire, comment y arriver ?

Je pense que tout passe par l'école. (...) Donc on change la logique de l'école, en doublant le nombre d'heures, en augmentant les coefficients, en permettant aux familles de choisir un mi-temps sportif et en démontrant qu'avec un mi-temps sportif on peut quand même faire de grandes études, que non seulement ce n'est pas un handicap, mais que ça peut être une chance.

On donne les moyens aux fédérations de professionnaliser leur gestion.

On récompense les bénévoles dans tous les clubs amateurs si importants pour notre pays en leur donnant des points de retraite. Le bénévolat, ce n'est pas simplement une question d'argent, mais de considération. Pour que celui qui a consacré 20 ans à son club de sa région ne se dise à la fin de sa vie qu'en plus on ne lui a pas dit merci.

Mais cela vaut aussi pour les jeunes lors de leurs examens de passage.

J'aimerais vous dire un mot à propos d'un sujet qui vous préoccupe : le ministère des Sports.

Je veux prendre mes responsabilités et j'ai beaucoup réfléchi à cette question.

Naturellement, le mouvement sportif est attaché à un ministère des sports. D'ailleurs, c'est un grand classique français, chacun considère qu'il y a trop de ministres, mais chacun veut le sien...

Le rôle de la politique n'étant pas de nier les contradictions, mais de les surmonter. Il y aura donc un ministère des sports, dédié aux sportifs, mais je veux inscrire ce ministère dans un pôle de compétences où j'y mettrai également la santé.

Car je conteste l'idée que le sport soit associé à la jeunesse. Le sport, ce n'est pas que la jeunesse, c'est

toute la France. Lier jeunesse et sports, c'est nier la pratique sportive.

Je veux que celui qui porte le sport puisse également débattre et porter d'autres enjeux comme celui de la santé. Quelle est la signification de mettre le titulaire de la santé d'un côté et celui du sport dans un autre ? À quoi sert le sport, s'il ne sert pas à améliorer, à porter, à développer la santé des Français et pas simplement des jeunes français ?

Sources(s)

Mon Projet

Rencontre avec les sportifs (15/04/07)

Statut de pré-majorité

Je propose de créer, pour les jeunes de 16 à 18 ans, un statut de pré-majorité, leur permettant, par exemple, de prendre des responsabilités dans la vie associative, dans des entreprises ou dans la vie civique.

Sources(s)

Interview Marie-Claire (avril 2007)

Stock Options

Je n'aime pas l'idée de stock options réservées à un petit groupe de cadres dirigeants. Je suis très tenté par l'idée de plans de stock options pour tous ou pour personne.

Sources(s)

Interview au journal Le Monde du 23 janvier 2007

Suicide

Si je suis élu président de la République, je veux donner des moyens à la recherche, je veux spécialiser les services sur ces questions-là et ceux qui sont malades de dépression ou de stress ou de mal-être ou mal-vivre, n'ont pas à être culpabilisés. Ils portent, quand on a une maladie organique, quand on a une fracture, on va chez le médecin pour se faire soigner, quand on est dépressif, parce que la vie est dure, parce qu'il y a de la pression, parce que c'est lourd à porter tout ça. Il faut faire un grand plan national pour aider ces millions de gens à vivre c'est une question d'humanité.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Tabac

Il y a 150 000 personnes qui meurent chaque année du cancer. Toutes les familles sont touchées par ce fléau abominable, ce crabe de l'intérieur, qui génère tant de souffrances et tant de drames. On n'attrape pas le cancer que par la cigarette, mais on l'attrape par la cigarette et pire, non seulement le fumeur l'attrape, le risque d'avoir un cancer est multiplié par dix quand on fume, mais de plus, celui qui ne fume pas, mais qui est à côté d'un fumeur peut l'attraper, ça ce n'est pas la liberté. Moi, je suis pour que vous ayez plus de libertés, mais pas la liberté de vous tuer et pas la liberté de tuer les autres, donc c'est parfaitement clair. D'ailleurs regardez quand on prend l'avion, il y a quelques années tout le monde fumait dans l'avion, maintenant c'est interdit, qui penserait à revenir sur cette interdiction ? Alors si je veux être tout à fait honnête et le plus précis

possible, je m'interroge, je ne suis pas sûr, mais je m'interroge si dans les départements ruraux, où il reste un café tabac, un lieu de convivialité, est-ce qu'on peut appliquer strictement la même règle ? Cela n'enlève rien au fait que je suis pour l'interdiction.

Sources(s)

J'ai une question à poser (5/02/07)

Tarifs bancaires

L'activité bancaire doit reposer sur une relation de confiance avec les particuliers, mais une relation de confiance qui fonctionne dans les deux sens. Or, il est clair qu'aujourd'hui, les Français ont le sentiment que certaines politiques de tarification sont encore excessivement coûteuses et que leurs marges de choix sont trop limitées. La transparence des banques sur leurs prix et sur leurs produits est, à ce titre, un enjeu majeur.

Sources(s)

Interview Revue Banque (avril 2007)

Taxe professionnelle

Je propose de supprimer la taxe professionnelle qui pénalise jusqu'à la caricature les investissements les plus productifs et les plus innovants. Je propose de la remplacer par une contribution dont l'assiette serait moins stigmatisante pour l'effort d'investissement et selon des modalités permettant de garder un lien avec le territoire d'implantation.

Sources(s)

Discours St Etienne (09/11/06)

Taxe carbone

Si nous ne parvenons pas à amener les Etats-Unis et les grandes puissances émergentes à participer à la lutte contre l'effet de serre, je souhaite la mise en place d'une taxe sur le carbone importé applicable aux produits issus de pays ne respectant pas le protocole de Kyoto.

Sources(s)

Réponses CGPME

Téléchargement

J'ai pris position avec force pour le respect du droit d'auteur dans tous les domaines, musique, films, livres. Je veux redire ici que je continuerai à me battre pour le respect de ce droit, car la rémunération du travail des auteurs, des artistes, des producteurs est aussi juste que nécessaire. Nous pourrons faire, fin 2007, un état des lieux de la loi relative aux droits d'auteurs et droits voisins dans la société de l'information, loi que je salue, et en particulier évaluer les conséquences de la suppression par le Conseil Constitutionnel du dispositif de riposte graduée qui divisait votre communauté. Et je me réjouis que la loi du 5 mars dernier ait organisé la contribution des fournisseurs d'accès à Internet et des opérateurs de téléphonie mobile à l'aide à la création, musique et cinéma, car il me semble normal que les nouveaux supports de diffusion participent également au financement des comptes de soutien.

La loi affirme que le droit d'auteur et les droits voisins doivent être respectés dans le monde numérique. C'est

le socle essentiel à toute création et je reste opposé à une licence dite « globale » qui revient à spolier les créateurs à l'heure où l'essentiel de la distribution des oeuvres bascule sur l'Internet. Grâce à cette affirmation, des offres légales apparaissent aujourd'hui sous de multiples formes, y compris le P2P autorisé par les ayants-droits et c'est la véritable solution au problème du téléchargement illégal. En matière de sanctions, j'ai toujours plaidé pour un régime proportionné : le bilan de son application, prévu par la loi, sera réalisé fin 2007, et il faudra agir en fonction de ses conclusions. L'interopérabilité est un objectif essentiel car elle détermine les usages autorisés des oeuvres acquises. Je souhaite qu'elle devienne une priorité stratégique industrielle européenne.

Je souhaite que l'Europe développe sa propre industrie des dispositifs de protection des oeuvres. Il faut que, parallèlement, les industries culturelles affectées par Internet soient aidées pour réussir leur évolution. Ce qui signifie, pour le disque, qu'il faut aider à la numérisation des oeuvres et développer toutes les formes de diffusion légale. Réfléchir à des aides sociales pour soutenir l'emploi dans la filière musicale. Examiner l'ensemble des règles fiscales applicables à ce secteur, afin de les adapter dans ce contexte de complète mutation.

Sources(s)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Interview au magazine Internauts Micro (mars 2007)

Télévision

On a jamais eu autant de chaînes publiques et aussi peu de culture à l'écran. (...) Pour moi, le service public, y compris France 2, doit viser à une politique éducative de l'excellence. Ne pas hésiter à faire de la contre programmation, des grandes émissions de débat, présenter des spectacles, des films qui ne sont pas sur les autres chaînes (...) Mais je ne suis pas pour l'augmentation de la redevance. Le problème de la politique culturelle dans notre pays, et pas seulement dans l'audiovisuel, c'est la question des financements. Je suis favorable à des financements hybrides, avec des partenariats, du mécénat.

Sources(s)

Interview Télérama (14/02/07)

Théâtre privé

Très importants sont le fond de soutien pour le théâtre privé, et les différents systèmes d'aides au spectacle vivant. Elles sont nécessaires, pour que vivent ces troupes, qui participent du maillage culturel de notre pays. Il faut notamment leur permettre de mieux diffuser leur travail, car, par exemple, il n'est pas normal que beaucoup de pièces de théâtre soient représentées moins de dix fois. On peut réfléchir à la meilleure manière d'attribuer ces aides, en associant davantage les professionnels au processus de décision. Mais le principe du soutien public au spectacle vivant est intangible à mes yeux.

Sources(s)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Traité franco-algérien

J'ai toujours pensé que l'amitié n'avait pas besoin d'être gravée dans le marbre d'un traité. L'amitié se vit, se prouve chaque jour, cela ne se décrète pas. Le Traité d'amitié a son calendrier. Au-delà du Traité, qui viendra en son temps, nous souhaitons progresser avec les Algériens sur les divers aspects de notre relation bilatérale. Je sais que les questions de mémoire, liées au passé, restent centrales. Personne ne peut plus

défendre le système colonial : nous en savons la profonde injustice. Mais nous savons aussi qu'il ne faut pas confondre ce système politique, condamnable, et l'action des personnes qui coexistaient de manière pacifique, dont le souvenir mérite le respect. Quant aux souffrances subies par tous, « indigènes » Européens, nul ne peut les ignorer. Tous en ont été les victimes. Le travail de mémoire est douloureux, il ne faut pas le brusquer, il appelle à des efforts réciproques, Il faudra encore du temps pour parvenir peu à peu, dans le respect de l'histoire qu'elle a été, à des mémoires moins contrastées.

Sources(s)

Interview Arabies (04/07)

Traité simplifié

J'ai proposé à nos partenaires un traité simplifié, limité aux questions institutionnelles que nul n'a contestées pendant la campagne référendaire, afin que l'Europe se dote rapidement des moyens de fonctionner efficacement à 27 États membres. La question de la réécriture d'un texte plus global, scellant la dimension fondamentalement politique de l'Europe, se posera dans un second temps.

Les dispositions à faire figurer en priorité dans le traité simplifié:

- 1/ la mise en place d'une Présidence stable du Conseil européen pour donner à l'Europe un visage et une voix et favoriser des actions de plus long terme, avec un meilleur suivi ;
- 2/ la création d'un Ministre européen des Affaires étrangères ; ainsi, sur la convocation du Président du Conseil européen, ou du Ministre des Affaires étrangères de l'Union, lors de chaque crise internationale, les Européens se parleront entre Européens avant de parler à d'autres. Ils se prononceront sur un projet de position européenne avant de prendre parti sur les suggestions des autres. (...) Le Ministre des Affaires étrangères européen, placé sous le contrôle politique des gouvernements, pourra de même coordonner de manière efficace nos moyens diplomatiques, budgétaires et, le cas échéant, militaires.
- 3/ l'extension du domaine de la majorité qualifiée, notamment en matière judiciaire et pénale et d'immigration,
- 4/ l'extension du domaine de la codécision qui augmente le rôle du Parlement européen dont l'accord devient indispensable pour le vote des « lois européennes » ;
- 5/ les règles relatives aux modalités de la majorité qualifiée, principalement la règle de la double majorité (55% des Etats membres représentant au moins 65% de la population de l'UE) ;
- 6/ la clause passerelle qui permet aux Etats membres de décider à l'unanimité de faire passer une matière soumise à la règle de l'unanimité sous le régime de la majorité qualifiée ;
- 7/ le mécanisme d'alerte précoce, qui permet aux parlements nationaux de s'assurer que l'Union n'excède pas son champ de compétences ;
- 8/ le droit d'initiative citoyenne, qui donne la possibilité à un million de citoyens de demander à la Commission de faire des propositions dans tel ou tel domaine.

Sources(s)

Mon Projet

Conférence de presse sur les relations internationales (28/02/07)

Transports

Nous développerons les transports en commun et les transports alternatifs à la route, tout en aidant les transporteurs routiers à acquérir des véhicules propres.

Sources(s)

Mon Projet

Travail

Depuis vingt-cinq ans, on vous dit que le plein-emploi est impossible et que le chômage est une fatalité. Rien n'est plus faux. Je veux d'abord vous convaincre que partager le travail n'a jamais été une solution contre le chômage. Les 35 heures ont-elles permis de créer des emplois? Nullement. Avec elles, vous avez plus de temps pour vous, mais vos salaires sont gelés. Vous avez moins de pouvoir d'achat, vous consommez moins. C'est toute l'économie qui s'est artificiellement réduite. Plutôt que de consacrer tant d'argent à payer les Français pour qu'ils travaillent moins, nous devons tout faire pour être plus nombreux à travailler, car l'activité des uns crée le travail des autres. C'est pourquoi, si je suis élu, l'étudiant qui travaille ne paiera pas d'impôt, le retraité qui veut travailler et toucher sa retraite pourra le faire, notre pays aidera les entreprises à donner du travail aux seniors au lieu de les encourager à s'en séparer.

Je veux réhabiliter le travail et, au-delà, le mérite, l'effort, le goût du risque. Je ferai en sorte que les revenus du travail soient toujours supérieurs aux aides sociales et que les titulaires d'un minimum social aient une activité d'intérêt général, afin d'inciter chacun à prendre un emploi plutôt qu'à vivre de l'assistanat.

Réhabiliter le travail, c'est aussi ne plus accepter la pénibilité de certains emplois, le stress de certaines situations professionnelles.

Sources(s)

Mon projet

Turquie

Je veux une Europe qui ait une existence politique, et qui ait une identité, et par conséquent une Europe qui ait des frontières. Je veux une Europe où tous les pays du monde, fussent-ils démocratiques, n'aient pas vocation à entrer. La Turquie, qui n'est pas un pays européen, n'a pas sa place à l'intérieur de l'Union Européenne. L'Europe sans frontière c'est la mort de la grande idée de l'Europe politique. L'Europe sans frontière c'est le risque de la voir condamnée à devenir une sous-région de l'ONU. Je ne l'accepte pas.

Sources(s)

Discours Strasbourg (21/02/07)

TVA sociale

Après y avoir beaucoup réfléchi et avoir étudié l'expérience du Danemark et celle plus récente de l'Allemagne, je suis convaincu qu'il faut expérimenter le transfert d'une partie des cotisations sociales sur la TVA, parce que ce système permet d'exonérer les exportations du financement de la protection sociale et de taxer les importations. C'est le contraire du système actuel de financement de la protection sociale qui, en taxant le travail, obère la compétitivité des exportations, augmente le prix des produits français par rapport au prix des produits importés, déprécie la rémunération du travail et contribue à faire de l'emploi une variable d'ajustement de l'économie. Le temps de l'expérimentation est venu. Il n'a que trop tardé.

Le financement de la protection sociale par l'impôt sur les ventes, que l'on appelle parfois un peu bizarrement la « TVA sociale », présente beaucoup d'avantages dans le contexte de l'économie globale. C'est un moyen pour lutter contre les délocalisations, pour créer de l'emploi, pour faire augmenter le pouvoir d'achat. En renchérissant le prix des produits importés, il diminue l'incitation du consommateur à acheter les produits bon marchés des pays à bas salaires plutôt que les produits fabriqués en France avec un coût du travail plus élevé. Le consommateur, qui recherche d'autant plus le meilleur marché que son pouvoir d'achat est faible,

est ainsi incité à participer à la destruction de son emploi et de sa protection sociale. En taxant les importations et en exonérant les exportations, le basculement d'une partie des cotisations sociales sur la TVA a le même effet qu'une dévaluation, ce qui permet d'atténuer la surévaluation de l'euro et de doper la compétitivité. En allégeant la charge fixe qui pèse sur le travail, il permet d'amortir les fluctuations de l'emploi quand la conjoncture se dégrade. En diminuant le coût du travail, il favorise les entreprises qui emploient relativement plus de main d'oeuvre, sans pénaliser pour autant la compétitivité des entreprises à forte valeur ajoutée par rapport à leurs concurrents étrangers. L'assiette de la TVA étant plus large que celle des cotisations sociales, environ un tiers de la baisse des cotisations pourrait être réalloué à l'augmentation du pouvoir d'achat. Ce qui contribuerait à la revalorisation des salaires.

Cela fera-t-il augmenter les prix ? C'est une question que je n'évoque pas à la légère car nos prix sont déjà trop élevés et c'est pour cela que l'expérimentation est utile. Il y aura une augmentation des prix s'agissant des produits importés, ce qui est l'un des buts recherchés, mais c'est peu probable pour les autres puisque la baisse des cotisations compensera dans le prix de revient la hausse de la TVA. En moyenne les prix des produits fabriqués en France devraient rester stables, compte tenu de la pression de la concurrence. L'expérience allemande est, de ce point de vue, encourageante.

Mais je comprends que le risque d'une hausse des prix qui rognerait le pouvoir d'achat inquiète les salariés et les retraités, tellement habitués à être trompés et à servir de variables d'ajustement. Pour éviter toute crainte de ce genre, je vous propose qu'avec l'accord des partenaires sociaux, toute avancée dans le sens de la TVA sociale s'accompagne d'un grand rendez-vous social à la fin de chacune des deux années suivantes. Ce rendez-vous prendrait la forme d'une conférence salariale qui aurait pour mission d'examiner du pouvoir d'achat des salaires et des retraites et de compenser l'éventuelle perte qui pourrait être imputée à la TVA sociale. [...]

Si l'expérimentation se révèle concluante, le report de charges sur la TVA devra s'effectuer progressivement, par le biais des franchises de charges sur tous les salaires. Je souhaite proposer à nos partenaires européens de s'engager dans la voie de cette expérimentation où l'Allemagne vient de nous précéder. Ce serait un bon moyen, avec la taxation écologique des importations à l'échelle européenne, d'esquisser une forme préférence communautaire. Cela permettrait de consolider le modèle social européen sans céder à la tentation du protectionnisme. La France a inventé jadis la TVA qui a été peu à peu adoptée par l'ensemble des pays européens. Mon objectif est qu'il en soit de même un jour pour la TVA sociale. Celle-ci nous amènera forcément à réfléchir à l'organisation de notre protection sociale. Elle nous obligera à progresser vers le décloisonnement de la protection sociale, à mettre tous les Français à égalité devant l'assurance-maladie et la retraite, à prendre aussi mieux en compte, à l'intérieur d'un système de protection qui couvre tous les Français, la mobilité, la pluriactivité et l'alternance de périodes de travail, de chômage, de formation. La réforme de nos régimes spéciaux de retraite que je souhaite engager s'inscrit bien pour moi dans cette perspective, tout comme la remise en plat - qu'elle permettra de financer - des critères de pénibilité et la remise à niveau des retraites des agriculteurs, des commerçants, des artisans et des pensions de réversion.

La TVA sociale, ce ne serait pas seulement un nouveau mode de financement de la protection sociale, ce serait aussi un levier du changement, une incitation à modifier nos comportements économiques et notre organisation sociale pour relever le défi de la mondialisation. C'est pourquoi je veux l'expérimenter. Au-delà du cas particulier de la TVA sociale, ce qui compte c'est de taxer le moins possible l'homme au travail et la production. Il faut taxer la richesse produite et non la production de richesse. Lorsque l'on décourage la création de richesse, on a moins à redistribuer.

Sources(s)

Extrait "Ensemble"

TVA sur la restauration

Je n'ai jamais compris que la fixation des taux de TVA pour des prestations locales doive relever d'une directive négociée à l'unanimité des Etats membres de l'UE. Autant je suis attaché aux progrès de

l'harmonisation fiscale européenne pour l'impôt sur les sociétés ou pour les droits sur les alcools, l'essence, les cigarettes, qui manifestement impactent les échanges au sein de l'Union, autant je souhaite que la TVA sur les prestations locales, telles que la restauration ou la rénovation de logements, revienne entièrement dans le champ de notre compétence nationale, aussi tôt que possible.

J'entreprendrai ce combat si je suis élu, j'en prends l'engagement. Cette modification permettra alors à la France d'harmoniser à la baisse ses taux de TVA en matière de restauration, dans le cadre d'un accord global qui est à définir. Mais pour moi, l'objectif sera très clair : que la réduction de la pression fiscale ait un impact global, sur les prix pratiqués, sur le nombre d'emplois dans le secteur - nous savons qu'il constitue un gisement potentiel considérable - et sur le niveau des rémunérations pratiquées dans l'hôtellerie. A mes yeux, si l'Etat accepte de se priver d'une recette fiscale importante, c'est à la condition d'un accord gagnant-gagnant avec la profession, les salariés et les consommateurs. Nous avons déjà négocié ensemble un tel accord. Nous pouvons aller plus loin.

Sources(s)

Discours Congrès de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (01/12/06)

Union civile

Je veux reconnaître la sincérité de l'amour homosexuel, en créant une union civile donnant les mêmes droits aux couples de même sexe qu'aux couples mariés, à l'exception de la filiation et de l'adoption, ainsi qu'un statut de beaux-parents, valable pour les familles recomposées et homoparentales.

Je suis pour une union civile homosexuelle qui ne passe pas par le greffe du tribunal d'instance, mais par la mairie. (...) Elle entraînera une égalité fiscale, sociale, patrimoniale totale avec les couples mariés qui ira, par exemple, jusqu'au droit de à la pension de reconversion pour le conjoint homosexuel. (...) Cette union civile emportera les mêmes droits que le mariage dans les rapports entre les étrangers et Français, avec les mêmes limites. (...) A mes yeux, l'union civile a vocation à remplacer le PACS. Mais il faudra être très prudent pour ceux qui ont voulu s'organiser avec le PACS et qui voudraient le garder. Il faudra leur laisser cette possibilité. Mon ambition est toutefois claire : elle a vocation à englober l'ensemble des situations.

Sources(s)

Mon Projet

Interview Têtu (04/07)

Universités des métiers

Nous créerons des universités des métiers, c'est-à-dire des établissements d'excellence dans des secteurs plus manuels ou plus techniques, mais qui jouent aussi un rôle déterminant dans notre économie : par exemple, le jeu vidéo, les métiers d'art, la gastronomie, la construction navale, le film d'animation et beaucoup d'autres domaines encore. Parce qu'il n'y a pas de raison que certaines filières professionnelles ou technologiques n'aient pas, elles aussi, des « grandes écoles » dans leur domaine.

Sources(s)

Interview Le Monde de l'Industrie (janvier 2007)

Universités

L'enseignement supérieur et la recherche seront pour moi une priorité absolue.

Leurs moyens seront portés au même niveau que dans les pays les plus en pointe sur le sujet, mais cela s'accompagnera de réformes de fond. Je donnerai aux universités volontaires une autonomie réelle.

La cinquième puissance industrielle du monde ne peut pas rester avec des universités aussi peu soutenues, aussi ingouvernables, aussi peu autonomes. S'il doit y avoir un chantier présidentiel, c'est celui de l'enseignement supérieur, c'est celui de la création de campus de niveau européen dans chaque région française et de quelques campus nationaux de retentissement mondial. Avant la fin de cette année, nous aurons proposé aux universités volontaires un statut d'autonomie leur permettant d'organiser librement leurs filières d'enseignement, de recruter leurs élèves et de recruter leurs enseignants, de les payer comme elles l'entendent, d'utiliser leur patrimoine, de signer des partenariats. Je veux que nos universités puissent se battre avec les mêmes armes que leurs concurrentes étrangères pour figurer dans le peloton de tête des établissements d'enseignements supérieurs.

Dans les nouveaux campus que j'appelle de mes vœux et que nous devons créer, tout doit être fait pour favoriser l'existence d'orchestres, de troupes de théâtre, d'ateliers film ou écriture, parce que ce sont d'extraordinaires pépinières de talents. Cessons de porter un regard condescendant sur les pratiques amateurs. C'est souvent par elles que la création peut s'installer dans les vies !

Sources(s)

Mon Projet

Discours Nantes (15/03/07)

Discours devant les acteurs de la Culture (04/04/07)

Usines

Contre les délocalisations, je mettrai en oeuvre une politique industrielle, en choisissant les secteurs stratégiques sur lesquels concentrer nos efforts. Notre pays doit garder des usines.

J'ai visité beaucoup d'usines, rencontré beaucoup d'ouvriers. Dans les usines on parle peu. Il y a beaucoup de pudeur chez les ouvriers. Il y a une culture ouvrière, une façon d'être des ouvriers, un rapport particulier des ouvriers à la vie et au travail. Je ne veux pas que cette culture ouvrière se perde. Je ne veux pas d'une France sans usine. Si les usines partaient, le reste partirait aussi. Les services aux entreprises partirait. Le marketing, la finance, la recherche appliquée partirait.

Sources(s)

Mon Projet

Discours Cormeilles-en-Parisis (06/03/07)

Vente d'armes à la Chine

La levée de l'embargo est une décision collective, qui doit être prise par l'ensemble des partenaires européens. La Chine est un partenaire de première importance pour la France et l'Europe. Nos relations se sont beaucoup développées au cours des dernières années, et c'est une très bonne chose. Mais l'embargo sur les armes a une signification bien particulière, liée notamment à la situation des droits de l'homme dans ce pays. Dans ce domaine, la Chine peut encore faire des progrès. C'est à l'aune de cette question que nous devons continuer de discuter avec nos partenaires chinois.

Sources(s)

Le Monde (16/04/07)

Vieux Métiers

Il ne faut pas se contenter de perpétuer les vieux métiers en les soutenant à bout de bras. Il faut aider les vieux métiers à se transformer en nouveaux métiers.

Sources(s)

Discours Besançon (13/03/07)

Vin

Les producteurs de vin pourront faire de la publicité pour le vin. Le vin n'est pas une drogue.

Sources(s)

Visite au salon de l'Agriculture (09/03/07)

Violation du secret de l'instruction

Je suis attaché à la liberté de l'information, mais aussi au respect de la présomption d'innocence. Je constate que l'équilibre actuel entre ces deux principes fondamentaux n'est pas satisfaisant. Il faut très certainement éviter que des poursuites abusives soient engagées contre des journalistes, mais également protéger la dignité des personnes. S'appuyer sur, renforcer ou compléter les diverses chartes déontologiques existantes me paraît une bonne voie pour aller en ce sens.

Sources(s)

Réponses à Reporters sans frontières (avril 2007)

Viticulture

Il faut que vous, les viticulteurs vous, vous organisiez et vous, vous rassembliez plus fortement, parce que la création de valeur elle est trop prise par la grande distribution par rapport aux viticulteurs. Deuxièmement, je veux qu'on arrête avec des importations de vins qui ne correspondent pas aux critères de qualité qu'on vous oblige à respecter. Et troisièmement, je veux qu'il y ait une vraie campagne sur le vin qui est un produit du terroir et qu'on ne doit pas culpabiliser. Je ne peux pas vous imposer une règle qu'on n'impose à aucun autre en Europe.

Sources(s)

J'ai une question à vous poser (5/02/07)

ZEP

Je propose de diviser par deux le nombre d'élèves dans les ZEP et de créer des internats de réussite éducative dans toutes les villes afin de permettre aux enfants défavorisés de bénéficier des meilleures conditions de travail pour réussir.

Sources(s)

Interview dans La Croix (13/03/07)

Zones franches

Depuis que j'ai lancé cette idée, en mars 2006, les acteurs économiques des quatre DOM ont répondu à mon

appel et m'ont fait part de leurs attentes en la matière. Il ressort de nos échanges, durant ces derniers mois, un consensus sur l'idée de créer des zones franches globales au plan géographique mais ciblées sur certains secteurs d'activités. Il ne s'agit donc pas d'un privilège accordé à telle ou telle partie du territoire : la zone franche globale concerne la Guadeloupe tout entière !

(...) Ces zones franches viendraient en complément de l'actuelle défiscalisation qu'il faut conserver. Il faut la conserver car la défiscalisation agit sur les coûts d'investissement, là où les zones franches agiront sur les coûts de fonctionnement. Il faut la conserver car la défiscalisation n'est pas un « ensemble de niches fiscales », c'est un outil de développement économique nécessaire à la croissance de territoires spontanément sous capitalisés.

Sources(s)

Discours Guadeloupe (23/03/07)